

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

LOBBYISME INDIRECT ET STRATÉGIES DE COMMUNICATION DE GROUPES  
ENVIRONNEMENTAUX AU QUÉBEC :  
LE DOSSIER DES GAZ DE SCHISTE, 2010-2012

MÉMOIRE

PRÉSENTÉ

COMME EXIGENCE PARTIELLE  
DE LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR

LAURY CHAYER

MAI 2014

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL  
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

À France Landry, André Chayer et Kim Chayer ;

À Marie-Rose Gauthier, qui rêvait de livres, de longues études, d'ateliers, de toiles blanches, de liberté.

## REMERCIEMENTS

Merci à Serge Fortier, porte-parole du RIGSVSL, à la représentante d'Équiterre et à Pierre Batellier, représentant du Collectif scientifique sur la question du gaz de schiste, pour leur générosité.

Merci à mes parents qui m'ont offert l'éducation pour héritage. Je vous dois mes ressources réflexives.

Merci à ma directrice, Isabelle Gusse. Peu de gens ont la chance et le privilège d'avoir côtoyé un mentor. Merci pour la confiance, le partage, l'ouverture, l'encadrement, et l'accompagnement. Isabelle Gusse est à la source d'un riche bagage accumulé du baccalauréat à la maîtrise, en passant par une expérience de recherche et par des discussions lumineuses qui ne sont pas près de prendre fin, je l'espère.

Merci à Vincent pour la patience, l'amour, le support, la patience, la tolérance vis-à-vis ma reconfiguration bordélique d'un espace en particulier et la patience.

Salutations à Victor et Martin, avec qui j'ai vécu «l'expérience départementale». Votre compagnie fut appréciée.



## TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES .....	vii
RÉSUMÉ .....	viii
INTRODUCTION .....	1
CHAPITRE I	
PROBLÉMATIQUE ET REVUE DE LITTÉRATURE .....	4
LOBBYISME, GROUPES D'INTÉRÊT, ENJEU ENVIRONNEMENTAL ET MOUVEMENTS SOCIAUX .....	4
1.1 Problématique .....	4
1.2 Revue de la littérature : lobbyisme direct et indirect, entre pluralisme et théorie des échanges.....	12
1.2.1 Lobbyisme direct et conception pluraliste .....	13
1.2.2 Lobbyisme direct et théorie des échanges .....	17
1.2.3 Lobbyisme indirect .....	20
1.2.4 Lobbyisme à la fois direct et indirect.....	22
1.2.5 Distinctions entre lobbyisme direct et indirect et mouvements sociaux .....	26
1.3 Lobbyisme et cadre légal au Québec .....	31
CHAPITRE II	
MODÈLE CONCEPTUEL ET MÉTHODE D'ANALYSE.....	34
STRATÉGIES COMMUNICATIONNELLES DU LOBBYISME INDIRECT .....	34
2.1 Modèle conceptuel.....	34
2.2 Hypothèse .....	40
2.3 Corpus étudiés et méthode d'analyse.....	40
2.3.1 Méthode d'analyse des mémoires produits par les groupes étudiés .....	41
2.3.2 Méthode d'analyse des entrevues .....	47

## CHAPITRE III

RÉSULTATS DE L'ANALYSE.....	49
3.1 Agenda-setting.....	49
3.1.1 Agendas des groupes en fonction de l'analyse textuelle des mémoires .....	49
3.1.2 Agenda des groupes en fonction des entrevues semi-dirigées.....	52
3.2 Évaluation de la situation.....	53
3.2.1 Évaluation de la situation selon l'analyse textuelle des mémoires .....	54
3.2.2 Évaluation de la situation d'après les entrevues semi-dirigées.....	55
3.3 Cadrage : problèmes, solutions et appels à l'action.....	61
3.3.1 Diagnostic framing .....	62
Alinéa 1 : Analyse textuelle des mémoires.....	62
Alinéa 2 : Entrevues semi-dirigées .....	67
3.3.2 Prognostic framing.....	69
Alinéa 1 : Analyse textuelle des mémoires.....	70
Alinéa 2 : Entrevues semi-dirigées .....	73
3.3.3 Motivational framing .....	74
Alinéa 1 : Analyse textuelle des mémoires.....	74
Alinéa 2 : Entrevues semi-dirigées .....	74
3.4 Choix des tactiques : pooling, appuis et autres stratégies.....	76
3.4.1 Analyse textuelle des mémoires .....	76
3.4.2 Entrevues semi-dirigées.....	77

## CHAPITRE IV

DISCUSSION ET INTERPRÉTATION DES RÉSULTATS .....	79
4.1 Le <i>diagnostic framing</i> environnemental : des risques .....	79
4.2 L'enjeu de la cohérence des désignations identitaires ou le choix des mots .....	81
4.3 L'enjeu politique et idéologique de la cohérence des propositions : deux façons de voir les solutions.....	85
4.4 La relation à l'État .....	90
4.5 La relation aux médias.....	92
4.6 La complémentarité des groupes environnementaux.....	92
CONCLUSION .....	95
ANNEXE A	
LISTE DES GROUPES DU PREMIER ÉCHANTILLON DONT LE MÉMOIRE DÉPOSÉ AU BAPE EST ANALYSÉ VIA UNE ANALYSE TEXTUELLE.....	100
ANNEXE B	
QUESTIONNAIRE DES ENTREVUES SEMI-DIRIGÉES .....	102
ANNEXE C	
TABLEAU DES COMPARAISONS ET ANALOGIES LES PLUS FRÉQUEMMENT MENTIONNÉES DANS LES QUARANTE-SIX MÉMOIRES DES GROUPES ENVIRONNEMENTAUX À L'ÉTUDE .....	107
ANNEXE D	
PRÉSENTATION DES HUIT CATÉGORIES DE CAUSES ET DES NEUF CATÉGORIES DE CONSÉQUENCES RÉPERTORIÉES DANS LE CADRE DE L'ANALYSE DU <i>DIAGNOSTIC FRAMING</i> .....	108
ANNEXE E	
PRÉSENTATION DES DIX CATÉGORIES DE SOLUTIONS ET DES CINQUANTE-CINQ SOLUTIONS PROPOSÉES PAR LES GROUPES ÉTUDIÉS DANS LE CADRE DE L'ANALYSE DU <i>PROGNOSTIC FRAMING</i> .....	109
BIBLIOGRAPHIE.....	114

## LISTE DES TABLEAUX

## Tableau 2.1

Évaluation de la situation : Acteurs consultés par les groupes étudiés lors de l'analyse  
textuelle.....p.43

## Tableau 2.2

Recueil de données pour la variable *diagnostic framing* .....p.44

## Tableau 2.3

Recueil de données pour le *prognostic framing* .....p.46

## Tableau 2.4

Recueil de données pour le *motivational framing*.....p.46

## Tableau 3.1

Enjeux liés à l'agenda des groupes environnementaux ayant déposé un mémoire au BAPE dans le  
cadre de l'exploration et l'exploitation des gaz de schiste au Québec.....p.50

## Tableau 3.2

Causes les plus récurrentes soulevées par les groupes environnementaux étudiés dans le cadre du  
*diagnostic framing*.....p.63

## Tableau 3.3

Conséquences les plus récurrentes liées à l'exploration et l'exploitation des gaz de schiste  
soulevées par les groupes environnementaux étudiés dans le cadre du *diagnostic framing*.....p.65

## Tableau 3.4

Occurrences les plus significatives, dans le contexte de l'exploration et de l'exploitation des gaz  
de schiste au Québec, quant aux solutions proposées par les groupes environnementaux étudiés  
dans le cadre du *prognostic framing*.....p.70

## LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES

APGQ	Association pétrolière et gazière du Québec
AQLPA	Association québécoise de lutte contre la pollution atmosphérique
BAPE	Bureau d'audiences publiques sur l'environnement
CA	Conseil d'administration
CLSC	Centre local de services communautaires
CQDE	Centre québécois du droit de l'environnement
ÉES	Évaluation environnementale stratégique
GES	Gaz à effet de serre
IIAA	Independent Insurance Agents of America
MCN21	Maîtres chez nous 21 <sup>e</sup> siècle
MDDEP	Ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs
MRC	Municipalité régionale de comté
MRNF	Ministère des Ressources Naturelles et de la Faune
RIGSVSL	Regroupement interrégional gaz de schiste de la vallée du Saint-Laurent
OBNL	Organisme à but non-lucratif
OBV	Organisme de bassin versant
TCP	Titulaire de charge publique
UP	Union paysanne
UPA	Union des producteurs agricoles
UQÀM	Université du Québec à Montréal
US-EPA	Environmental Protection Agency (United States)

## RÉSUMÉ

Nous nous intéressons à la façon dont des groupes environnementaux se sont positionnés vis-à-vis l'industrie gazière et le gouvernement dans le cadre de l'enjeu de l'exploration et de l'exploitation des gaz de schiste au Québec, de 2010 à 2012. Notre hypothèse est que ces groupes pratiquent le lobbying indirect en concevant des stratégies communicationnelles relatives à quatre étapes distinctes : 1) la mise à l'agenda, 2) l'évaluation de la situation, 3) le cadrage, et 4) les choix tactiques. Dans le cadre de notre recherche, nous avons donc sélectionnés quarante-huit groupes environnementaux et produit une analyse textuelle des quarante-six mémoires déposés au BAPE par ces derniers à l'automne 2010. Pour bonifier les données recueillies dans les mémoires, nous avons également mené deux entrevues semi-dirigées auprès du porte-parole du Regroupement interrégional gaz de schiste de la vallée du Saint-Laurent et d'une représentante d'Équiterre. Nous avons tout d'abord constaté que les interventions d'autres acteurs du débat, au fil du temps, poussent les groupes à retravailler les stratégies liées à ces quatre étapes. Nous avons aussi observé que la majorité des groupes étudiés ont émergé durant les années 1980 et 1990 et qu'ils ont annexé l'enjeu des gaz de schiste à d'autres enjeux figurant déjà à leur agenda. Les opposants identifiés par les groupes étaient l'industrie gazière et le gouvernement, celui-ci ayant été considéré responsable des problèmes identifiés. Par ailleurs, une proportion significative des groupes considère que les activités de l'industrie et le déficit d'information fournie par le gouvernement et l'industrie sont problématiques et qu'ils ont des conséquences néfastes sur l'environnement, la santé publique et les dynamiques territoriales. Aussi, les groupes étudiés proposent en majorité une évaluation environnementale stratégique (ÉES), un moratoire, une stratégie éco-énergétique, des mesures de renforcement démocratique ainsi que plus de transparence gouvernementale. Ils témoignent d'un appel à l'action visant le gouvernement, de façon à ce qu'il mette à exécution les solutions proposées. De plus, ils ont opté pour des choix tactiques complémentaires, ce qui représente un atout considérable dans le contexte du rapport de force en présence. Cela dit, nous avons également remarqué une disparité, voire une incohérence vis-à-vis des choix relatifs aux désignations ainsi qu'aux propositions.

Mots-clés : lobbying indirect, stratégies de cadrage, agenda, tactiques, groupes environnementaux, mouvements sociaux, gaz de schiste.

## INTRODUCTION

Les sociétés occidentales contemporaines vivent à l'ère de la démocratie dite représentative, où l'État a pour mandat de veiller à l'agrégation et au consentement des collectivités, à l'organisation des pouvoirs, à la distribution des places et fonctions et des systèmes de légitimation de cette distribution<sup>1</sup>. Or, l'action et l'inaction de l'État sous-tendent des doutes quant à son habileté, son habileté et son exclusivité quant à ces mandats. Cette recherche porte sur les stratégies communicationnelles issues de la contre-démocratie au sens de l'historien et philosophe français Pierre Rosanvallon. Il est ici question des stratégies visant à faire pression sur le gouvernement, en passant par la population directement ou par l'entremise d'un tiers parti comme les médias, afin qu'il considère un certain positionnement lors de sa prise de décision. Ce type de stratégies est relatif au lobbyisme indirect. Il peut parfois s'y ajouter des stratégies de lobbyisme direct, lequel se distingue du lobbyisme indirect puisqu'il implique des efforts stratégiques qui convergent vers la rencontre d'un titulaire de charge publique (TCP) pour influencer la prise de décision publique.

Nous nous sommes donc intéressés aux divers types de groupes d'intérêt, en incluant les mouvements sociaux, et nous nous sommes plus particulièrement penchés sur les significations et instrumentalisation diverses apportées au lobbyisme. Plus spécifiquement, nous avons observé la façon dont des groupes environnementaux se sont positionnés vis-à-vis l'industrie gazière et le gouvernement libéral dans le cadre de l'enjeu de l'exploration et de l'exploitation des gaz de schiste au Québec, de 2010 à 2012. Dans l'optique où les luttes entre groupes d'intérêts sont déterminantes quant à la vie ou la mort de certaines idées aux yeux de la population et de l'État, notre recherche avait pour objectif d'évaluer comment le mouvement environnemental articulait un discours stratégique et comment il parvenait à se défendre et à imposer des idées. Puisque le pouvoir s'accomplit à travers plusieurs types de capitaux dont celui du langage et des images, il nous a paru nécessaire d'observer les rapports de force sous cet angle alors que peu de recherches ont, à l'instar de la nôtre, façonné le champ de la communication politique.

Le premier chapitre de ce mémoire a pour but d'exposer notre problématique et l'objet de la recherche, puis de présenter la revue de la littérature qui en découle tout en rendant compte de ce qui motive la pertinence d'un tel projet. Les grands thèmes gravitant autour de notre

---

<sup>1</sup> Ce que le philosophe français Miguel Abensour associe à la « police » dans « La démocratie insurgente », *In La Démocratie contre l'État*, Paris : Éditions Le félin, p.10.



problématique concernant en tout premier lieu la question des groupes d'intérêt, des questions environnementales, du lobbying direct, du lobbying indirect et des mouvements sociaux.

Le chapitre II est voué à la présentation de notre appareil conceptuel et de notre méthode d'analyse qualitative. Il y est plus exactement question de notre modèle conceptuel, dont les concepts-clés (mise à l'agenda ou *agenda-setting*<sup>2</sup>, sous-discours évalués, cadrage ou *framing*<sup>3</sup>, *packaging*<sup>4</sup>, amorçage ou *priming*<sup>5</sup>, *pooling*<sup>6</sup> et choix tactiques) ont été empruntés au champ de la communication politique. Puis, nous soumettons notre hypothèse selon laquelle les groupes environnementaux étudiés pratiquent des activités de lobbying indirect en procédant par quatre étapes : 1) la mise à l'agenda, 2) l'évaluation de la situation, 3) le cadrage ou *framing* et 4) les choix tactiques. Dans ce chapitre, nous présentons également notre corpus de groupes environnementaux québécois, ses délimitations, ainsi que les échantillons sélectionnés aux fins de l'analyse et la méthode d'analyse employée. D'une part, il s'agit de quarante-six mémoires déposés à l'automne 2010 au Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) sur la question de l'exploration et de l'exploitation des gaz de schiste. Nous avons soumis ces mémoires à une analyse textuelle. D'autre part, il s'agit de la teneur de deux entrevues semi-dirigées réalisées auprès d'une représentante d'Équiterre et du porte-parole du Regroupement interrégional sur le gaz de schiste de la vallée du Saint-Laurent (RIGSVSL).

Dans le chapitre III, nous divulguons nos résultats de recherche, en reprenant une à une nos catégories d'analyse (*agenda-setting*, évaluation de la situation, cadrage et choix tactiques). Le caractère exploratoire de la recherche peut dès lors se déployer et nous permet de dégager ce qu'une majorité des groupes environnementaux étudiés a considéré comme étant les problèmes, les responsables des causes et conséquences de l'exploration et de l'exploitation des gaz de schiste au Québec, les solutions, les acteurs à interpeller et les tactiques communicationnelles à adopter.

Enfin, le chapitre IV est dédié à la discussion et l'interprétation des résultats de notre étude. Il aborde plus exactement ce qu'il en est de l'omniprésence de la notion de risque dans un segment

<sup>2</sup> Issue de la littérature anglo-saxonne, la notion d'*agenda-setting* se traduit en français par la formule «mise à l'agenda». Les deux termes sont employés dans ce mémoire.

<sup>3</sup> Idem pour l'utilisation des termes «*framing*» et «cadrage».

<sup>4</sup> En l'absence d'une équivalence française à la notion de *packaging*, nous préférons nous abstenir de traduire le terme pour éviter d'en travestir la signification.

<sup>5</sup> Elle aussi issue de la littérature anglo-saxonne, la notion de *priming* trouve son vis-à-vis, en France, du côté de l'amorçage.

<sup>6</sup> Le terme «*pooling*» n'est pas traduit, dans le texte, pour le motif cité précédemment.



de cadrage (*diagnostic framing*) ; s'intéresse également à la cohérence des désignations, à l'enjeu politique et idéologique de la cohérence des propositions (*prognostic framing*), aux relations des groupes étudiés à l'État et aux médias, ainsi qu'à la complémentarité des groupes environnementaux sous un aspect tactique. Les résultats de notre analyse nous permettent de confirmer l'hypothèse selon laquelle les groupes environnementaux, dans le cadre d'une initiative de lobbyisme indirect, ont procédé à la mise en œuvre et réalisé les activités relatives à quatre étapes, soit la mise à l'agenda, l'évaluation de la situation, le cadrage, et les choix de tactiques. La façon dont ces étapes sont opérationnalisées mène donc à des interprétations sur les relations qu'entretiennent les groupes avec l'État et les médias ainsi que sur des conflits subordonnés.

## CHAPITRE I

### PROBLÉMATIQUE ET REVUE DE LITTÉRATURE

#### LOBBYISME, GROUPES D'INTÉRÊT, ENJEU ENVIRONNEMENTAL ET MOUVEMENTS SOCIAUX

Le présent chapitre a pour but d'exposer en même temps que notre problématique, l'objet de la recherche, puis de présenter la revue de la littérature qui en découle tout en rendant compte des raisons qui motivent la pertinence d'un tel projet. Les grands thèmes gravitant autour de notre problématique regardent en tout premier lieu la question des groupes d'intérêt, des questions environnementales, du lobbyisme direct, du lobbyisme indirect et des mouvements sociaux.

##### 1.1 Problématique

Dans ce mémoire, nous nous intéressons aux stratégies de communication des mouvements sociaux<sup>7</sup> qui tentent de défendre des intérêts qu'ils jugent communs lorsqu'ils évaluent que le gouvernement a échoué dans la gestion d'un ou de plusieurs enjeux. Plus précisément, nous prenons pour objet la nature qualitative des stratégies de communication des groupes environnementaux québécois ayant pour objectif de faire pression sur le gouvernement en employant des mécanismes de persuasion et de mobilisation auprès des citoyens et citoyennes, le tout dans le contexte entourant l'enjeu de l'exploration et de l'exploitation des gaz de schiste au Québec, depuis 2010.

L'objet de recherche qui suscite plus spécifiquement notre intérêt est le lobbying indirect tel que mis en œuvre par les groupes environnementaux québécois uniquement. En effet, depuis le début des années 2000, au Québec, nous avons observé que suite à certaines campagnes publiques réalisées par plusieurs groupes de pression, le gouvernement a opéré des changements

---

<sup>7</sup> Nous considérons ici que les mouvements sociaux (y compris l'étiquette «Social Movement Organizations (SMO)») renvoient à autant de groupes d'intérêt, dans la mesure où nous questionnons les critères qui permettent de les distinguer sur le plan théorique.

au plan de ses décisions. Il s'agit, notamment, du projet du Suroît (construction d'une centrale thermique au gaz naturel à cycle combiné), de la privatisation partielle du Parc national du Mont-Orford à des fins immobilières (2005), de l'exploitation des mines d'uranium à proximité de la ville de Sept-Îles (2009) et de l'exploitation des gaz de schiste (depuis 2009). C'est donc dire que les pressions exercées par les groupes et leur soutien populaire ont grandement influencé les décisions du gouvernement provincial, d'obédience libérale, alors dirigé par Jean Charest. Questionnant la réceptivité des autorités politiques quant à leurs activités de lobbyisme direct, ces groupes n'ont-ils pas alors véritablement constitué un rapport de force via la pratique du lobbyisme indirect ? En effet, des relations d'échange informationnel régulier se produisent directement entre titulaires de charges publiques (TCP) et lobbyistes d'autres milieux ayant des intérêts et des positionnements dissemblables aux perspectives environnementalistes. Plus précisément, si l'on se réfère au Registre des lobbyistes du Québec, l'Association pétrolière et gazière du Québec (APGQ) y a inscrit 38 lobbyistes en avril 2010. Ces derniers avaient pour mandat de représenter les intérêts des membres (industriels) de l'association auprès des TCP de neuf ministères, en plus du cabinet du Premier ministre. Cette représentation était relative :

[...] à la législation et à la réglementation reliée aux hydrocarbures, dont notamment la Loi sur les Mines (L.R.Q., c. M-23.1) et les règlements y afférents, ainsi qu'à l'égard de l'intention du gouvernement du Québec de mettre en place une nouvelle loi sur les hydrocarbures afin d'élaborer un régime encadrant la recherche et l'exploitation des hydrocarbures au Québec (Registre des lobbyistes du Québec, Sommaire de l'inscription no E10-LE00209 de l'organisation Association pétrolière et gazière du Québec par André Caillé, plus haut dirigeant, 2010).

Selon *Le Devoir*, les entreprises pétrolières et gazières actives au Québec telles que Questerre Energy et Gastem ont disposé d'au moins 55 lobbyistes pour les représenter depuis avril 2009 (Shields, *Le Devoir*, 30 mars 2011). C'est donc dire que des groupes économiques ont bénéficié d'un poids politique non-négligeable par le biais de ces rapports directs. Qu'en est-il alors des groupes environnementaux ? L'intérêt de mettre en lumière les stratégies de lobbyisme indirect de ces derniers en ce qui a trait à l'exploitation du gaz de schiste prend alors tout son sens, un projet ayant percé l'opinion publique à partir de 2010 et qui reste encore en suspens aujourd'hui. En effet, bien que le projet de loi modifiant la Loi sur les mines (numéro 70) ait été adopté et

sanctionné en décembre 2013, aucune loi n'écarte le possible retour de projets d'exploitation du gaz de schiste et les risques y étant rattachés.

Lorsqu'il est question de gaz de schiste, l'on désigne d'abord des gisements d'hydrocarbures non conventionnels. Selon l'ingénieur-géologue québécois à la retraite Marc Durand<sup>8</sup>, le schiste argileux ou shale se retrouve dans des centaines de formations distinctes sur les cinq continents. Plus concrètement, les shales Haynesville et Barnett sont localisés au Texas, le shale Marcellus en Pennsylvanie et le shale Utica au Québec. Puisant leur origine dans des bassins marins, ces couches renferment de la matière organique disséminée. Transformée par la température et la pression, au fil du temps, cette matière a généré les huiles et les gaz identifiés comme thermogéniques. Selon Marc Durand, ces shales n'ont pas tous un potentiel en hydrocarbures exploitables, mais de nombreux pays en comptent sur leurs territoires et seront donc confrontés tôt ou tard à la question de leur éventuelle mise en exploitation. Du point de vue technique, l'exploitation des gaz de schiste se fonde sur une nouvelle technologie aux conséquences peu ou pas mesurées : la fracturation hydraulique. Elle correspond à la fissuration horizontale de la roche dans la couche de schiste, suite à un forage vertical pour l'atteindre. Cette fissuration est plus exactement obtenue par une injection d'eau et de sable accompagnée d'adjuvants chimiques. Cette injection est réalisée à très haute pression pour que la roche se disloque et que le gaz remonte à la surface. Cette opération comporte son lot de problèmes, de la modification irréversible de la perméabilité de la totalité du volume d'une formation géologique – des dizaines de milliers de km<sup>2</sup> sur des centaines de mètres d'épaisseur – à la migration de méthane en passant par des séismes, etc. Au Québec, les suites de cette action anthropique entreprise dans les Basses terres du Saint-Laurent sont encore bien mal connues et documentées tandis que sur le plan économique, l'exploitation commerciale ne représente que 20% du volume de gaz impliqué dans le processus. Précisons que nombre de scientifiques ont remis en question la substantialité des réserves au Québec et des revenus envisageables.

C'est la situation relative à l'exploitation des gaz de schiste aux États-Unis, en cours en Pennsylvanie depuis 2005, qui a déterminé certains paramètres du débat qui s'est déroulé au Québec. Ceci dit, des différences majeures entre les deux pays limitent les comparaisons possibles. Tout d'abord, une expertise en matière d'hydrocarbures a été développée dans cet état américain depuis 1859, année durant laquelle le premier puits a été foré. Au Québec, ce savoir-

---

<sup>8</sup> Durand a fourni un avis technique dans le cadre du rapport final du Colloque du Conseil régional Île-de-France publié le 7 février 2012 à Paris. Nous faisons ici référence aux pages 173 à 185 du rapport.

faire nous est encore étranger. En Pennsylvanie, les sites de forage se trouvent en milieu boisé, loin des zones à forte densité résidentielle et des zones agricoles alors qu'au Québec, les sites visés se concentrent dans ces milieux. Cet indicateur se traduit par des vecteurs économiques différents : aux États-Unis, les secteurs de l'acier et du charbon étaient actifs dès le XIX<sup>e</sup> siècle et l'exploitation des gaz de schiste s'inscrit dans cette logique minière en offrant des emplois locaux bien rémunérés. Au Québec, la plaine du Saint-Laurent, déjà florissante économiquement, s'avère plutôt un lieu de villégiature et de résidence plus spécialement pour les retraités. Si les propriétaires terriens québécois n'ont aucun droit sur le sous-sol et ne peuvent en tirer de bénéfices directs, l'industrie minière et gazière américaine se doit de négocier des compensations ou redevances auprès des propriétaires terriens américains qui eux ont une pleine marge de manœuvre quant à ce qui se trouve sous la surface de leur terrain. En 2011, en France, plusieurs députés socialistes ont déposé une proposition de loi ayant pour but d'annuler les permis exclusifs de recherche de mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux que pouvaient détenir des industriels. Visant également à assurer la transparence dans l'octroi des permis de recherche et de concessions d'hydrocarbures, cette proposition a été examinée en séance le 12 mai 2011 et adoptée deux mois plus tard. À l'automne 2013, le Conseil constitutionnel a reconnu la constitutionnalité de cette loi et validé l'interdiction de procéder à des opérations de fracturation hydraulique sur tout le territoire français afin de protéger l'environnement et les ressources naturelles nationales.

Dans le but de bonifier la mise en contexte de la présente recherche, nous avons effectué une synthèse des principaux événements ayant façonné l'enjeu de l'exploration et de l'exploitation des gaz de schiste au Québec et relaté les actions d'acteurs-clés (gouvernement, industrie, société civile organisée) ayant fait l'objet de plusieurs rétrospectives<sup>9</sup> tout en nous gardant de décerner des intentions et des intérêts à ces acteurs. Le 28 septembre 2009, l'entreprise albertaine Questerre Energy entreprend le forage d'un puits le long du fleuve Saint-Laurent, ce qui inquiète déjà l'Association québécoise de lutte contre la pollution atmosphérique (AQLPA). En janvier 2010, un an après l'annonce d'un forage potentiel sur le territoire de la ville par la compagnie australienne Molopo, ce qui est connu comme étant le premier regroupement citoyen formé sur la question des gaz de schiste voit le jour. Il s'agit du Comité Mobilisation gaz de schiste de Saint-Marc-sur-Richelieu. Au printemps 2010, l'AQLPA et ce comité rédigent un

---

<sup>9</sup> Cette synthèse se fonde sur trois sources : les articles provenant du site internet de la Société Radio-Canada (plus particulièrement « Le fil des événements », mis à jour le 26 avril 2012) ; l'article de Pierre Batellier et de Lucie Sauvé (« La mobilisation des citoyens autour du gaz de schiste au Québec : les leçons à tirer », été 2011) et les propos tirés d'entrevues réalisées dans le cadre de notre recherche (voir chap.II).



document de 58 pages, intitulé *Québécoises et Québécois, dormons-nous au gaz...de schiste*, présentant, notamment, un recadrage du discours véhiculé par l'industrie gazière, des informations en la matière destinées aux citoyens et aux municipalités ainsi qu'un appel à la mobilisation. Ce document est relayé aux médias. Entre mai et août 2010, l'inventaire des permis de forage octroyés à des entreprises le long de la vallée du fleuve Saint-Laurent ainsi que leur localisation géographique sont rendus public. Des groupes de citoyens s'organisent, incluent des organisations environnementales nationales dans leur réseautage, entre autres, à l'aide de coalitions. Ces groupes sont présents dans les médias, tout comme les municipalités, villes et municipalités régionales de comté (MRC) qui diffusent aussi leurs positions sur la question.

Le 31 août 2010, Pierre Arcand, alors ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs (MDDEP) sous la bannière du parti libéral du Québec, émet un communiqué dans lequel il demande au Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE), en vertu des pouvoirs que lui confère l'article 6.3 de la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q, c. Q-2), de créer une commission sur le développement durable de l'industrie des gaz de schiste au Québec et de tenir des consultations dans les régions administratives de la Montérégie, du Centre-du-Québec et de Chaudière-Appalaches. Le communiqué précise également les trois mandats de cette commission du BAPE. Il s'agit, dans un premier temps, de proposer un cadre de développement de l'exploration et de l'exploitation des gaz de schiste de manière à favoriser une cohabitation harmonieuse de ces activités avec les populations concernées, l'environnement et les autres secteurs d'activité présents sur le territoire. Il s'agit ensuite de proposer des orientations pour un encadrement légal et réglementaire qui assure, pour les volets d'exploration, d'exploitation et d'infrastructures de collecte de gaz naturel, le développement sécuritaire de cette industrie dans le respect du développement durable. Enfin, il est question de s'adjoindre des experts scientifiques qui évalueront tout enjeu relié au présent mandat. Le mandat d'enquête et d'audiences publiques débutera le 7 septembre 2010 et le rapport de la Commission devra être remis le 4 février 2011. Alors que les audiences sont prévues entre le 4 octobre et le 24 novembre 2010, la date limite pour déposer un mémoire est fixée au 11 novembre 2010. Deux cent un mémoires sont alors déposés au BAPE (quarante-six d'entre eux présentés par quarante-huit groupes environnementaux sont l'objet de notre analyse). Au mois d'août 2010, le gouvernement promet de présenter un projet de loi sur les hydrocarbures pour le printemps 2011 alors que le porte-parole de l'Association pétrolière et gazière du Québec (APGQ), André Caillé, annonce la tenue, en septembre, de trois assemblées publiques à

Bécancour, Saint-Édouard-de-Lotbinière et Saint-Hyacinthe. C'est à cette occasion que les citoyens pourront s'exprimer et lui poser des questions ainsi qu'aux experts de l'industrie.

Malgré l'ampleur que prend ce phénomène de contrepoids politique ou d'alternative à la participation citoyenne, aucune recherche n'a été menée, au Québec, dans le champ de la communication politique, sur la nature qualitative des stratégies et tactiques de groupes environnementaux québécois. Autrement dit, aucune étude empirique, au Québec, ne se penche sur la démarche communicationnelle stratégique de groupes environnementaux québécois face à l'enjeu énergétique que représente l'exploration et l'exploitation des gaz de schiste, et ce dans une conjoncture liée à ce que le politologue américain Ken Kollman<sup>10</sup> (2008) nomme le lobbyisme indirect (*outside lobbying*).

Plusieurs études se situent à la périphérie de notre approche. Il faut d'abord compter avec les travaux de Pierre Batellier<sup>11</sup> et Lucie Sauvé<sup>12</sup> qui signent en 2011 deux articles sur la mobilisation citoyenne relative à la question des gaz de schiste au Québec, et plus spécialement à celle du développement de compétences diverses et de l'émergence d'un «pouvoir-faire collectif» (Batellier et Sauvé, 2011a, p.2). Pour mener leur étude, ces auteurs ont procédé à une recension des écrits (médias, rapports, Web, articles scientifiques, etc.) et réalisé une démarche d'observation participante du mouvement citoyen tout en ayant validé leurs analyses auprès de collègues et d'autres acteurs sur le terrain (Batellier et Sauvé, 2011b, p.50). Cependant, les citoyens mobilisés visés par l'étude ne sont pas nommés, leur appartenance à des groupes citoyens n'est pas mentionnée de façon précise pas plus que sont élaborées des définitions qui distingueraient les groupes citoyens des organisations non gouvernementales (ONG). S'il est question de tactiques, de prise de parole et d'actions collectives, ces concepts ne sont pas définis et l'on ne sait pas comment ces éléments ont été identifiés puisque ces chercheurs ne décrivent pas leur échantillon tout en mentionnant que les citoyens doivent «survivre» aux stratégies de marketing social et de relations publiques des entreprises et du gouvernement.

---

<sup>10</sup> Professeur de science politique à l'Université du Michigan. Ses recherches portent entre autres sur les partis politiques, le lobbyisme, la politique américaine, la politique comparée et les élections.

<sup>11</sup> Titulaire d'une maîtrise en commerce international et développement de l'Institut d'Études Politiques de Paris, expert en matière de développement durable et de décroissance soutenable, de responsabilité sociale de l'entreprise, d'acceptabilité sociale des projets et de mobilisation citoyenne.

<sup>12</sup> Professeure au département de didactique de la Faculté des Sciences de l'éducation de l'Université du Québec à Montréal (UQÀM). L'éducation relative à l'environnement et à l'écocitoyenneté, à la santé environnementale, à l'écodéveloppement, l'éducation scientifique et l'éducation communautaire et populaire comptent parmi son champ d'expertise.

Pour leur part, le 26 septembre 2012, dans le cadre de la septième conférence du Collectif scientifique sur la question des gaz de schiste au Québec, Mariève Isabel<sup>13</sup> et Luc Desnoyers<sup>14</sup> présentent leurs travaux sur l'enjeu de la communication dans le dossier des gaz de schiste. La première postule l'existence d'un dialogue de sourds entre groupes environnementaux, citoyens, gouvernement libéral, groupes citoyens et nationalistes et industrie en se basant sur les types de logique (rhétorique réactionnaire, logique immanentiste ou raison instrumentale, logique du ressentiment et pensée conspiratoire, puis logique utopique-gnostique) que Marc Angenot<sup>15</sup> rapporte à une certaine forme de cadrage dans son *Traité de rhétorique antilogique*. Quant à Desnoyers, l'objet de sa conférence repose sur le rôle de l'image dans les communications des opposants aux gaz de schiste, des médias, de l'industrie gazière et des scientifiques. Dans les deux cas, l'analyse des logiques argumentatives et l'analyse sémiologique du matériel communicationnel des acteurs impliqués ne correspondent pas à l'objet exact de notre étude, ni à la méthode choisie. Il en est de même des travaux de Batellier et de Sauvé, qui ne s'inscrivent pas non plus dans notre approche.

Ce mémoire vise à rendre compte de l'ampleur de l'expertise communicationnelle et stratégique des groupes environnementaux québécois<sup>16</sup> en matière de lobbying indirect. Pour ce faire, nous cherchons à dégager des tendances potentielles dans les tactiques mais aussi les argumentaires choisis et à identifier des lacunes potentielles ou encore des obstacles à l'application de stratégies communicationnelles. Autrement dit, nous nous demandons quelle a été la réception des groupes par rapport à l'enjeu des gaz de schiste et comment ils l'ont traité du point de vue communicationnel (cadrage, positionnement par rapport à celui d'autres acteurs, choix tactiques) ?

Non seulement ce type de recherche permet de mieux comprendre les stratégies et la nature des ressources des groupes environnementaux québécois à l'heure actuelle, mais elle ouvre la porte à divers types de recherches, par exemple, sur l'évolution des groupes environnementaux québécois et celle du rôle de l'État. Notre démarche pourrait également servir l'étude des effets

---

<sup>13</sup> Doctorante au département de Langue et Littérature françaises et chargée de cours à l'École d'environnement de l'Université McGill.

<sup>14</sup> Professeur associé au département des Sciences biologiques de l'UQÀM. Expert en communication scientifique, graphisme scientifique, ergonomie visuelle et de la communication.

<sup>15</sup> Professeur émérite au département de Langue et Littérature françaises de l'Université McGill. Analyste du discours et historien des idées. Détenteur de la Chaire James McGill d'étude du discours social à l'Université McGill.

<sup>16</sup> Nous incluons dans ce vocable, comme il a été évoqué précédemment, des groupes se qualifiant de groupes citoyens, des coalitions de groupes, des collectifs de chercheurs et autres groupes décrits au chapitre suivant.



des ressources stratégiques de ces groupes sur d'autres groupes sociaux ou encore sur les décisions politiques des élus, ce qui dans un même souffle, fournirait des indices sur la qualité de la représentativité des élus. Enfin, comme le lobbyisme direct ou indirect est encore fort peu étudié au Québec, une recherche portant sur la nature des démarches et pression exercées par des groupes environnementaux ainsi que sur les conflits identitaires, politiques et sociaux qui en découlent représente un intérêt certain pour la science politique et la communication politique.

Le contexte général de la recherche renvoie à une période charnière, les années soixante et soixante-dix, ayant mené à de nouvelles lectures des acteurs sociaux et des rapports de force qui ont permis le développement de sous-champs dans l'étude des sciences sociales. Parmi les exemples de concepts et de typologies qui témoignent de constats répandus, notons le «capitalisme avancé» (Habermas, 1973), les «nouveaux mouvements sociaux» (Melucci, 1980), la «société du risque» (Beck, 1986) et la «contre-démocratie» (Rosanvallon, 2006).

Le concept de «contre-démocratie» que l'on doit à l'historien et philosophe français Pierre Rosanvallon réfère à une forme de démocratie complémentaire à la démocratie représentative et a pour principal objectif de pallier aux lacunes de cette dernière, notamment en matière de confiance et de légitimité. En effet, dans les décennies antérieures, non seulement en France comme le souligne Rosanvallon, mais aussi au Canada, divers mouvements d'opinion composés, entre autres, de groupes de citoyens, de médias de masse, de chercheurs, et même de leaders politiques ont identifié un «déficit démocratique» ou un «malaise démocratique<sup>17</sup>» dû à une perte de confiance de la population envers ses représentants (partis politiques) et ses structures politiques (Dalton, 2000 ; Young et Everitt, 2004, p. vii). Cette perte de confiance s'expliquerait par le fait que les partis politiques manquent doublement à leur devoir de médiation politique. D'une part, ils auraient perdu leur prédominance en tant qu'arbitre, leur statut traditionnel, ayant pour objectif la conciliation des intérêts particuliers. D'autre part, ils seraient passés seconds en ce qui a trait à leur rôle d'intermédiaire assurant le passage des requêtes issues de la société vers les institutions officielles (Hudon et Yates, 2008). Démocratie et contre-démocratie forment, pour Rosanvallon (2006, p. 9-31), un seul et même système dans la mesure où la contre-démocratie est celle des pouvoirs indirects disséminés dans le corps social, soit la démocratie de la défiance organisée face à la démocratie de la légitimité électorale, donc représentative. Les postulats de Rosanvallon s'accomplissent dans la pratique. En effet, le déficit de confiance des citoyens et

<sup>17</sup> Ces deux formulations sont utilisées par les politologues canadiennes Lisa Young et Joanna Marie Everitt. Le déclin d'une identification aux partis politiques a aussi été postulé par Russell J. Dalton, politologue de l'Université de Californie.

citoyennes envers ce qu'il qualifie de «démocratie de la légitimité électorale» (*ibid.*, p.16) ou démocratie représentative a su trouver son contrepoids dans un engouement et une participation grandissante vis-à-vis les groupes de pression. Ces groupes se multiplient au Canada. Ceux-ci se comptent par dizaines de milliers (Young et Everitt, 2004, p.8).

## 1.2 Revue de la littérature : lobbyisme direct et indirect, entre pluralisme et théorie des échanges

L'objet de notre étude regarde donc les stratégies de communication des groupes environnementaux québécois. Pour comprendre les fondements théoriques de ces activités, il faut d'abord se référer au phénomène du lobbyisme puisqu'il est au cœur de la matérialisation des rapports de force entre les divers acteurs de la société et, plus particulièrement, à ces deux modèles que sont le lobbyisme direct et indirect.

Au sujet du lobbyisme, la littérature scientifique occidentale est abondante. Plus les définitions du concept sont précises et exhaustives, plus elles sont sujettes aux dissensions. Certains chercheurs traitent de lobbyisme sans même faire mention du terme, le thème étant sous-jacent à celui des groupes d'intérêt. En France, l'une des premières analyses sur les groupes d'intérêt<sup>18</sup>, à la fin des années cinquante, revient à Jean Meynaud<sup>19</sup>. Il retient cinq catégories de procédés employés par ces groupes : la persuasion, les menaces, le rôle de l'argent, le sabotage de l'action gouvernementale, et l'action directe. Aux États-Unis, Lester W. Milbrath<sup>20</sup> est connu comme étant l'un des premiers chercheurs ayant publié ses travaux sur le lobbyisme, en 1960. Intégrant le lobbyisme dans une perspective communicationnelle, il soutient que seul l'usage de la communication peut influencer ou changer une perception (Milbrath, 1960, p.32-53). Pour sa part, Gilles Lamarque<sup>21</sup>, politologue français, a tenté de définir le lobbyisme selon les dénominateurs communs rencontrés dans la littérature : 1) la présence d'une requête ; 2) une requête exprimée par un groupe ; 3) une requête exprimée auprès d'une instance

<sup>18</sup> La littérature américaine sur le lobbyisme ou lobbying précède les premières analyses françaises sur les groupes d'intérêt.

<sup>19</sup> Professeur de science politique à l'Université de Lausanne et professeur titulaire à l'Université de Montréal. Ses travaux portent notamment sur la technocratie et les groupes de pression.

<sup>20</sup> Professeur au sein de plusieurs institutions universitaires (Duke, Northwestern University, et University at Buffalo). S'intéresse au lobbyisme, aux comportements politiques, à la méthodologie et à la participation politique.

<sup>21</sup> Successivement chargé de mission au Mouvement des entreprises de France (MEDEF-CNPF). Responsable des affaires européennes (Publicis), chargé des affaires publiques et des relations gouvernementales chez Renault SAS, Directeur général d'Anthenor public affairs (depuis 2004).

gouvernementale, politique ou administrative qui a le pouvoir d'agir (Lamarque, 1994). C'est cette requête exprimée auprès d'une instance gouvernementale qui peut, toutefois, s'effectuer de façon directe ou indirecte, selon Lamarque.

Ainsi, plusieurs chercheurs ont traité du lobbying direct, d'autres ont abordé le lobbying indirect alors que certains ont indistinctement étudiés les deux types de lobbying.

### 1.2.1 Lobbyisme direct et conception pluraliste

Le lobbying direct repose essentiellement sur le fait qu'un groupe ou plutôt un représentant d'un groupe traite des intérêts qu'il défend auprès des décideurs et représentants politiques ou administratifs, sans intermédiaire<sup>22</sup>, et ce de façon intra muros. Stéphanie Yates<sup>23</sup> et Michel Beauchamp<sup>24</sup> précisent au sujet du lobbying direct qu'il «[...] peut s'exercer auprès des membres du pouvoir exécutif (les ministres et leur personnel), du pouvoir législatif (les députés et leur personnel), des instances administratives (les fonctionnaires) et des instances judiciaires [...]» (Yates et Beauchamp, 2005, p.310). Toujours au Québec, Martine Hébert<sup>25</sup>, dans son ouvrage qui se veut la première publication pratique sur la question du lobbying (direct) au Québec, le définit comme :

[...] l'ensemble des actions et des stratégies mises en œuvre pour tenter d'influencer le pouvoir public dans ses décisions. Par le terme décision, nous entendons un changement législatif, l'obtention d'un avantage, l'adoption d'une politique, l'octroi d'une subvention, d'un contrat, d'une nomination ou d'un permis, etc. (Hébert, 2003, p.21)

<sup>22</sup> Exception faite de la notion de *transitivité*, explicitée à la page suivante.

<sup>23</sup> Titulaire adjointe de la Chaire de relations publiques et communication marketing de l'UQÀM et professeure au département de communication sociale et publique de l'UQÀM. S'intéresse, entre autres, aux problématiques de l'acceptabilité et de la responsabilité sociale des entreprises et des acteurs politiques, au lobbying et au rôle des groupes d'intérêt et des citoyens dans la gouvernance des entreprises et de l'État, ainsi qu'au rôle des communications dans la gestion des grands projets.

<sup>24</sup> Professeur titulaire au département d'information et de communication Louis-Jacques-Casault de l'Université Laval.

<sup>25</sup> Co-fondatrice et présidente de l'Association québécoise des lobbyistes. Titulaire d'une maîtrise en sciences économiques de l'Université de Montréal.

En plus des cibles évoquées par Yates et Beauchamp, Hébert précise ici les objectifs du lobbyisme direct, en ajoutant que sa pratique consiste en l'élaboration de stratégies et d'argumentaires qui permettent d'asseoir certains choix stratégiques concernant la démarche menée. Ces choix forgent également la teneur du dossier qui sera soumis ainsi que l'étude des lois, des programmes et des politiques gouvernementales en lien avec ce dossier<sup>26</sup>. Ils déterminent enfin la préparation de rencontres avec des interlocuteurs gouvernementaux et des interlocuteurs influents (membres ou représentants d'autres lobbies, ou encore spécialistes indépendants<sup>27</sup>). Cette auteure précise également ce que sont les relations gouvernementales et livre les stratégies et les principes de base d'un lobbyisme qu'elle juge efficace.

Nous accordons une attention particulière à la littérature issue des États-Unis en regard de son importance, tant sur le plan de la profondeur historique que sur le plan de la prolifération des concepts et des études empiriques. Cette situation trouve sa justification dans ce que le philosophe politique français Alexis de Tocqueville avait observé dans la première partie du XIX<sup>e</sup> siècle. La naissance des États-Unis repose sur un projet républicain dont la vision de la démocratie valorise l'initiative individuelle et le pluralisme. Ce projet se veut une réaction vis-à-vis des oppressions déployées par la monarchie anglaise, tant sur le plan de la rigidité de la hiérarchisation des statuts sociaux et des ressources économiques que des confessions religieuses permises. Une méfiance face au pouvoir centralisé a donc émergée, motivant l'adoption d'une constitution dont le premier amendement protège les droits d'association et de pétition, puis limite la portée des pouvoirs du gouvernement fédéral. Il s'agit là d'un terreau fertile pour le développement du lobbyisme ; l'action *lobbying* ayant fait son apparition dans la littérature pour désigner les journalistes qui attendaient les hommes politiques dans le *lobby* du Congrès pour les interroger. Un consensus semble réunir plusieurs politologues autour du premier ouvrage paru en 1908 au sujet des groupes d'intérêt, soit celui d'Arthur F. Bentley<sup>28</sup>, ayant pour titre «The Process of Government : A study of Social pressures». Bentley est le premier à poser que la présence

<sup>26</sup> Précisons que cette fonction attribuée aux lobbyistes s'exerce également à l'extérieur d'un dossier précis. Il s'agit d'une activité de veille, relativement active, appelée « monitoring » dans la littérature américaine, qui consiste en la surveillance des développements législatifs et réglementaires ou des projets qui auraient une incidence sur les intérêts d'un groupe (Hudon, 2001, p.80).

<sup>27</sup> Yates et Hudon associent cette fonction à la notion de *transitivité*, soit un rôle de réseautage qu'un titulaire de charges publiques peut remplir pour un lobbyiste et inversement. Cette transitivité consiste à « [...] faire appel à d'autres instances, ou sources, pour satisfaire les demandes du lobby », soit à utiliser un intermédiaire tel qu'un député de l'opposition pour soumettre la demande d'un groupe au ministre responsable d'une décision (Yates et Hudon, 2008, p.385).

<sup>28</sup> Politologue et philosophe américain, il mène des travaux sur l'épistémologie, la logique et la linguistique à l'Université de Chicago.

d'enjeux à l'échelle de la société engendre la formation de groupes. Quelques décennies plus tard, dans les années 50, dans le sillon des travaux de Bentley, le politologue américain David B. Truman<sup>29</sup> postule que la complexification des sociétés a motivé l'émergence de nouveaux groupes. En effet, la nouvelle division du travail passant par des changements technologiques et économiques a nécessité de nouvelles compétences et de nouvelles institutions. Des associations ont émergé pour combler ces formes de représentation en rassemblant des acteurs aux intérêts homogènes puisqu'une pluralité d'acteurs modifie désormais de façon défavorable leurs relations à d'autres éléments de la société. La formation de groupes cherche à rétablir ce qui sera perçu respectivement comme un rééquilibre des forces en présence, face à une adversité temporaire ou permanente (Truman, 1971 (éd. 1951)). Ce partage des représentations des intérêts entre partis politiques et groupes divers s'était déjà amorcé depuis la fin du dix-neuvième siècle et durant le premier quart du vingtième siècle (Clemens, 1997). Pour leur part, David B. Truman et Robert A. Dahl<sup>30</sup> sont à l'origine du courant pluraliste où le lobbyisme est perçu comme une contribution des groupes au maintien d'un environnement reflétant la diversité des intérêts saillants dans la société. D'après eux, les groupes d'intérêts ont pour objectifs de fournir de l'information aux élus en fonction des intérêts particuliers de leurs membres sans stratégies d'influence élaborées, en ce sens que les groupes se contentent de présenter leurs intérêts directement aux décideurs politiques et législateurs. Bien que les ressources disponibles ne soient pas égales entre les organisations, très peu d'entre elles sont privées d'un accès aux législateurs et aux décideurs politiques. Si la majorité de la population est en désaccord avec les politiques publiques conformes à des intérêts particuliers qu'elle juge non-transcendants, elle a toujours l'option d'appliquer son droit de veto au moment du choix des représentants dans le cadre des élections. L'apport informationnel du lobbyisme et son garde-fou électoral permettent ainsi aux membres du courant pluraliste de concevoir le lobbyisme comme un phénomène assurant l'exercice d'une démocratie représentative (Dahl, 1961). Il est à noter que les travaux de Truman et de Dahl portent sur des groupes d'affaires, des groupes professionnels et des groupes syndicaux.

Principalement réalisées dans les années soixante, trois recherches empiriques sur le lobbyisme direct lié à la conception pluraliste ont particulièrement retenu notre attention. Lester W. Milbrath (*The Washington Lobbyists*, 1963) a interviewé des lobbyistes travaillant auprès des élus de la ville de Washington pour comprendre et mesurer la fréquence des consultations accordées par les élus. Alors que ses résultats démontrent que seulement 9% des lobbyistes

<sup>29</sup> Truman occupe plusieurs postes prestigieux au sein de l'Université Colombia.

<sup>30</sup> Dahl est professeur émérite de science politique à l'Université Yale.



étaient consultés fréquemment par les législateurs, Milbrath conclut que ces derniers ne sentent pas de dépendance vis-à-vis de l'information fournie par les lobbyistes. Selon lui, les effets du lobbyisme seraient donc minimes, ce qui conforte la thèse de Raymond A. Bauer<sup>31</sup>, d'Ithiel de Sola Pool<sup>32</sup> et de Lewis A. Dexter<sup>33</sup> (*American Business and Public Policy*, 1963) ainsi que celle de Bernard C. Cohen (*The Influence of Non-Governmental Groups on Foreign Policy-Making*, 1959) selon laquelle les groupes d'intérêt représentent un facteur négligeable quant à la prise de décision sur les législations commerciales, dû à un manque d'argent, de ressources humaines, de temps et d'information.

Deux autres chercheurs, Harmon Zeigler<sup>34</sup> et Michael A. Baer (1969) adhèrent à une définition des fonctions des groupes d'intérêt que partagent Truman, Dahl et Lewis Acrelius Froman Jr<sup>35</sup>. Selon Froman, les groupes d'intérêt accomplissent les huit tâches suivantes :

«[...] 1. channel communications to decision-makers, 2. help structure alternative policy choices, 3. act as buffers between the government and the people, 4. help check demands made by others, 5. provide functional representation, 6. compartmentalize access to decision makers, 7. lead to a system of minorities rule, 8. provide people with an emotional outlet» (Froman, 1966, p.954).

Ce propos résume fort bien les composantes du lobbyisme direct, tel que théorisé par l'approche pluraliste. Inspirés par les travaux de Milbrath, Zeigler et Baer ont cependant relativisé les constats de leurs collègues à cet égard. Ils ont étudié la perception que les lobbyistes et les législateurs avaient d'eux-mêmes, mais aussi celle des autres membres de leur groupe et des membres de l'autre groupe (lobbyistes ou décideurs). Pour ce faire, ils ont réalisé des entrevues en février et mars 1966 basées sur des échantillons très exhaustifs de lobbyistes et de législateurs

---

<sup>31</sup> Professeur en administration à la Harvard University Graduate School of Education. Ses intérêts de recherche portent sur la psychologie, les indicateurs sociaux et la Russie.

<sup>32</sup> Politologue, enseigne au Massachusetts Institute of Technology. Spécialisé dans les effets de la technologie sur la société.

<sup>33</sup> Politologue et sociologue, enseigne au Massachusetts Institute of Technology et à Harvard. Spécialisé en politiques publiques, en commerce international et en représentation des organisations.

<sup>34</sup> A enseigné à l'Université de l'Oregon et à l'Université de Puget Sound. Expert dans le domaine des études comparées en science politique.

<sup>35</sup> Chercheur attaché à l'institution suivante : University of California

dans quatre états américains : l'Oregon, la Caroline du Nord, le Massachussets et l'Utah<sup>36</sup>. Dans ce cadre, ils ont dégagé le nombre d'interactions se produisant entre les lobbyistes et les législateurs et la durée des communications. Ils ont également étudié la nature de ces interactions au plan des ressources et des rôles (persuader, informer, ou les deux) incluant les attitudes (positive ou négative) dont les acteurs croyaient disposer à l'interne, les ressources qu'ils percevaient chez l'autre acteur, les ressources échangées, ainsi que les perceptions desdites règles du jeu. Enfin, ils se sont penchés sur l'effet de ces interactions, soit les gains projetés, les perceptions positives ou négatives quant à la persuasion, et la reconnaissance ou non d'un appui réciproque.

### 1.2.2 Lobbyisme direct et théorie des échanges

En réponse au courant pluraliste, d'autres chercheurs opposent une vision du lobbyisme relative à la théorie des échanges ou *exchange's theory* et nuancent les vertus que leurs prédécesseurs prêtent au lobbyisme. Dès l'année 1957, le politologue américain Elmer Eric Schattschneider<sup>37</sup> fait part d'une vision qui contraste avec celle de Truman et de Dahl, sans pour autant les mentionner directement. Dans *Intensity, Visibility, Direction and Scope*, il jette les bases conceptuelles d'une critique, sa prémisse renvoyant à la notion de stratégie, consubstantielle à la chose politique :

«Any strategy of politics assumes that there is something that we can do about politics, that we have choices, and that what we think and do and want makes a difference. It assumes that we have something to talk about and that what we think and say and do is likely to have consequences» (Schattschneider, 1957, p.933).

<sup>36</sup> Au Massachussets, 87% des législateurs ont été rencontrés ; 97 % en Caroline du Nord ; 94% en Oregon et 94% en Utah. Au Massachussets et en Caroline du Nord, le nombre de lobbyistes rencontrés excède celui contenu dans le registre de lobbyistes. En Oregon, 94% des lobbyistes enregistrés ont été rencontrés et en Utah, aucun pourcentage n'a pu être donné.

<sup>37</sup> Professeur à Wesleyan University, au Connecticut. Ses écrits soutiennent une critique de la théorie pluraliste.

Pour ce chercheur, la politique est indissociable de la notion de conflit puisqu'une pluralité d'intérêts et d'opinions peut être soumise à des choix stratégiques. Sa thèse se fonde sur le fait que : «[...] relatively slight changes in the intensity, visibility, direction, and scope of conflict are likely to produce great consequences. Nearly all of politics can be subsumed under these four headings: intensity, visibility, direction and scope » (*ibid.*, p.937). La notion de *scope* implique ici que les conflits privés peuvent être portés par des groupes d'intérêt dans la sphère publique pour éviter une prédominance du pouvoir des intérêts privés (Schattschneider, 1957, p.941). Trois ans plus tard, Schattschneider précise que les groupes d'intérêt sont noyautés par des membres dont les caractéristiques économiques et sociologiques les inscrivent dans les rangs d'une classe aisée (*ibid.*, 1960). C'est sur ce constat que s'articule la principale critique adressée aux chercheurs qui s'inscrivent dans le courant pluraliste. En effet, dans la même optique, Robert H. Salisbury<sup>38</sup> (1969) soutient l'idée que les opportunités d'influence investies par les lobbies industriels et professionnels sont la résultante d'une capacité d'organisation propre à l'entrepreneuriat, ce qui favorise la création d'un système élitiste. En ce sens, Salisbury stipule que les lobbyistes qui se sont professionnalisés avec le temps ont développés des intérêts carriéristes qui s'ajoutent aux intérêts des membres des groupes qu'ils sont chargés de représenter, sans être nécessairement incompatibles. Autant d'attributs qui supposent que le lobbyisme a un impact sur la qualité de la démocratie représentative. De plus, l'accessibilité des groupes aux décideurs officiels, la réceptivité des décideurs et la représentativité des intérêts défendus sont remis en question à travers les notions de compétition et de compromis apportées par la théorie des échanges. Nous expliciterons davantage ces concepts plus loin. Pour sa part, Donald R. Hall<sup>39</sup> (1969) s'intéresse aux lobbyistes au sein de ce qu'il qualifie d'associations professionnelles et d'affaires, ou, plus rarement, embauchés à l'externe. Il se penche sur les alliances entre les organisations, la structure interne des associations et la conservation d'une identité de groupe, en plus d'étudier les éléments qui contraignent le lobbyisme direct, comme les réglementations, et les opposants. Pour ce faire, entre 1960 et 1966, il réalise des entrevues auprès de lobbyistes souvent anonymes (Mr. A, Mr. B, Mr. C) en plus de se référer aux résultats d'autres chercheurs en science politique et à des informations rendues disponibles par les groupes étudiés. Vingt ans plus tard, Jeffrey H. Birnbaum<sup>40</sup> (1992) étudie lui aussi les lobbyistes engagés par le même type de groupes en usant cependant d'une méthodologie différente. Pendant deux ans (1989-1990), il suit les activités de

<sup>38</sup> Professeur à la Washington University. Spécialisé dans les thématiques liées au gouvernement américain.

<sup>39</sup> Professeur à l'Institute of Government Research à l'Université de l'Arizona. Expertise liée aux élections et aux politiques pratiques.

<sup>40</sup> Analyste politique dirigeant la division de relations publiques de la firme de lobbyisme Barbour, Griffith & Rogers.



neuf lobbyistes<sup>41</sup> et profite de leur collaboration pour mettre en évidence par le biais de récits, les diverses compétences développées dans le cadre d'expériences de lobbyisme direct auprès de membres du Congrès américain.

Deux décennies plus tard, Thomas T. Holyoke (2011), professeur associé au département de science politique de Fresno State, aborde les mêmes types de groupes et leurs lobbyistes en étudiant le cas de changements législatifs liés au Glass-Steagall Act (adopté en 1930). En 1998, l'American Bankers Association et la Financial Services Round Table exercent des pressions sur des législateurs par l'entremise de leurs lobbyistes pour soutenir l'abolition de la loi Glass-Steagall. L'objectif de ces deux groupes est d'investir le marché des compagnies d'assurances, ce que la loi interdit. Le premier législateur impliqué, Jim Leach, opte pour une position abolitionniste. Le lobby des compagnies d'assurances (Independent Insurance Agents of America (IIAA)), qui sont les premières concernées par ce possible changement législatif, évalue alors qu'une procédure judiciaire devant les instances légales pourrait générer plus de pertes que la négociation d'un compromis avec le lobby bancaire. Dès lors, le second législateur impliqué dans le dossier encourage une telle négociation. L'entente entre les deux parties comprend un accès limité des banques aux marchés des compagnies d'assurances et une affiliation des deux types d'institution. En 1999, l'adoption du Landmark Gramm-Leach Bliley Act officialise et combine les compromis établis entre les banques, les investisseurs de Wall Street et les compagnies d'assurance. Malgré des intérêts divergents, agences d'assurances et banques se coalisent dès lors en un seul lobby de manière à éviter une diminution drastique de leur influence au Congrès. Cette lecture des événements permet de comprendre plus clairement le sens des trois thèses d'Holyoke. Comme l'avait observé les chercheurs pluralistes, un contexte de compétition règne entre les lobbies. Certaines lois ou réglementations peuvent toutefois assurer une coexistence entre des groupes d'intérêt, ou encore la fragiliser, selon la conjoncture. Ceci dit, malgré une perte de

---

<sup>41</sup> Ces neuf lobbyistes sont Stuart Eizenstat (démocrate, ex-conseiller du président Carter, lobbyiste ayant représenté, entre autres, des entreprises de haute technologie souhaitant l'augmentation des crédits d'impôt obtenus pour des activités de recherche et de développement) ; Charles E. Walker (républicain, ex-député sous Nixon, lobbyiste pour de grandes entreprises, ayant pour principal projet la réduction des taxes sur les gains en capital) ; Kenneth Kay (avocat à Washington ayant aidé le sénateur démocrate Max Baucus du Montana, a coordonné une coalition de lobbyistes ayant travaillé sur l'enjeu des crédits d'impôt aux activités de recherche et de développement) ; Mark Bloomfield (lobbyiste ayant travaillé avec Kay sur des dossiers corporatifs) ; Thomas Donohue (partisan républicain, chef-lobbyiste pour l'industrie du camionnage) ; Kenneth Simonson (économiste ayant fourni son expertise à Donohue, une équipe très connue des groupes lobbyistes) ; Wayne Thevenot et James Rock (ex-membres du personnel du Congrès ayant entretenu des liens étroits avec l'industrie de l'immobilier mais ayant offert des services de réseautage à plusieurs industries) ; Robert Juliano (lobbyiste d'abord pour le compte d'un syndicat, puis pour des corporations d'envergure) (Birnbbaum, 1992, p.19-21).

terrain flagrante, l'Independent Insurance Agents of America a tout de même jugé qu'avec les forces en présence, le choix le moins dommageable pour ses intérêts se trouvait du côté de la coopération. C'est là un effet indirect de la compétition pointé par Holyoke : les lobbyistes sont amenés à travailler sur des enjeux qu'ils peuvent gagner. Cette deuxième thèse met en relief l'existence de relations d'échange de ressources entre lobbies, un effet direct de la compétition. Aussi, les lobbyistes s'exposent à deux types de pressions. Des pressions internes, puisqu'ils doivent présenter l'ensemble des intérêts des membres qu'ils défendent. Des pressions externes puisqu'ils sont poussés à se conformer à l'agenda politique des décideurs et législateurs. Cela peut se traduire par le retrait de certaines demandes liées à leurs mandats afin de garantir la pérennité d'une relation d'échange auprès des cibles des lobbyistes. Cependant, la troisième thèse spécifie que ces compromis (entre lobbies ou entre législateurs et lobbies) peuvent complètement faire fi de ce qui peut être associé à l'intérêt public. Dans ce cas-ci, Holyoke montre qu'une lutte entre groupes économiques privés sur des questions économiques ne sert au final que des intérêts économiques privés.

### 1.2.3 Lobbyisme indirect

En plus de s'inscrire dans le deuxième courant mentionné, soit la théorie des échanges, un pan de la littérature états-unienne porte sur le lobbyisme indirect, aussi appelé *outside lobbying* ou *grass roots lobbying* que le politologue américain Ken Kollman définit en ces termes : «Attempts by interest group leaders to mobilize citizens outside the policymaking community to contact or pressure public officials inside de policymaking community» (Kollman, 1998, p. 3). Il distingue également lobbyisme direct et indirect de la façon suivante :

«In sum, interest group leaders can turn their informational and leadership advantages into policy influence. They can try through inside lobbying to convince policymakers that voters care about an issue and are on the side of their group on the issue. But outside lobbying goes a step further in making a costly, public demonstration that, one, the issue is in fact salient to voters and, two, the interest group can make the issue even more salient» (*ibid.*, p.9).

À l'issue de recherches empiriques que Kollman mène sur ce qu'il nomme explicitement le lobbyisme indirect, il conclut :

«(Outside lobbying) communicates fairly accurately the salience of policy issues to large numbers of constituents, and it often influences the salience of policy issues to benefit the more popular side of an issue. At the same time, however, and more often than we would like, outside lobbying springs forth from intense groups pursuing relatively unpopular policies (especially early in the legislative process), and in this regard, it falls somewhat short in reinforcing the majority's preferences» (*ibid.*, p.13-14).

Somme toute, pour Kollman le lobbyisme indirect ne crée pas de distorsion dans le processus d'élaboration de politiques publiques, mais met en lumière la saillance de l'information mieux qu'il ne crée de pressions populaires permettant la mise en œuvre de politiques endossées par la majorité de la population. Les avantages liés à la pratique du lobbyisme indirect, selon Kollman, recoupent en effet les concepts nommés *conflict expansion* et *signaling*<sup>42</sup>. Par *conflict expansion*<sup>43</sup>, on renvoie à l'idée d'augmenter le nombre d'individus se considérant concernés par un enjeu. Le terme *signaling* renvoie pour sa part au fait de souligner l'appui populaire du groupe auprès de titulaires de charges publiques (TCP) de législateurs ou d'élus.

Le politologue américain Kenneth M. Goldstein<sup>44</sup> s'inscrit dans la recherche sur le lobbyisme indirect en s'intéressant aux publics-cibles et aux critères de ciblage de certains groupes – «Trade Associations», «Corporations», «Citizen's Groups», et «Labor Unions» (Goldstein, 1999, p.9) – en matière de sensibilisation et de mobilisation. Ces critères de ciblage sont élaborés en vue d'influencer les sympathisants, indécis ou opposants dans le cadre d'une campagne électorale ou l'adoption d'un projet de loi au Congrès sur divers enjeux. Ceci peut s'effectuer, par exemple, en montrant l'intensité du partage d'une opinion dans le public, en recadrant un enjeu dans la sphère publique ou en le redéfinissant auprès de types différents d'élus ou de membres de partis politiques. Notons que les efforts de définition et le recadrage d'un enjeu auprès d'élus représentent des stratégies de lobbyisme direct lorsqu'elles sont appliquées directement, sans

<sup>42</sup> Nous n'avons pas traduit ces deux concepts empruntés à la littérature anglo-saxonne puisque nous n'avons pas la prétention de pouvoir en proposer une alternative française dans le cadre de ce mémoire, ce travail étant plus important que la simple traduction littérale d'une citation.

<sup>43</sup> Tel que nous l'avons vu chez Schattschneider (*Intensity, Visibility, Direction and Scope*, 1957).

<sup>44</sup> Professeur au département de science politique de l'Arizona State University. Intérêts de recherche : l'opinion publique, le processus électoral et la persuasion politique.

passer par une tribune d'un tiers parti comme les médias. Ainsi, Goldstein et d'autres chercheurs travaillant sur les pratiques du lobbyisme indirect incluent le contact direct auprès d'élus dans les tactiques des groupes étudiés, une tactique rattachée aux pratiques de lobbyisme direct. Goldstein a donc réalisé plus de 40 entrevues individuelles auprès de représentants de groupes d'intérêt différents (associations commerciales, corporations, groupes citoyens, et syndicats) relatives à leurs campagnes de *grass roots* et leurs choix tactiques. Les entrevues couvrent 94 campagnes différentes portant sur 15 enjeux (par exemple, le budget de Clinton, la santé publique, le tabagisme, la sécurité des travailleurs, les inspections de produits de boucherie). Le travail de Goldstein est quelque peu parallèle au nôtre et nourrit ses questionnements, bien que la nature et les objectifs des groupes étudiés, la conjoncture socio-politique et les structures politiques soient différents. Comme en témoignent les travaux de Goldstein, tous les groupes corporatifs ou patronaux, groupes syndicaux et groupes sociaux peuvent pratiquer des activités de lobbyisme indirect (ou même direct). Il nous apparaît même difficile d'en sortir dès qu'il est question de la formation d'un groupe d'intérêt, qu'importe sa nature et ses visées.

#### 1.2.4 Lobbyisme à la fois direct et indirect

Enfin, d'autres chercheurs traitent à la fois de lobbyisme direct et indirect sans les distinguer clairement. Toutefois, ils utilisent divers vocables, «challenging groups» (Gamson, 1975, p.14), «public interest activists» ou « public interest groups » (Berry, 1977, p.6), et «citizen lobbyists» (Adams, 2007, p.3), pour désigner leur objet de recherche. C'est précisément ce qui les distingue de l'approche des chercheurs pluralistes ayant travaillé sur le lobbyisme direct effectué par des groupes professionnels et d'affaires.

En premier lieu, William A. Gamson<sup>45</sup>, s'intéressant à ce qu'il nomme *challenging groups*, avance que deux critères permettent de les différencier des autres types de groupes : 1) «[...] they are seeking the mobilization of an unmobilized constituency (Gamson, 1975, p.14)» ; 2) «[...] their antagonist or target of influence lies outside of this constituency» (*id.*). Sa recherche se fonde sur l'étude d'un échantillon de 53 groupes actifs entre les années 1800 et 1945 (majoritairement actifs dans la décennie 1880), soit : 20 groupes professionnels (travailleurs), 17

---

<sup>45</sup> William A. Gamson est professeur de sociologie et doyen du département de sociologie de l'Université du Michigan.

groupes réformistes (par exemple, un groupe anti-esclavagiste), 10 groupes socialistes et 6 groupes de droite. Il mesure, entre autres, divers avantages dont ont bénéficié ces groupes, par exemple : consultation d'un représentant du groupe par un adversaire, témoignage ayant pu être livré devant une instance officielle, négociations ayant mené à la reconnaissance formelle du groupe ou inclusion d'un membre du groupe au sein d'une instance formelle d'autorité. Gamson se demande si l'obtention ou non de certains de ces avantages peut être justifiée par une corrélation avec la taille des groupes, leur utilisation tactique de la violence, la présence de factions internes au sein des groupes et le contexte sociopolitique (stable ou non) durant la période d'activité des groupes. Il considère également la diversité des enjeux abordés par le groupe, les bénéfices offerts au groupe (ne serait-ce que la manifestation d'une solidarité par des citoyens sympathisants), le degré de bureaucratie du groupe et la centralisation du pouvoir organisationnel mis en relation avec la présence de factions à l'interne. Une première conclusion de Gamson invalide la thèse pluraliste selon laquelle il suffit que des gens partagent collectivement des intérêts afin qu'ils s'organisent pour les faire valoir : «The theory of public goods shows that there is nothing natural about the ability to organize successfully. Its achievement is an accomplishment that can and frequently does elude a group that is poor in resources and can offer its members few if any selective incentives» (Gamson, 1975, p.142). Une seconde conclusion importante lui permet de contredire les assertions pluralistes :

«A willingness to use constraints, including violence in some cases, is associated with gaining membership and benefits, not with its opposite. This is only true for groups with certain kinds of goals, but it cannot be said that, in general, violation of the rules of pluralist politics is self-defeating for challengers» (*ibid.*, p.141).

Deux ans après la publication des travaux de Gamson, Jeffrey M. Berry publie l'ouvrage *Lobbying for the people* (1977), dans lequel, il s'intéresse à ce qu'il appelle «public interest groups» et à ceux qui travaillent à défendre leurs intérêts («public interest representatives» ou «public interest activists») (Berry, 1977, p.108-109). Selon lui, un groupe d'intérêt public «is one that seeks a collective good, the achievement of which will not selectively and materially benefit the membership or activists of the organization» (*ibid.*, p.7). Il identifie deux objectifs que servent les opérations de relations publiques des groupes : 1) attirer l'attention de la population sur une mauvaise politique publique ou un mauvais titulaire de charges publiques (TCP) pour que des



correctifs soient apportés ; 2) conscientiser la population pour qu'elle soit ouverte à des changements. Afin de fournir un nouvel éclairage sur ce type de groupes, il rassemble un échantillon de 84 groupes divers : associations religieuses, groupes citoyens, de femmes, de consommateurs, d'étudiants, de jeunes et groupes voués à la défense d'une cause (environnement, paix, protection des animaux, liberté, droits civils, démocratie, sécurité, information publique). En septembre 1972, Berry entreprend une série d'entrevues concernant les ressources des groupes : critères de financement, nombre de membres, choix et efficacité, en termes d'influence des tactiques mises en œuvre. Plus exactement, il répertorie un certain nombre de tactiques communicationnelles réalisées par les groupes auprès des médias. Il s'agit de la rédaction de communiqués de presse, de l'organisation de conférences de presse et de l'entretien de relations avec des journalistes sympathisants. Le chercheur entend également à valider l'existence et à mesurer le degré d'importance accordé par les groupes aux stratégies lobbyistes à long terme, soit la modification de lois, la confrontation, l'information, et la pression politique. Berry dénombre deux types de stratégies pouvant être favorisées par les groupes. La première, la stratégie coopérative ou «cooperative strategy<sup>46</sup>» : «pertains to the relationship of an interest group to other, sympathetic organizations during an extended lobbying campaign» (*ibid.*, p.253). Cette stratégie inclut la capacité de mobilisation de membres et d'élites pouvant intervenir au nom de l'organisation. Les indicateurs permettant de l'évaluer renvoient à deux dimensions : le nombre d'organisations membres et la teneur de leur implication, puis le degré de permanence de l'organisation (rencontres occasionnelles ou personnel permanent). La seconde stratégie concerne la conception d'un plaidoyer. Berry fait aussi part des choix tactiques liés aux stratégies des groupes. Parmi les choix répandus, notons la lettre envoyée directement à un TCP<sup>47</sup>, la communication directe d'un membre influent du groupe à un TCP et la diffusion directe de recherches à la population et au gouvernement. Les choix moins populaires : la publication de résultats de votes tenus au Congrès<sup>48</sup>, la manifestation, le sit-in, le piquetage<sup>49</sup>, l'appel téléphonique persuasif d'électeurs en période électorale, la poursuite légale, la perturbation auprès d'actionnaires d'entreprises ainsi que la contribution à des campagnes politiques de partis<sup>50</sup>. Berry observe que :

<sup>46</sup> Anne N. Costain (1980) se penche aussi sur cette thématique en ce qui a trait aux groupes de femmes dans «The Struggle for a National Women's Lobby : Organizing a Diffuse Interest». *Western Political Quarterly* : vol. 33, no 4, p.476-492.

<sup>47</sup> Tactique la plus populaire.

<sup>48</sup> Le tiers des groupes à l'étude s'y adonne.

<sup>49</sup> Ces trois tactiques font partie des plans d'action de 24% des groupes étudiés par Berry.

<sup>50</sup> Tactique la moins prisee.

«The individual skills of a lobbyist become even more significant in low-resource organizations that have only one or two staff professionals. [...] Lobbyists with only a year or two of experience are predominant, however, in low – as well as high – resource public interest groups» (*ibid.*, p.108).

Finalement, Berry suggère que les titulaires de charges publiques et les décideurs politiques doivent inciter les citoyens à participer aux enjeux politiques tout en maximisant les espaces où cette participation citoyenne peut s'opérer, dans la mesure du possible (*ibid.*, p.291). Il ajoute que les groupes d'intérêt public ne sont pas plus légitimes que les groupes d'intérêt privés puisqu'ils tendent, de la même façon, à placer des intérêts particuliers au dessus des intérêts généraux (*ibid.*, p.292). Si Berry reconnaît la validité de la critique selon laquelle ces groupes d'intérêt public, à travers leur activisme, se posent en quelque sorte en élite bien pensante, il s'agit, selon lui, de la seule retombée négative liée à leurs activités, alors que leurs bienfaits à l'échelle sociale pèsent davantage dans la balance.

Puis, en 2007, Brian E. Adams<sup>51</sup> publie une autre étude portant sur la participation politique citoyenne. Il s'agit d'une étude de cas sur la participation citoyenne ayant cours dans la ville de Santa Ana, en Californie. Un échantillon de citoyens de la ville est sélectionné en fonction d'aspects démographiques et institutionnels favorisant la participation citoyenne à l'échelle locale. Entre mars et juillet 2001, Adams réalise des entrevues à l'aide de listes de citoyens politiquement actifs en se fondant sur deux grandes questions de recherche : Quels enjeux la participation des citoyens vise-t-elle à investir ? Quelles sont leurs activités et sont-elles efficaces ? En ce qui a trait à cette seconde question, Adams tient compte de la fréquence des activités et d'une autocritique sur l'efficacité des tactiques utilisées, comme parler ou écrire à une autorité officielle. Les réponses vont comme suit. D'une part, Adams confirme l'existence d'un parallèle entre les stratégies des citoyens et celles des lobbyistes au moment d'influer sur une politique publique : «In Santa Ana, citizens attempted to influence policy in the same way as lobbyists : they identify political goals, develop strategies and engage in a variety of political activities to accomplish their goals» (Adams, 2007, p.203). D'autre part, il remarque que les citoyens choisissent de s'impliquer dans des causes qui les intéressent ; cette notion d'intérêt personnel est donc la plus déterminante. L'intérêt est suscité par ce qui se passe dans le voisinage (visions

<sup>51</sup> Appartient au corps enseignant du département de science politique de la San Diego State University.

urbaines : terrains/urbanisme, transport et conflits ethniques) plutôt que par des éléments jugés un peu plus abstraits comme le budget de la ville. Ce qui cause des problèmes stratégiques puisque certains dossiers sont délaissés alors que d'autres viennent à saturation. Adams observe également que cette participation politique est bénéfique pour plusieurs raisons, notamment les connaissances acquises sur le processus d'adoption d'une politique, le développement des compétences civiques et les liens de confiance créés à travers des activités de réseautage (*ibid.*, p.205-207). Il précise toutefois que les bénéfices personnels sont plus grands que les retombées politiques des actions de lobbyisme. Selon Adams, la spécialisation de la participation des citoyens sur quelques enjeux plutôt que sur une pluralité de dossiers avantagerait les groupes en leur permettant de concentrer leurs efforts et leur pertinence. D'autant plus que l'empiètement des activités politiques des citoyens sur les autres sphères de leur vie occasionne des inconvénients importants, que ce soit sur le plan financier ou en lien avec les relations domestiques.

#### 1.2.5 Distinctions entre lobbyisme direct et indirect et mouvements sociaux

Revenons maintenant sur des éléments importants de la littérature citée et qui regardent la distinction entre lobbyisme direct et indirect, entre types de groupes et l'évolution de ceux-ci en lien avec la littérature sur les mouvements sociaux. Les politologues français Emiliano Grossman<sup>52</sup> et Sabine Saurugger<sup>53</sup> distinguent le lobbyisme direct du lobbyisme indirect à l'aide du concept de politisation des enjeux. Selon eux, la plupart du temps, les responsables des communications dans les grandes entreprises ou associations professionnelles et industrielles veillent à ce qu'un sujet reste privé puisque tant que ce sujet est présenté comme technique, il est possible de le résoudre directement entre administrateurs ou responsables. La présentation de problèmes et de solutions techniques découle d'une logique intrinsèque à la technique décrite en 1962 par le philosophe allemand Martin Heidegger :

[...] dans la mesure où règne dans la technique le principe du savoir, elle-même fournit à partir d'elle-même la possibilité et l'exigence d'une mise en forme particulière de son propre

<sup>52</sup> Professeur associé à Sciences Po rattaché au Centre d'études européennes. Ses recherches se concentrent sur la régulation économique dans les pays de l'Union européenne et les institutions politiques comparées.

<sup>53</sup> Professeure des universités en science politique à Science po Grenoble. Spécialiste de l'intégration européenne.



savoir aussitôt que s'offre et se développe une science qui lui corresponde (Heidegger, 1989 (conférence livrée en 1962), p.23).

Suivant ce postulat heideggerien, le sociologue et philosophe allemand Jürgen Habermas (1978) et le sociologue français Jacques Ellul (1977) ont tous deux abordé le phénomène de la médiation de la technique devenue exclusive. En effet, écrit Habermas : «[...] la pratique professionnelle qu'on devra adopter prendra nécessairement une forme consistant à opérer techniquement sur des processus objectivés» (Habermas, 1978, p.84). Appliqué dans le contexte du lobbyisme, un lobbyiste interviendra donc sur un élément naturel complexe (ex. la vie animale) par le biais d'indicateurs techniques simplifiés (zonage, statistiques démographiques, etc.). En ce sens, Grossman et Saurugger suggèrent que les lobbyistes corporatistes tendent à occulter l'aspect d'un dossier susceptible d'être l'objet d'un débat politique pour s'en tenir à un jargon qui les élève au statut de seuls spécialistes et qui se conjugue facilement à celui des technocraties étatiques. S'il devient visible que l'enjeu a des conséquences sur d'autres intérêts tenus à l'écart du processus, la classe politique peut revoir les références qu'elle utilise comme expertise et l'influence des groupes d'intérêts concernés se voit alors diminuée (Grossman et Saurugger, 2006, p.84-86).

Toutefois, rappelons que nombreux sont ceux, en incluant Grossman et Saurugger, qui relativisent l'hermétisme des deux pratiques de lobbyisme direct et indirect. Le rapport de force du lobbyisme indirect s'établit selon la saillance, soit le niveau d'intérêt ou l'importance octroyée à une politique ou une cause par les citoyens et citoyennes, et selon la popularité qui réfère à la proportion de ceux et celles qui appuient une politique ou une cause (Kollman, 1998). Les auteurs s'entendent pour affirmer que les efforts de persuasion et de mobilisation devront donc s'effectuer sur deux fronts, en amont en recrutant des membres et en aval en augmentant le capital de sympathie pour un objectif fixé par un groupe donné. Ceci dit, cette opération de mobilisation autour d'un cadrage donné n'a pas seulement pour effet de recruter des sympathisants en vue de former un poids politique conjoncturel. Tous les types de groupes d'intérêt peuvent y voir l'occasion de renforcer leur bassin de membres, ce qui est aussi un impératif de survie purement organisationnel (Binderkrantz, 2005, p.711). David Lowery<sup>54</sup> postule que la survie constitue le premier objectif des groupes d'intérêt, avant même d'influencer

---

<sup>54</sup> Professeur au département d'administration publique de Leiden University, au Pays-Bas. Expert en matière de politiques de représentation d'intérêts, politiques urbaines et bureaucratiques et administration.

le processus décisionnel sur les politiques publiques et les lois (Lowery, 2007, p.30). Les effets des groupes d'intérêt, suite à des actions lobbyistes visant l'adoption ou le rejet de projets de politiques publiques ou de lois, restent difficiles à évaluer par les chercheurs. Lowery propose de modifier en ces termes les indicateurs de ce qui peut être compris comme des actions lobbyistes fructueuses :

«It may well be about maintaining membership rolls or securing access from political elites on other issues the organization cares about or changing the salience and popularity of the issue over the long haul or blocking rival organizations from relying on a shared issue agenda, membership base, or patrons or any number of other goals, all of which help the organization survive. If lobbying secures these other goals, it must be counted as successful irrespective of the outcome of a final policy vote» (*ibid.*, p.53).

La littérature présente aussi les débats qui tentent de distinguer groupes de pression et groupes d'intérêt. Pour le politologue français Philippe Braud<sup>55</sup>, s'il est question de groupes, c'est qu'une action collective s'est inscrite dans la durée, faisant une large place aux organisations (Braud, 2000, p.261). Selon Kollman, un groupe d'intérêt se définit comme suit : «[...] any non-party organization that regularly tries to influence government policy» (Kollman, 1998, p. 14). Le fait de restreindre cette catégorie à des organisations qui ne sont pas rattachées directement à des formations politiques et qui s'engagent dans la poursuite du bien commun sans rechercher de bénéfices matériels ou autres pour leurs membres ou militants (*ibid.*, p.15) permet difficilement de la distinguer de la catégorie des groupes de pression. Or, pour Lisa Young<sup>56</sup> et Joanna Everitt<sup>57</sup>, politologues canadiennes, c'est justement ce critère de poursuite du bien commun sans bénéfices matériels qui permet de différencier ces deux groupes. Selon elles, les lobbies d'affaire ne peuvent être considérés comme des groupes de pression puisqu'ils trouvent leur motivation dans l'obtention de «bénéfices sélectifs» (Young et Everitt, 2004, p.6) pour leurs membres et non en fonction d'une vision de l'intérêt public générant des «bénéfices collectifs» (*id.*).

<sup>55</sup> Professeur des Universités à l'Institut d'Études Politiques de Paris, enseignant-chercheur associé au CEVIPOF (Centre d'Études Politiques de Sciences-Po). Spécialisé en sociologie politique.

<sup>56</sup> Professeure au département de science politique de l'Université de Calgary. Ses thèmes de recherches sont la participation des femmes à la vie politique, les partis politiques canadiens

<sup>57</sup> Professeure de science politique au département de science politique de l'Université du Nouveau Brunswick. Spécialisée notamment en comportement politique, en études électorales et à la participation des femmes à la vie politique.

Toutefois, force est de constater qu'au Québec, des groupes patronaux prétendent défendre l'intérêt de tous les Québécois et Québécoises et ce, sous le couvert de la création de la richesse lorsqu'il est question d'encourager les subventions aux entreprises ou les dépenses étatiques en matière de recherche et développement, qui, à première vue, renvoient strictement à des économies entrepreneuriales. Pour nous, la notion de bien commun ou d'intérêt public est donc soumise à des opinions idéologiques. À l'inverse, les groupes d'intérêt publics à la recherche de bénéfices collectifs peuvent aussi offrir des bénéfices sélectifs à leurs membres, ce qui vient nuancer la position de Young et Everitt. Outre le critère des bénéfices, la notion de «pression», chez Berry, s'articule autour des choix stratégiques et tactiques. À savoir, par exemple, la confrontation via la manifestation ou le boycott. Un mouvement de masse peut revendiquer son appartenance à un style plus frontal alors qu'un groupe d'intérêt peut s'en dissocier en optant pour une stratégie centrée uniquement sur la diffusion d'information ne faisant pas partie d'un discours persuasif. Ce qui ouvre la porte à un débat sur ce qui constitue une pression ou non, à travers le langage et l'action. D'autant plus que les modalités d'intervention affectent grandement les intérêts et la capacité de pression :

Ou bien le mouvement revendicatif noue des alliances très larges au nom de la solidarité : par exemple, entre tous les syndicats des personnels de santé, des patrons et internes jusqu'aux infirmiers et aides-soignantes ; il y gagne en principe de la puissance, mais la spécificité des revendications catégorielles propres à un groupe déterminé risque de s'y trouver diluée. Ou bien au contraire il fait cavalier seul (mouvement des infirmières en 1989) de façon à mieux affirmer son identité et ses problèmes spécifiques, mais cette solitude diminue considérablement sa capacité de pression sur les pouvoirs publics (Braud, 2000, p.269).

Ceci dit, pour les fins de notre recherche, la caractérisation des groupes environnementaux comme groupes d'intérêt, mais aussi comme groupes de pression s'inscrivant dans le courant des mouvements sociaux est recevable. En d'autres termes, il serait peu approprié de discuter plus longuement de la compatibilité des catégories «groupes patronaux» et «groupes de pression». Aussi, les chercheurs américains appartenant au courant théorique des échanges traitent de façon souvent indifférenciée des groupes corporatifs, syndicaux, professionnels, civils ou autres.

Parallèlement, mais aussi de façon complémentaire, se déploie une littérature sur les mouvements sociaux occidentaux émergeant dès la fin des années 1950 et porteurs de nouvelles



formes de mobilisation. Avant cette période, le sociologue américain Todd Gitlin<sup>58</sup> (1980, p.293) affirmait que l'utilisation du terme « mouvement » désignait les partis communistes et les organisations œuvrant dans leur giron. Nous rappelons que Truman avait établi une corrélation entre les changements provoqués par une nouvelle division du travail et l'émergence de nouveaux groupes d'intérêt. Ces mêmes changements ont transformé l'ensemble des groupes sociaux et sont devenus plus significatifs durant les années 1960. Ils ont occasionné une requalification nominale dans la littérature, soit les «nouveaux mouvements sociaux». Réjean Pelletier<sup>59</sup>, politologue, et Daniel Guérin, spécialiste de l'histoire des mouvements sociaux, en proposent une définition qui rassemble des éléments généraux dans la littérature : «toutes les formes d'action collective concertée en faveur d'une cause. [...] cet "agir-ensemble intentionnel" se développe dans une logique de revendication, de défense d'un intérêt matériel ou d'une cause» (Pelletier et Guérin, 2000, p.135). Les nouvelles réalités qui permettent de préciser davantage cette définition renvoient, selon Isabelle Sommier, chercheuse au Centre de recherches politiques de la Sorbonne<sup>60</sup>, à trois aspects. Le premier concerne l'émergence de ce qu'elle nomme de nouvelles «minorités actives<sup>61</sup>» idéologiquement cohérentes au sein du capitalisme avancé, capables de générer des changements de valeurs dans leurs communautés. Selon elle, le profil sociologique de ces groupes engagés correspond à une surreprésentation des jeunes et des femmes issus de la classe moyenne instruite, mobilisant en particulier des travailleurs des services publics (enseignement, santé, travail social, ...). Sommier ajoute que le haut niveau culturel, le fréquent rattachement à des minorités comme ce qu'elle qualifie de «communauté homosexuelle» et un faible intérêt pour le syndicalisme permettent de définir les membres de ces nouvelles minorités actives (Sommier, 2001, p.15-16). Leurs demandes sont centrées sur la vie quotidienne, la culture, le cadre de vie ou la qualité de vie, la protection de l'environnement, l'autonomie du sujet face au renforcement du contrôle social (revendications entre autres liées à la participation politique), ainsi que la subjectivité marquée par la valorisation de l'identité (*ibid.*, p.16). Le deuxième aspect justifiant une nouveauté recoupe l'originalité des ressources, par exemple l'usage d'Internet et la mondialisation des échanges et des causes, et les mélanges de registres

<sup>58</sup> Professeur permanent au Bellagio Study Center, en Italie et professeur invité, notamment à l'Université Yale. Ses recherches portent sur les médias de masse, la vie intellectuelle, les arts et la politique.

<sup>59</sup> À la base rattaché au département de science politique l'Université Laval, Pelletier travaille sur l'État québécois et la concurrence entre les partis politiques.

<sup>60</sup> Sommier se spécialise sur les thèmes de l'altermondialisme, des mouvements sociaux, de la violence et des mouvements d'extrême gauche en France et en Italie.

<sup>61</sup> Sommier fait ici référence à un concept proposé par le psychologue social Serge Moscovici pour désigner des groupes restreints actifs et idéologiquement cohérents capables d'entraîner des conflits et des changements dans leur société d'appartenance (Sommier, 2001, p.124).

d'action différents. Enfin, le dernier aspect relève des contradictions manifestes des luttes, entre autonomisation et requêtes envers l'État, entre la réaction conjoncturelle et la prise de position éthique à long terme (Sommier, 2001, p.10-11). L'étude de ces nouveaux mouvements sociaux comprend certaines thématiques médiatiques, mais elles sont analysées à travers le prisme de la sociologie ou de la science politique. À vrai dire, des travaux ont été effectués en Europe et aux États-Unis sur la question du rapport entre les médias et les mouvements sociaux (Gitlin, 1980 ; Gamson, 1975 et Champagne, 1989). Mais il faudra attendre la fin des années quatre-vingt pour assister à un accroissement remarquable de la littérature sur ce sujet, laquelle s'articule à travers l'analyse, souvent quantitative, de la couverture médiatique des discours, orientations et activités de ces mouvements (Neveu, 1999 ; Holmes Cooper, 2003). Ceci dit, le problème de la nouveauté des «nouveaux mouvements sociaux» a fait l'objet de discussions :

La critique du paradigme des nouveaux mouvements sociaux comporte deux versions : selon la première, il y a quelque chose de nouveau dans les formes contemporaines d'action collective, mais tout n'est pas nouveau ; d'après la deuxième version, plus radicale et souvent accompagnée de données historiques préliminaires, il n'y a rien de nouveau sous le soleil, et l'on devrait trouver les formes actuelles dans les périodes antérieures avec d'autres acteurs (Melucci, 1990, p.133).

Ce type de littérature, juxtaposé à celle ayant trait aux activités de lobbyisme, permet de rendre compte de certains rapports de force inscrits dans la participation politique, propre à l'organisation de la contestation, évoquée précédemment par l'entremise du concept de contre-démocratie de Pierre Rosanvallon. Pour notre part, nous comptons lier l'inventaire des stratégies et tactiques utilisées par des groupes environnementaux à un contexte politique particulier et à un agenda politique particulier. Nos catégories sont d'ailleurs tirées de la communication politique (argumentation et rhétorique), et non du marketing politique ou de la linguistique. Nous y reviendrons.

### 1.3 Lobbyisme et cadre légal au Québec

Mentionnons enfin que les structures légales et organisationnelles d'un État et la culture sociale en présence influent évidemment sur la façon dont le lobbyisme peut s'exercer. Dans le cas qui nous occupe, soit celui du Québec, la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de*

*lobbyisme*, adoptée en juin 2002 à l'Assemblée nationale, a pour objectif de « rendre transparentes les activités de lobbyisme exercées auprès des titulaires de charges publiques et [d'assurer] le sain exercice de ces activités» (*Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme*, 2002). Nommé par l'Assemblée nationale, le commissaire au lobbyisme du Québec a pour mission de faire respecter la loi et le Code de déontologie des lobbyistes tout en promouvant la transparence et la saine pratique des activités de lobbyisme exercée auprès des titulaires de charges publiques oeuvrant dans les institutions parlementaires, gouvernementales et municipales. Tout lobbyiste visé par la Loi doit être inscrit au registre des lobbyistes, tenu par le conservateur du registre des lobbyistes et qui relève du ministère de la Justice du Québec (Commissaire au lobbyisme du Québec, page web).

L'arrêt 2 du premier chapitre de la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme* (2002) clarifie ce que constituent des activités de lobbyisme en posant qu'elles réfèrent à : « toutes les communications orales ou écrites avec un titulaire d'une charge publique en vue d'influencer ou pouvant raisonnablement être considérées, par la personne qui les initie, comme étant susceptibles d'influencer la prise de décisions [...]». En ce sens, la loi ne définit le lobbyisme que par les activités relatives au lobbyisme.

L'arrêt 3 du premier chapitre de cette même loi permet quant à lui de distinguer trois types de lobbyistes : les lobbyistes-conseils, les lobbyistes d'entreprise et les lobbyistes d'organisation. Est considérée comme lobbyiste-conseil « toute personne, salariée ou non, dont l'occupation ou le mandat consiste en tout ou en partie à exercer des activités de lobbyisme pour le compte d'autrui moyennant contrepartie » (*Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme*, 2002). Est considérée comme lobbyiste d'entreprise « toute personne dont l'emploi ou la fonction au sein d'une entreprise à but lucratif consiste, pour une partie importante, à exercer des activités de lobbyisme pour le compte de l'entreprise » (*Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme*, 2002). Enfin, est considérée comme lobbyiste d'organisation « toute personne dont l'emploi ou la fonction consiste, pour une partie importante, à exercer des activités de lobbyisme pour le compte d'une association ou d'un autre groupement à but non lucratif » (*Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme*, 2002).

Nous retenons de cette revue de littérature certains thèmes qui serviront les fins de notre recherche : groupes d'intérêt organisés autour de préoccupations communes visant le bien commun sans bénéfices matériels directs pour leurs membres ; stratégies de lobbyisme indirect



nécessitant idéalement une préparation et tactiques communicationnelles. Ceci dit, notre appareil conceptuel revêt un caractère original. Celui-ci sera abordé au chapitre suivant.

## CHAPITRE II

### MODÈLE CONCEPTUEL ET MÉTHODE D'ANALYSE STRATÉGIES COMMUNICATIONNELLES DU LOBYISME INDIRECT

Ce chapitre est voué à la présentation de notre appareil conceptuel et de notre méthode d'analyse qualitative. Il y est plus exactement question du modèle conceptuel élaboré, dont les concepts-clés (*agenda-setting*, sous-discours évalués, *framing*, *packaging*, *priming*, *pooling*) ont été empruntés au champ de la communication politique. Nous présentons ensuite notre hypothèse selon laquelle les groupes environnementaux étudiés pratiquent des activités de lobbyisme indirect en procédant par quatre étapes : 1) la mise à l'agenda, 2) l'évaluation de la situation, 3) le cadrage ou *framing* et 4) les choix tactiques. Nous présentons également notre corpus de groupes environnementaux québécois ainsi que les échantillons sélectionnés aux fins de l'analyse et la méthode d'analyse employée, soit une analyse textuelle et une analyse de deux entrevues semi-dirigées.

#### 2.1 Modèle conceptuel

La richesse de notre appareil conceptuel repose sur la superposition de plusieurs concepts empruntés à divers auteurs, ce qui permet de tenir compte d'un large éventail de préoccupations, de catégorisations et d'objectifs stratégiques émis par les groupes étudiés. Il en va également d'une pluralité de possibilités quant à la mise en perspective des stratégies employées les unes par rapport aux autres. Selon nous, quatre étapes président à l'élaboration d'une stratégie de lobbyisme indirect pour les groupes environnementaux que nous nous proposons d'étudier : la constitution de l'*agenda-setting*, l'évaluation de la situation du groupe d'intérêt par rapport à celle de ses adversaires et de ses alliés ; le cadrage (*framing*) et le choix des tactiques communicationnelles, entre autres, de diffusion.

La première étape est celle de la constitution de l'*agenda-setting* où l'on procède à la détermination et la priorisation des thèmes, sujets, et de leurs enjeux corollaires. La paternité du terme revient aux spécialistes américains en journalisme Max McCombs et Donald Shaw (1972). Selon eux, en filtrant les nouvelles et en les publiant, les médias jouent un rôle de premier plan

dans la formation de la réalité politique. Les médias produisent de l'information sur un enjeu, mais ils y accordent aussi un certain degré d'importance selon, entre autres, la quantité d'information qu'ils fournissent et le positionnement accordé dans la hiérarchie des enjeux présentés, ce qui influence en retour le lectorat et éventuellement d'autres types d'audiences médiatiques (McCombs et Shaw, 1972, p.176). La notion d'*agenda-setting* s'inscrit dans des courants de recherche sociologique et psychologique qui s'intéressent aux effets de certains construits communicationnels sur les comportements et choix du public. La thèse tend à démontrer que les médias ne disent pas à leurs publics quoi penser, mais à quoi penser (McCombs et Shaw, 1972, p.177). Notre recherche ne s'intéresse pas à proprement parler à la portée des effets de l'*agenda-setting* sur les publics visés. Le fait que l'ensemble des chercheurs issus du champ disciplinaire de la communication politique admettent que la mise à l'agenda génère des effets nous apparaît suffisant pour les objectifs de cette recherche. Effectivement, nous ne cherchons pas à faire part de la nature des effets de la mise à l'agenda et de leur envergure. Dans un premier temps, nous rendons plutôt compte de la place qu'a prise la thématique de l'exploration et de l'exploitation des gaz de schiste dans l'agenda des groupes, un agenda préexistant ou non, ce qui renvoie à l'organisation interne des groupes. Puis, dans un second temps nous mettons cette modalité d'agenda en lien avec la manière dont cette thématique a pu être traitée, ce qui renvoie à l'idée de cadrage et de positionnement par rapport à celui d'autres acteurs. Notons aussi que dans le champ de la communication politique, la mise à l'agenda n'est pas exclusive à l'acteur médiatique (journalistes), elle est également pratiquée par l'acteur politique (candidats et représentants) et l'acteur public (société civile et société organisée) (Gerstlé<sup>62</sup>, 2008). Dominique Wolton<sup>63</sup> abonde dans le même sens en circonscrivant l'enjeu de la communication politique autour des interventions discursives contradictoires de ces trois types d'acteurs et en le décrivant comme la sélection des thèmes et des problèmes sur lesquels se règlent les affrontements cognitifs et idéologiques du moment (Wolton, 1998, p.344-345).

Pour ce qui est des groupes environnementaux, cet exercice peut passer par la discussion entre les membres du groupe, mais aussi en s'inspirant de l'environnement politique, soit d'acteurs non-membres de ces groupes, touchés par un thème donné et qui s'expriment dans le cadre de conseils municipaux, d'audiences publiques et autres observations sur le terrain.

<sup>62</sup> Rattaché à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

<sup>63</sup> Directeur de recherche au CNRS, Dominique Wolton a fondé en 2007 et dirigé jusqu'en 2013 l'Institut des sciences de la communication du CNRS. En trente-cinq ans de recherche, il a exploré notamment les thèmes de l'individu et du couple, de l'espace public, de la communication politique, de l'information, du journalisme et des rapports entre science, technique et société.

La deuxième étape de l'élaboration d'une stratégie de lobbyisme indirect pour les groupes environnementaux renvoie donc à l'évaluation de la situation du groupe d'intérêt (rôle, degré d'influence, forces, faiblesses) par rapport à celle de ses adversaires et de ses alliés, en y incluant cette fois leur positionnement communicationnel. Pour évaluer la situation de ces deux types d'acteurs, nous nous inspirons de la typologie des quatre sous-discours publics d'Alice Holmes-Cooper<sup>64</sup>, politologue américaine. Il s'agit donc d'étudier le discours officiel (gouvernement), le discours dit «*challenger*» (son propre discours et celui des mouvements sociaux), le discours expert (scientifique) et le discours des médias de masse (Holmes Cooper, 2002, p.37). Nous y ajoutons ce que nous désignons par le terme «discours du contre-mouvement», soit un discours opposé à celui du *challenger* et dont la teneur ne correspond à celle d'aucun des autres discours, du fait d'une divergence d'intérêts. Par exemple, le discours *challenger*, dans le cas de l'exploitation des gaz de schiste, pourrait être celui d'un groupe environnemental, alors que le discours du contre-mouvement serait porté par une association de compagnies gazières. Ces discours s'incarnent dans divers récits tels des programmes électoraux, des déclarations et communiqués, des revues de presse, des blogues et autre documentation publique. Cette évaluation de la situation peut servir à valider ou modifier l'*agenda-setting* et permettre d'orienter les directions prises à l'étape suivante, celle du cadrage. Celle-ci concerne essentiellement l'interprétation d'une réalité perçue, le reflet de cette interprétation à travers les jeux de langage. Par ailleurs, les discours sont appelés à se transformer selon l'évolution de la conjoncture et il est toujours pertinent d'y revenir pour adapter certaines stratégies argumentatives ou tactiques au besoin.

La troisième étape de l'élaboration d'une stratégie de lobbyisme indirect pour les groupes environnementaux est celle du cadrage (*framing*), un concept bien ancré dans la littérature anglo-saxonne. Les pionniers en la matière sont Gregory Bateson<sup>65</sup> (1972) et Erving Goffman<sup>66</sup> (1974). Selon eux, les *frames* ou cadres sont, en quelque sorte, un montage d'éléments de signification préexistants ou des constructions subjectives qui permettent de produire du sens à partir d'événements et d'organiser le réel perçu. Défini et observé dans nombre de travaux sur les médias de masse, le concept de cadrage relève donc du rapport entre l'information et la

<sup>64</sup> Rattachée au corps professoral du département de science politique de l'Université de Virginie. Spécialisée, entre autres, sur les mouvements de paix en Allemagne, après 1945. Par ailleurs, la typologie des sous-discours de Holmes-Cooper se rapporte à un crédo exploité par la littérature allemande sur les groupes d'intérêt.

<sup>65</sup> Epistémologue et anthropologue américain. Enseigne entre autres au St John's College et à l'Université de la psychologie humaniste de San Francisco. S'intéresse à la cybernétique et aux sciences cognitives.

<sup>66</sup> Sociologue et linguiste américain, l'un des représentants de la deuxième école de Chicago.

perception du contexte dans la création du sens. Les mots de Marc Angenot nous apparaissent comme des plus pertinents pour éclairer cette notion de cadrage :

Le discours argumenté opère sur un matériau factuel «retenu», dans un contexte de référence qui permet de tester les thèses débattues, les notions évoquées, les corrélations mises en raisonnements. Ce contexte n'est pas le monde empirique, inépuisable, amorphe et muet, il est une « schématisation » qui opère une sélection, qui énonce des «faits» et les exprime avec un vocabulaire donné, les regroupe, les oppose à d'autres, délimite et définit une «situation», écarte au passage des données «sans intérêt» et en monte d'autres en épingle, qui nomme et qui classe, compare, distingue, construit un «micro-univers» maîtrisable en discours – opérations logiquement préalables à l'argumentation et au débat qui souvent décident de tout (Angenot, 2008, p.148-149).

Encore là, comme pour le lien entre groupes d'intérêt et lobbyisme direct ou indirect, nous voyons à travers le concept de cadrage un caractère incontournable et une nécessaire subordination de tout groupe d'intérêt et de toute activité lobbyiste à cette pratique. De fait, nous croyons que le caractère incontournable du cadrage se retrouve tant chez le groupe d'intérêt que chez l'individu en général. Selon les sociologues américains David A. Snow et Robert D. Benford, le cadrage sert à mobiliser des adhérents potentiels, à gagner l'appui des indécis et à démobiliser les opposants (Snow et Benford, 1988, p.198). Pour Holmes-Cooper, le cadrage se traduit par le fait : «[...] to select some aspects of a perceived reality and to make them more salient in a communicating text» (Holmes Cooper, 2002 , p.39). Les aspects de la réalité perçue renvoient donc à la constitution de l'*agenda-setting* dans la mesure où des rapports de force émergent de ce processus d'investissement langagier. Par conséquent, le postulat selon lequel les médias et éventuellement d'autres acteurs ne «disent pas à leurs publics quoi penser» est remis en question par les théoriciens du «framing». L'aspect politique se dévoile puisqu'il s'agit de trouver des moyens de rallier un maximum d'individus à cet agenda politique par le biais de la production d'une argumentation persuasive. L'agenda est alors politique dans la mesure où non seulement des thèmes sont hiérarchisés, mais sont parties prenantes de cadrages ayant la vocation de convaincre, donc de l'emporter sur d'autres propositions de cadrage. En fait, le cadrage s'effectue en trois phases selon David A. Snow<sup>67</sup> et Robert D. Benford<sup>68</sup> (1988) : 1) le *diagnostic framing*

<sup>67</sup> Professeur au département de sociologie de l'Université d'Arizona. Snow et Benford s'intéressent aux mouvements sociaux et au framing.

<sup>68</sup> Professeur au département de sociologie de l'Université du Nebraska.



correspond à l'identification d'un ou de plusieurs problèmes et d'une ou plusieurs sources à blâmer) ; 2) le *prognostic framing* renvoie à la proposition de solutions, de stratégies et de tactiques à la résolution du ou des problèmes ; et 3) le *motivational framing* implique les conditions qui favorisent ou constituent un appel à l'action (Snow et Benford, 1988 : 197-217). Selon nous, les deux premières phases servent à produire ce que Kollman nomme le *signaling*, en vue de propulser à l'avant-scène politique le positionnement d'un groupe et de ses sympathisants sur un thème lié à son agenda. La troisième étape sert à multiplier la somme des acteurs concernés autour de ce même thème pour établir un rapport de force vis-à-vis les décideurs politiques en impliquant (ou non) l'autorité publique dans le règlement du conflit<sup>69</sup>.

Toujours au sujet du cadrage, la notion de *package* évoquée par Gamson (1975) est avant tout un cadre interprétatif destiné à donner sens à un problème et à des événements. Elle renvoie à des références, valeurs et principes, permet de développer une explication causale des problèmes et enjeux, engage des symboles, images, slogans et descriptions. Ce *package* est destiné à mobiliser des résonances culturelles chez les publics visés, et sollicite, par conséquent, les éléments d'une doxa sociale. Il prend aussi appui sur des autorités comme la science, le pouvoir politique et les citoyens qui la légitiment et lui apportent un parrainage. D'où l'utilité d'évaluer préalablement la situation quant aux sous-discours publics en présence, tel que mentionné précédemment. Selon Snow et Benford, il est plus difficile de publiciser une source de problème dans l'espace public sur un thème donné lorsqu'il n'y a pas consensus sur l'identification du dit problème (Snow et Benford, 1988, p.200). Quand le diagnostic est trop dramatique et négatif, un effet de fatalisme se produit et l'action semble impossible ou inutile. Au lieu de se sentir invités à agir, les citoyens ont alors le sentiment d'être réprimandés, punis. Si les solutions et les actions à adopter ne semblent pas claires ou cohérentes, les gens ne seront pas tentés de bouger (Snow et Benford, 1988, p.203). De plus, l'utilisation d'un vocable trop scientifique ou technique rendra la perspective de débat public désuète puisque la résolution du problème semblera être dans les mains de scientifiques ou de techniciens (Snow et Benford, 1988, p.204). Autrement dit, dans une optique communicationnelle, nous comprenons que le cadrage du thème et de ses enjeux doit être l'objet d'une vulgarisation dans le cadre d'un récit constructif, éclairant et cohérent de manière à se valoir l'intérêt passif, puis le support actif – passage à l'acte politique – des citoyens.

---

<sup>69</sup> Conforme au «scope of conflict» de E.E. Schattschneider (Wesleyan University). «Intensity, Visibility, Direction and Scope», *The American Political Science Review*, Décembre 1957, No 4, Vol. 51, p.941

L'amorçage (*priming*), selon Jacques Gerstlé, expert en communication politique, s'ajoute aux mécanismes du cadrage et «consiste en une modification momentanée des critères de jugement sous l'effet d'une information temporairement plus accessible» (Gerstlé, 2008, p.92). Autrement dit, il s'agit de faire en sorte qu'une information ou un cadre sature une tribune médiatique ou autre de façon à ce qu'elle puisse être priorisée par le public, notamment parce qu'elle fait partie de la mémoire vive. Les groupes environnementaux pourraient opter pour une telle stratégie d'amorçage. Enfin, le *pooling*, concept évoqué par Kollman, complète les mécanismes de cadrage. Cette stratégie communicationnelle vise à faire converger des causes ou des acteurs (sympathisants) pour amplifier le rapport de force du groupe d'intérêt devant les TCP et les élus.

La quatrième et dernière étape de l'élaboration d'une stratégie de lobbying indirect pour les groupes environnementaux regarde le choix des tactiques communicationnelles, entre autres, l'organisation des paramètres de diffusion. Ces paramètres renvoient à l'association d'élément(s) et de stratégie(s) de cadrage à un support médiatique (plate-forme web, média de masse, média local, pamphlet, œuvre artistique, etc.) ou à un lieu servant de tribune communicationnelle (événement culturel ou pédagogique, rue, etc.).

Notre appareil conceptuel se fonde donc sur ces quatre étapes hiérarchisées, *agenda-setting*, évaluation de la situation du groupe d'intérêt par rapport à celle de ses adversaires et alliés, cadrage (*framing*) et choix des tactiques communicationnelles (diffusion), qui, selon nous, pourrait faire partie d'un processus de création de stratégies communicationnelles dans le cadre de pratiques de lobbying indirect. Nous rappelons que nous avons échafaudé cet appareil conceptuel pour répondre à la question suivante : quelle a été la réception des groupes par rapport à l'enjeu des gaz de schiste (notion d'agenda) et comment ont-ils traité cet enjeu du point de vue communicationnel (cadrage, positionnement par rapport au traitement opéré par d'autres acteurs et choix de tactiques) ?

## 2.2 Hypothèse

Nous postulons donc que les groupes environnementaux impliqués dans le dossier de l'exploitation des gaz de schiste au Québec depuis 2008 pratiquent le lobbying indirect (même s'ils le qualifient fort probablement autrement) et que leur démarche en ce sens, qui détermine également la nature de leurs stratégies de communication procède des quatre étapes suivantes : 1) *agenda-setting*, 2) évaluation de la situation ; 3) cadrage et 4) choix des tactiques communicationnelles. Selon nous, ce lobbying indirect est intimement lié aux stratégies de communication de ces groupes. En effet, si le lobbying indirect est employé pour influencer les décisions des élu(e)s par le biais de pressions diverses, ces pressions sont d'abord communicationnelles (ou discursives) puisqu'il s'agit, dans une démocratie représentative, de dévaloriser un discours pour en valoriser un autre. Selon Patrick Charaudeau<sup>70</sup>, spécialiste français en analyse du discours, l'instance politique et l'instance adverse (partis politiques du gouvernement) sont en quête d'une part de légitimité pour accéder au lieu du pouvoir, puis d'autorité et de crédibilité pour gérer ce lieu et s'y maintenir (Charaudeau, 2005, p.43-44). Dans cette optique, les stratégies de communication employées par les groupes environnementaux servent à construire un discours crédible et légitime et cherchent à ébranler l'autorité, parfois même la légitimité et la crédibilité des élu(e)s. Nous proposons ici que ces stratégies se déclinent en quatre étapes et nous allons préciser comment ce processus peut concrètement prendre forme.

## 2.3 Corpus étudiés et méthode d'analyse

Dans le cadre de notre recherche, nous avons sélectionné un corpus de groupes environnementaux québécois ayant pris part au débat public entourant le dossier de l'exploration et de l'exploitation des gaz de schiste au Québec. À cet égard, les groupes ont tous été actifs entre 2010 et 2012. Notre étude se limite à cette période et porte sur deux types de documentation, soit des mémoires produits par ces groupes et des entrevues.

---

<sup>70</sup> Professeur émérite à l'Université Paris 13.

### 2.3.1 Méthode d'analyse des mémoires produits par les groupes étudiés

Dans un premier temps, nous avons recueillis et étudiés quarante-six mémoires qui ont été déposés au BAPE par quarante-huit groupes environnementaux québécois<sup>71</sup> (voir en annexe A) – incluant des réseaux, regroupements et coalitions de groupes. Il est entendu que la rédaction d'un mémoire est gage de l'implication sérieuse des groupes sur la question abordée lors des audiences publiques et d'une volonté de diffuser leurs positions, cette fois-ci par l'entremise de la tribune publique la plus officielle aux yeux du gouvernement et connue de la population. Deux critères ont présidé à la composition d'un corpus homogène de groupes environnementaux ayant déposé un mémoire au BAPE, un corpus conforme à des impératifs de cohérence et de pertinence. En premier lieu, les préoccupations environnementales étaient au cœur des missions et objectifs de ces groupes. En second lieu, ces groupes se distinguaient de toute organisation corporative lucrative, syndicale<sup>72</sup>, académique<sup>73</sup>, institutionnelle<sup>74</sup>, des partis politiques, des ordres professionnels ainsi que des villes, municipalités, municipalités régionales de comté (MRC), centres locaux de services communautaires (CLSC), etc.

Ce critère d'exclusion s'explique de deux façons complémentaires. D'une part, nous avons isolé les groupes issus de la société civile organisée ou de la contre-démocratie telle que décrite au chapitre précédent qui n'étaient pas inscrits dans les typologies couramment étudiées par les sciences humaines – les groupes féministes, les groupes syndicaux, les groupes étudiants, les groupes liés à la défense de la diversité socioculturelle (homosexualité et communautés ethniques) – dans l'espoir de rendre plus intelligibles les zones grises qui semblent caractériser ces mouvements sociaux. D'autre part, nous avions l'intuition que les stratégies et tactiques

<sup>71</sup> Ce chiffre de quarante-six mémoires s'explique dans la mesure où par deux fois, un groupe a soumis un mémoire conjointement avec un autre groupe.

<sup>72</sup> L'Union paysanne (UP) n'étant pas considérée comme une organisation syndicale, elle fait partie des groupes sélectionnés dans notre corpus. Si elle aspire à briser ce qu'elle reconnaît comme un monopole syndical dans le secteur de l'agriculture agricole occupé par l'Union des producteurs agricoles (UPA), c'est qu'elle ne se considère pas (encore) comme une organisation syndicale. Par ailleurs, ses mandats ne sont pas ceux d'un syndicat (représenter des travailleurs devant des employeurs ou de grands mécènes, entre autres, en négociant des conventions collectives), pas plus que ses règles et structure d'instances à l'interne. En fait, l'UP répond au premier critère relatif aux préoccupations environnementales puisque ses objectifs recoupent l'une des neuf enjeux prioritaires (environnementaux) que l'on retrouve à l'agenda des groupes analysés (voir chap. III).

<sup>73</sup> Nous entendons ici les membres du corps professoral, de l'administration, de la communauté étudiante ou des employés de soutien appartenant ouvertement à une même institution d'enseignement. Dans nos groupes, certains comptent dans leurs rangs des chercheurs universitaires ou des étudiants, mais dans tous les cas la provenance de ces acteurs est différente.

<sup>74</sup> Le Regroupement des médecins pour un environnement sain, compris dans l'échantillon, regroupe quelques médecins qui ne semblent pas travailler dans le même établissement de santé (aucune mention indiquant le contraire n'a été répertoriée).



communicationnelles des groupes constitutifs de notre corpus allaient témoigner d'un éventail plus diversifié que celles qui sont préconisées par les groupes syndicaux, étudiants, féministes et socioculturels. Cette différence appréhendée repose sur le fait que les quarante-huit groupes étudiés, bien qu'ayant pour dénominateur commun des missions, objectifs et actions reflétant des préoccupations environnementales<sup>75</sup> (voir chap.III), disposent de structures et de membres différents. C'est dans cette mesure que l'analyse des stratégies de communication de ces groupes permet de vérifier l'impact de ces disparités sur la convergence des stratégies et tactiques. D'où la volonté de travailler ces zones grises. Nous avons préféré nous concentrer directement sur les propos des groupes pour qu'il soit possible d'évaluer l'étendu des initiatives et qu'il soit aussi possible dans le cadre d'une recherche ultérieure de comparer le discours avec ce qui en est advenu suite au traitement d'intermédiaires, à savoir les filtres médiatiques ou encore les sélections et interprétations des acteurs politiques. Nous avons donc soumis à une analyse de contenu les quarante-six mémoires rédigés et déposés par les groupes environnementaux au Bureau d'audiences publiques sur l'environnement lors des audiences portant sur l'exploitation des gaz de schiste en 2010. Ces mémoires portent la cote «DM<sup>76</sup>» dans les registres du BAPE et nous n'avons retenu que les documents principaux : les mémoires, c'est-à-dire sans les addendas, résumés et autres pièces subordonnées présentées pour chaque groupe sous la cote «DM». Ceci nous a permis de renforcer l'homogénéité de notre échantillon. L'unité d'analyse, dans ce cas, s'étendait à tout le texte du mémoire. Le volume des mémoires passait d'une page à 165 pages. Si notre méthode d'analyse est qualitative, pour rendre compte d'aspects significatifs observés durant l'analyse, nous avons également calculé les occurrences des énoncés placés sous une même catégorie (voir tabl. 2.1 à 2.4), ce qui représente un ajout quantitatif. Pour saisir les particularités méthodologiques de notre démarche de façon plus précise, il convient d'en comprendre les quatre étapes.

En ce qui a trait à la première étape en lien avec notre hypothèse, soit la mise à l'agenda, un tableau a été conçu. Pour chacun des groupes, nous avons construit des axes verticaux mettant en relief le type de groupe, la date de création du groupe, le ou les types de membres, le ou les partenaires, la ou les sources de financement, le type de lien avec le gouvernement, le ou les types

<sup>75</sup> Ce qui nous permet de les qualifier unilatéralement de groupes environnementaux, même s'ils se désignent autrement dans la plupart des cas. Après tout, nous sommes tous citoyens et nous pouvons pratiquement tous prétendre détenir une certaine expertise, ce qui complexifie la catégorisation de groupes sur le critère des membres.

<sup>76</sup> La première lettre D référant à la documentation et la seconde M à son type, c'est-à-dire les mémoires déposés.



d'actions, la ou les missions et objectifs, les valeurs ainsi que l'enjeu ou les enjeux prioritaires. Règle générale, cette opération a été rendue possible grâce à la partie des mémoires portant sur la présentation du groupe. Cela dit, certains groupes s'y sont prêtés de manière laconique ou ont omis d'en faire mention. Pour pallier à cette difficulté, nous avons complété l'information manquante à l'aide de sources additionnelles puisées, notamment, sur les sites web des groupes ou dans leurs plans d'action, bilans annuels et autres documents publiés par ces groupes. Toutefois, l'absence de référents supplémentaires (coordonnées ou plate-forme sur internet) dans le cas de quelques groupes et ce pour l'une ou l'autre des informations ciblées nous a empêché d'atteindre un seuil maximal de réponses. Ce tableau nous a servi à approfondir l'étape de la mise à l'agenda, sans pour autant s'y limiter. L'objectif était de mieux connaître les groupes en incluant leurs intérêts, puis de savoir si une expertise avait été développée ou non depuis un certain temps afin de saisir comment le dossier de l'exploration et de l'exploitation des gaz de schiste a pu se greffer à leur agenda.

Au plan de la seconde étape, soit l'évaluation de la situation, les mémoires analysés ne nous ont pas permis de témoigner d'une auto-évaluation de la situation des groupes telle que nous l'avions préalablement projetée. L'analyse de la situation des alliés potentiels pour le dossier des gaz de schiste a dû être abandonnée pour les mêmes raisons. Les limites de ce support sont expliquées dans le prochain chapitre. Quant à l'analyse de la situation des opposants des groupes, nous posons qu'elle renvoie à l'identification de responsables ou de coupables liés au *diagnostic framing*, soit l'objet de la troisième étape. Ceci dit, nous avons pu faire l'analyse des références utilisées par les groupes dans leur mémoire, soit des types de discours qui, par leur simple mention, sont synonymes de la reconnaissance de la présence de ces acteurs dans le débat et de l'importance de leur discours. Nous avons recueilli les informations à l'aide du modèle suivant.

**Tableau 2.1**

Évaluation de la situation : Acteurs consultés par les groupes étudiés lors de l'analyse textuelle

Nom du groupe	Catégorie d'acteurs 1	
Groupe 1	1	Source
Groupe 2	1	Sources
Groupe 3	0	

La colonne *Catégorie 1* renvoie aux dix catégories d'acteurs dont se sont servis les groupes pour élaborer leurs cadrages. Dès qu'une source était mentionnée par un groupe, comme un chercheur ou un média, la nature de la source était inventoriée sous la catégorie d'acteurs correspondante, tout comme l'occurrence. Nous avons donc été en mesure de dégager les catégories d'acteurs et les sources les plus sollicitées par les groupes environnementaux étudiés. Ces catégories d'acteurs rejoignent en grande partie le modèle des sous-discours de Holmes-Cooper, soit les discours scientifique, médiatique, etc.

La troisième étape liée à notre hypothèse, soit le cadrage ou *framing*, a été saisie à l'intérieur de quatre tableaux. Trois des tableaux correspondent aux trois types de cadrage inclus dans notre appareil conceptuel, et que nous avons emprunté à Snow et Benford (1988), soit le *diagnostic framing*, le *prognostic framing* et le *motivational framing*. Le *diagnostic framing* repose essentiellement sur l'identification de problèmes, dans ce cas-ci liés à l'exploration et l'exploitation des gaz de schiste au Québec. Ces problèmes se divisent en causes et en conséquences. Voici comment nous avons amassé les données.

**Tableau 2.2**

Recueil de données pour la variable *diagnostic framing*

Nom du groupe	CAUSES				CONSÉQUENCES			
	Catégorie 1		Catégorie 2		Catégorie 1		Catégorie 2	
	Énoncé de cadrage	Énoncé de cadrage	Énoncé de cadrage	Énoncé de cadrage	Énoncé de cadrage	Énoncé de cadrage	Énoncé de cadrage	Énoncé de cadrage
Groupe 1	1							
Groupe 2		1						
Groupe 3	1							
Total	2	1	0					

Les 46 mémoires ont été répertoriés par groupes dans la première colonne de gauche. Au cours de la lecture, dès qu'une cause était énoncée, elle était ajoutée sous la catégorie appropriée comme *énoncé de cadrage*. Il en va de même pour les conséquences. Évidemment, plus l'analyse avançait, plus le travail tendait à se limiter à l'ajout d'occurrences sous les énoncés déjà retenus et catégorisés. Par exemple, «la quantité d'eau utilisée (et souillée)» a été placée comme cause

(énoncé de cadrage) sous la catégorie *activités de l'industrie*. Si l'on mettait cet énoncé en relation avec « l'usure accentuée des infrastructures municipales de traitement des eaux », cet énoncé était placé comme conséquence (énoncé de cadrage) sous la catégorie *infrastructures et zones publiques*. Le total des occurrences a été calculé pour dégager les énoncés de cadrage et les catégories les plus significatives. Ces résultats sont présentés sous forme de tableau au chapitre suivant. Au total, nous avons répertorié 76 énoncés de cadrage, dont 44 causes et 32 conséquences. Nous avons compté huit catégories de causes et neuf catégories de conséquences (voir annexe D), des catégories pouvant se retrouver à la fois du côté des causes et des conséquences. N'ont été retenues que les causes ayant été énoncées dans 24 mémoires sur 46 (52%) et plus, pour un total de huit causes sous quatre catégories. Nous avons considéré un seuil minimal de 25 mémoires sur 46 (54%) pour épurer les résultats du côté des conséquences. Sept conséquences ont été retenues, sous cinq catégories. Ce seuil a volontairement été haussé, en comparaison avec celui des causes retenues, puisque le nombre de conséquences trouvées est inférieur mais les conséquences comportent en moyenne plus d'occurrences. C'est donc pour refléter fidèlement ce constat que les seuils varient de deux points de pourcentage. Nous avons également consacré un tableau à l'identification des responsables ou coupables, en lien avec les causes et les conséquences pointées par les groupes environnementaux. Ces cibles ont été prises en compte pour chacun des mémoires avec les problèmes qui leur incombaient respectivement. Un tableau présente les résultats au chapitre suivant.

Pour ce qui est du *prognostic framing*, le même genre de démarche a été préconisé. Le tableau 2.3 montre comment les solutions proposées par les groupes à travers 46 mémoires ont été analysées.

**Tableau 2.3**Recueil de données pour le *prognostic framing*

Nom du groupe	SOLUTIONS							
	Catégorie 1		Catégorie 2		Catégorie 3		Catégorie 4	
	Énoncé de cadrage	Énoncé de cadrage	Énoncé de cadrage	Énoncé de cadrage	Énoncé de cadrage	Énoncé de cadrage	Énoncé de cadrage	Énoncé de cadrage
Groupe 1	1							
Groupe 2		1						
Groupe 3	1							
Total	2	1	0					

En somme, 55 solutions étaient exposées dans les mémoires, et ce sous 10 catégories (voir annexe E). Une solution devait se retrouver dans un minimum de 26 mémoires sur un total de 46 (57%) pour être retenue. Nous avons parallèlement fait l'inventaire des problèmes et solutions évoqués dans un contexte extérieur mais connexe à la question de l'exploration et de l'exploitation des gaz de schiste au Québec dans la période étudiée. Ainsi, les analogies ou comparaisons, en incluant les références historiques, ont été considérées.

Enfin, le *motivational framing* consiste en la formulation d'un appel à l'action, ce qui implique un acteur visé et une tâche à accomplir. Le tableau 2.4 dévoile la façon dont les données ont été recueillies à cet effet.

**Tableau 2.4**Recueil de données pour le *motivational framing*

Nom du groupe	Acteur interpellé	Réurrence Acteur A	Réurrence Acteur B	Réurrence acteur C	Action suggérée
Groupe 1	A	1			
Groupe 2	B		1		
Groupe 3	C			1	
Total		1	1	1	

Étant donné que deux acteurs ont été cités par une majorité écrasante de groupes, nous avons choisis d'exposer et d'expliquer ces résultats au chapitre suivant sans support particulier. Soulignons que les concepts de priming, de pooling et de package n'ont pas pu être observés dans le cadre de notre analyse textuelle. Encore là, le format et les objectifs liés à la rédaction des mémoires se prêtent mal à l'utilisation de telles stratégies. Nos entrevues, bien que moins représentatives, ont servi d'études de cas pour combler ces lacunes. Ceci dit, nous nous sommes gardés de mener une enquête plus approfondie sur des points de vue minoritaires quant aux dynamiques de coopération entre groupes puisqu'un tel projet aurait été trop ambitieux pour les finalités de notre recherche. Il va sans dire que cet aspect pourrait certainement servir de piste de recherche ultérieure.

### 2.3.2 Méthode d'analyse des entrevues

Dans un deuxième temps, nous avons étudié deux groupes ayant orchestré des interventions publiques depuis 2010 sur la question des gaz de schiste au Québec : Équiterre<sup>77</sup> et le Regroupement interrégional sur le gaz de schiste de la Vallée du Saint-Laurent (RIGSVSL). Un autre élément qui autorise la comparaison de ces deux groupes, outre leurs préoccupations environnementales et leurs actions dans l'espace public, est leur degré d'organisation jugé suffisant pour qu'il y ait désignation d'un ou de plusieurs responsables des communications ou encore d'un porte-parole. Ensuite, nous avons construit un questionnaire (voir annexe B) et réalisé sur cette base deux entrevues semi-dirigées dans l'optique d'explorer leurs stratégies communicationnelles, une fois de plus, pour chacune des quatre étapes constitutives de notre cadre d'analyse : 1) *agenda-setting*, 2) évaluation de la situation ; 3) cadrage et 4) choix des tactiques communicationnelles. Précisons que notre questionnaire a préalablement fait l'objet d'une demande d'approbation éthique et qu'il a été approuvé par le département de science politique de l'Université du Québec à Montréal (UQÀM). Nous avons réalisé nos entrevues au printemps 2013 auprès d'une représentante d'Équiterre et du porte-parole du RIGSVSL, Serge Fortier.

Au départ, six groupes devaient faire partie de l'échantillon. Ceux-ci ont été sélectionnés sur la base de deux critères : 1) disposer d'une organisation interne suffisamment développée pour assurer une prise de décisions en matière de communication, et 2) afficher une présence notoire

<sup>77</sup> Le mémoire déposé au BAPE par Équiterre a également été analysé dans le cadre de l'analyse textuelle.



sur des tribunes accessibles au public. Seuls trois groupes ont répondu positivement à l'appel. Sur ces trois groupes, un représentant du Collectif scientifique sur la question des gaz de schiste, Pierre Batellier, a participé au processus d'entrevues. Malheureusement, la piètre qualité de la bande sonore, due à un double effet de filtres (téléphone et caméra), ne nous a pas permis d'étudier les réponses de monsieur Batellier. Comme par la suite, il a été impossible de fixer un autre rendez-vous avec cet intervenant, nous avons dû réduire notre échantillon à deux groupes. Par contre, des notes manuscrites prises lors de cette entrevue téléphonique, nous ont permis de référer quelques fois au Collectif dans la partie de ce mémoire qui fait état de l'interprétation des résultats de notre analyse (voir chapitre IV).

À partir des bandes sonores, nous avons procédé à une analyse de contenu. Les réponses des représentants ont été transcrites en points de forme sous chaque question du questionnaire afin de nous permettre de procéder à ces études de cas. Ces entrevues s'avèrent un complément essentiel à notre analyse textuelle des 46 mémoires présentés au BAPE à l'automne 2010 et qui font part d'un positionnement par rapport à l'exploration et l'exploitation des gaz de schiste. Cependant, ces derniers ne permettent pas de dégager clairement le positionnement communicationnel des groupes environnementaux à l'extérieur du thème des gaz de schiste lui-même, à savoir les choix stratégiques et tactiques dirigés vers d'autres types d'acteurs. Ainsi, c'est pour rendre compte des changements associés à ces échanges, de leurs impacts sur les discours des groupes environnementaux et des choix communicationnels qui en ont découlés que nous avons choisi de mener des entrevues.

Enfin, nous tenons à mettre en valeur notre détachement, propre à la posture du chercheur, par rapport à ce qui est rapporté dans les chapitres suivants comme choix stratégiques de la part des groupes identifiés. Comme le sous-entend la définition du concept de cadrage, il n'est point question de vérités, mais d'interprétations proposées. Dans ce contexte, notre intérêt s'il en est un prépondérant, nous mène à l'observation des rapports de force, des jeux de pouvoirs, de la volonté de domination inscrite dans le langage dans des situations politiques entre acteurs aux intérêts variés.

Le chapitre III divulgue les résultats obtenus suite à l'application de notre programme méthodologique. À l'instar des quatre étapes qui forment à la fois une hypothèse et un cadre théorique (l'agenda, l'évaluation de la situation, le cadrage et les choix tactiques), nous reprenons ces catégories pour en faire des sous-titres, par souci de cohérence et pour en faciliter la compréhension.

## CHAPITRE III

### RÉSULTATS DE L'ANALYSE

Dans le chapitre précédent, nous avons fait état de l'approche d'analyse de la recherche, du corpus étudié et de ses délimitations, ainsi que des modalités de collecte de données. Nous avons soumis à une analyse textuelle quarante-six mémoires déposés par quarante-huit groupes environnementaux dans le cadre des audiences publiques du BAPE, alors qu'une représentante d'Équiterre et le porte-parole du Regroupement interrégional gaz de schiste de la vallée du Saint-Laurent (RIGSVSL) ont participé à des entrevues semi-dirigées. Dans ce chapitre, nous divulguons nos résultats de recherche. En lien avec notre hypothèse et notre appareil conceptuel, nous reprenons une à une nos catégories d'analyse (agenda-setting, évaluation de la situation, cadrage et choix tactiques). Le caractère exploratoire de la recherche nous permet de dégager ce qu'une majorité des groupes environnementaux étudiés a considéré comme étant les problèmes, les responsables des causes et conséquences de l'exploration et de l'exploitation des gaz de schiste au Québec, les solutions, les acteurs à interpeller et les tactiques communicationnelles à adopter.

#### 3.1 Agenda-setting

Pour la collecte des données par rapport aux deux échantillons, soit les mémoires et les entrevues semi-dirigées, nous avons tout d'abord fait une synthèse de la façon dont les groupes ont hiérarchisé l'enjeu des gaz de schiste à l'interne. Nous cherchions à savoir si les groupes s'étaient majoritairement formés en raison de l'apparition de cet enjeu ou s'ils travaillaient sur d'autres enjeux depuis un certain temps. Dans ce cas, nous souhaitions cerner à quels enjeux préexistants se rattachait celui de l'exploration et de l'exploitation des gaz de schiste.

##### 3.1.1 Agendas des groupes en fonction de l'analyse textuelle des mémoires

La majorité des 48 groupes étudiés a émergé durant les années 1980 et 1990. Sept groupes ont été créés en réaction aux démarches d'exploration gazière (gaz de schiste) de l'industrie entre 2008 et 2009, en incluant le Regroupement interrégional sur le gaz de schiste de la vallée du

Saint-Laurent (RIGSVSL)<sup>78</sup>. Dans la même veine, le comité Gare au gazoduc est le produit d'une initiative en réaction au projet d'implantation du terminal méthanier et du gazoduc Rabaska. Il est possible d'affirmer qu'à cet égard, le comité Gare au gazoduc a le même profil que les sept groupes dont la naissance spontanée est due à une indignation ponctuelle face à des pratiques industrielles sur le terrain.

Si l'on se réfère aux missions et objectifs de l'ensemble de nos groupes, à leurs types d'actions ainsi qu'à ce qu'ils ont explicitement désigné comme «enjeu(x) prioritaire(s)», nous sommes en mesure de dégager neuf catégories qui sont autant d'enjeux se rapportant à la formation d'un agenda.

**Tableau 3.1**

Enjeux liés à l'agenda des groupes environnementaux ayant déposé un mémoire au BAPE dans le cadre de l'exploration et l'exploitation des gaz de schiste au Québec

Enjeux	Nombre de groupes s'y attardant	Nombre de groupes y étant exclusivement dédiés
La protection et la conservation de l'environnement	18	4
Le développement durable	17	3
L'utilisation de la ressource «eau» et de cours d'eau	14	3
Les énergies vertes	13	1
L'agriculture et l'alimentation écologiques	8	2
Les changements climatiques	7	0
L'écologie locale (ex. recyclage, jardinage, ...)	5	1
La santé humaine liée à la qualité de l'environnement	3	1
Les projets industriels locaux en matière d'environnement	3	0

Comme en témoigne le tableau 3.1, à l'évidence, les quarante-huit groupes embrassent majoritairement plus d'une cause et nous tenons à souligner que ces enjeux renvoient à toutes les occupations répertoriées<sup>79</sup>. Nous constatons que les groupes constitutifs de notre échantillon

<sup>78</sup> Ce groupe a fait l'objet d'une entrevue semi-dirigée dans le cadre du deuxième échantillon.

<sup>79</sup> Tel qu'annoncé au chapitre II, pour chacun des groupes, nous avons construit des axes verticaux mettant en relief le type de groupe, la date de création du groupe, le ou les types de membres, le ou les partenaires, la ou les sources de financement, le type de lien avec le gouvernement, le ou les types d'actions, la ou les

vouaient leurs ressources à d'autres enjeux (connexes ou plus généraux) qui, en quelque sorte, étaient préexistants à celui des gaz de schiste. Le dossier s'est par conséquent faufilé dans le sillon d'un ou de plusieurs autres thèmes. L'existence de ces thématiques a influencé la façon dont l'exploration et l'exploitation des gaz de schiste ont été traitées par les groupes. Par exemple, un groupe ayant travaillé plusieurs années sur les usages et la protection d'un cours d'eau était préoccupé par la quantité d'eau utilisée pour les activités de forage ou les impacts des activités industrielles sur un cours d'eau. Nous reviendrons sur les thèmes des agendas des groupes au point 3.3.

Selon nous, un autre indicateur peut influencer l'agenda des groupes. Il s'agit de la relation entretenue avec le gouvernement. Celle-ci se traduit par le partenariat financier et le partenariat propre à la promotion qui renvoie à la notion de *pooling* abordée dans le chapitre précédent ou la collaboration pour des projets. Cette collaboration peut prendre la forme d'une table de concertation organisée par une instance gouvernementale pour sonder les perspectives en présence ou se concrétiser par un échange de ressources humaines ou techniques. Nous rappelons que ces liens – ou a contrario, une distance due à l'indépendance des groupes – sont déterminants quant aux pratiques de lobbying direct et indirect. Nous y reviendrons. Or, dans le cas qui nous occupe, dix-sept groupes (en incluant le RIGSVSL) revendiquent une indépendance face au gouvernement alors que seize groupes affirment ouvertement recevoir des subventions d'une instance gouvernementale. Dix-huit groupes font part d'un lien de concertation ou de consultation directe pour des projets précis. Certains groupes, comme les organismes de bassins versants<sup>80</sup>, ont reçus leurs mandats principaux directement du Ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs (MDDEP). Sept groupes utilisent des locutions valorisantes pour désigner leur relation privilégiée avec le gouvernement : «partenaire privilégié<sup>81</sup>», «instance-conseil<sup>82</sup>», «interlocuteur privilégié<sup>83</sup>», «reconnu par le MDDEP<sup>84</sup>», ou

---

missions et objectifs, les valeurs ainsi que l'enjeu ou les enjeux prioritaires. Les missions et objectifs, les types d'actions et les enjeux énoncés clairement comme prioritaires nous ont permis de répertorier l'ensemble des occupations des groupes.

<sup>80</sup> Selon le Regroupement des organismes de bassins versants du Québec, les quarante organismes de bassins versants (OBV) reconnus et légalement constitués planifient des actions ciblées et représentatives de leur milieu afin de protéger et de valoriser le réseau hydrographique de leur territoire. Ils mettent en oeuvre la gestion intégrée et concertée de l'eau par bassin versant sur des unités hydrographiques variant de près de 1 000 km<sup>2</sup> à 165 000 km<sup>2</sup> en tenant compte des principes du développement durable. Ceux-ci sont présents sur l'ensemble du territoire québécois méridional.

<sup>81</sup> Regroupement des organismes de bassins versants du Québec (ROBVQ) et les OBV partenaires.

<sup>82</sup> Solidarité rurale du Québec et Conseil régional de l'environnement Mauricie (CRE Mauricie).

«collaborateur privilégié<sup>85</sup>». Ces locutions leur tiennent lieu d'identité. Deux groupes, en l'occurrence le Conseil Régional de l'environnement de la Montérégie et le Centre de la Nature du mont Saint-Hilaire, prennent la peine de spécifier qu'ils ne sont pas des groupes de pression en opposition à l'État. Dans son mémoire, le Centre de la Nature du mont Saint-Hilaire indique, à propos de son positionnement communicationnel général que «le ton est positif et les propos visent toujours des solutions plutôt que des problèmes». Nous voyons là une rhétorique elliptique qui stigmatise certains groupes en insinuant qu'un groupe de pression abonde nécessairement dans une démarche anti-constructive synonyme d'une régression sociale. Si l'on prend aux mots les auteurs de ce mémoire, on y découvre une curieuse rhétorique puisque de facto, une solution est trouvée suite à l'identification d'un problème, sans quoi il s'agirait plutôt d'une proposition.

### 3.1.2 Agenda des groupes en fonction des entrevues semi-dirigées

Les propos tirés des entrevues (voir annexe B, section A) valident les résultats de l'analyse textuelle : l'intégration d'un thème particulier à un agenda ou la création d'un agenda en réaction à l'action ou l'inaction d'un acteur-clé, donc autour d'un seul thème. Interrogée sur la façon dont Équiterre était parvenu, en tant que groupe, à prendre position sur l'exploitation des gaz de schiste, la représentante a répondu que le groupe a été d'abord interpellé par le fait qu'il s'agissait d'un «enjeu fort<sup>86</sup>», et qu'un groupe environnemental se devait, à son avis, de répondre à un tel enjeu. C'est donc dire qu'il était question d'une responsabilité pour Équiterre, en référence à son statut de groupe environnemental. L'exploration et l'exploitation des gaz de schiste se sont jumelées à ce qu'Équiterre considère comme son cheval de bataille, soit les changements climatiques et par extension les gaz à effet de serre (GES). Pour le groupe, le lien entre ces deux problématiques réside dans le fait que les activités d'exploration et d'exploitation des gaz de schiste nuisent à l'atteinte de l'objectif de réduction des GES que s'est fixé en premier lieu le gouvernement.

<sup>83</sup> Regroupement des conseils régionaux de l'environnement (RNCREQ) et deux groupes membres : Conseil régional de l'environnement du Centre-du-Québec (CRECQ) et Conseil régional de l'environnement Chaudière-Appalaches (CRECA).

<sup>84</sup> Organisme de bassins versants de la zone du Chêne (OBV du Chêne).

<sup>85</sup> Stratégies Saint-Laurent.

<sup>86</sup> Propos tirés de l'entrevue réalisée avec une représentante d'Équiterre en date du 5 février 2013.



Serge Fortier, porte-parole du RIGSVSL, a affirmé que dans la région de Lobtinière-Bécancour (là où le Regroupement opère), des citoyens étaient déjà mobilisés suite à l'arrivée impromptue de l'industrie des gaz de schiste dans plusieurs villes et municipalités. À l'été 2010, le premier comité dit de vigilance était formé dans l'Est du Québec et un comité citoyen voyait le jour à St-Marc-sur-Richelieu. De fil en aiguille, de plus en plus de citoyens et citoyennes mécontents se sont regroupés dans la région de Lobtinière-Bécancour. Au départ, douze citoyens ont organisé des réunions de cuisine pour discuter de ce qui se passait sur leur territoire concernant les gaz de schiste. Puis, le groupe s'est élargi à 40 membres. Ceux-ci se sont alors retrouvés dans «des réunions de garage chauffé<sup>87</sup>» puisqu'ils étaient trop à l'étroit dans la cuisine. Ces membres se sont subdivisés selon leur municipalité pour former des sous-comités. Au printemps 2012, cent sous-comités du Regroupement représentaient cent municipalités. Bref, sous l'impulsion de l'arrivée de l'industrie sur les terres et encouragés par des initiatives citoyennes naissantes ailleurs au Québec, le groupe en est venu à ériger les structures, la culture et les positions que porte aujourd'hui le Regroupement.

### 3.2 Évaluation de la situation

Nous rappelons que l'évaluation de la situation renvoie à l'auto-évaluation de la situation des groupes et à l'évaluation que peuvent faire les groupes des rôles, des forces, des faiblesses et du degré d'influence de divers acteurs prenant part au débat public sur les gaz de schiste. Cette évaluation découle de la hiérarchisation des enjeux ou des raisons ayant poussé des individus à reconnaître des enjeux pouvant mériter une organisation, une mobilisation d'intérêts (l'agenda-setting). Nous rappelons aussi que les entrevues nous ont davantage permis que les mémoires de rendre compte de cette étape, ce qui explique une plus grande densité d'information au point 3.2.2.

---

<sup>87</sup> Citation tirée de l'entrevue réalisée avec Serge Fortier, porte-parole du RIGSVSL, le 15 février 2013.

### 3.2.1 Évaluation de la situation selon l'analyse textuelle des mémoires

À notre avis, les mémoires analysés ne permettent pas de témoigner d'une auto-évaluation de la situation des groupes de façon exhaustive. C'est ce qui explique la petitesse de cette sous-section. Les limites de ce support seront explicitées au prochain chapitre. En revanche, nous pouvons observer à cet égard que la grande majorité des groupes se sont décrits, de prime abord, en évoquant leur raison sociale d'organisme à but non-lucratif (OBNL) incorporé. Cette décision est peut-être motivée par un désir de garder une certaine neutralité face aux conflits de définition et de perception associés à la terminologie des groupes (groupe de pression, groupe d'intérêt, lobby, etc.).

Nous pouvons aussi faire part d'une analyse des références utilisées par les groupes dans leur mémoire, soit des types de dénominations qui, par leur simple mention, sont synonymes de la reconnaissance de la présence d'acteurs influents dans le débat, présents dans huit grands secteurs qui se déclinent comme suit :

- 1) gouvernementale (36 mémoires) ;
- 2) institutionnelle (institutions publiques et parapubliques nationales, et organismes internationaux) [27 mémoires] ;
- 3) académique (25 mémoires) ;
- 4) civile (société civile organisée) (24 mémoires) ;
- 5) industrielle (22 mémoires) ;
- 6) légale (22 mémoires) ;
- 7) médiatique (21 mémoires) ;
- 8) syndicale (2 mémoires).

On remarque d'abord que certains de ces acteurs sont des figures d'autorité et que leur référence dans les mémoires de nos groupes résonne comme autant d'arguments d'autorité. Pour le spécialiste de l'argumentation en communication Philippe Breton, «la forme des arguments d'autorité est assez constante : l'opinion qu'on lui propose est acceptable par l'auditoire parce qu'une autorité la soutient et que cette autorité elle-même en est bien une pour l'auditoire»

(Breton, 2003, p.60). Dans ce cas-ci, les références à des chercheurs permettent d'accorder crédibilité et légitimité à des indicateurs quantifiant et qualifiant la teneur des risques énumérés dans les mémoires. Il s'agit alors, en lien avec Breton, «(...) d'une autorité appuyée sur un savoir ou une fonction exercée, qui donne ainsi une compétence large et une sorte de droit d'intervenir» (*ibid.*, p.61). Quant aux références issues de la société civile organisée, des témoignages ou des situations vécues par des citoyens, elles constituent ce que Breton qualifie d'autorité acquise à l'occasion (*id.*), soit une expérience qui temporairement fait gage d'autorité.

Par ailleurs, trois sources sont plus couramment sollicitées pour les trois types les plus prisés (gouvernemental, institutionnel et académique). En premier lieu, le MRNF, le MDDEP et l'Agence de protection environnementale (US-EPA) aux États-Unis en ce qui a trait aux références gouvernementales ; en second lieu, le BAPE pour les sources institutionnelles ; enfin, les études provenant de chercheurs de l'Université Cornell aux États-Unis. On peut en conclure que les groupes ont suivi à la lettre les faits et gestes du gouvernement et du BAPE tels que rapportés dans la documentation de ces deux institutions. Les deux autres sources américaines ont pu leur servir de complément ou d'avantage comparatif vis-à-vis du gouvernement et de l'industrie.

### 3.2.2 Évaluation de la situation d'après les entrevues semi-dirigées

Tel qu'évoqué précédemment, les entrevues nous ont permis de mieux cerner comment des groupes environnementaux pouvaient évaluer leurs forces et faiblesses ainsi que le positionnement d'autres types d'acteurs (voir annexe B, sect. B). Par contre, la somme d'informations recueillies n'est pas symétrique. En effet, la représentante d'Équiterre était économe et répondait de façon évasive aux questions, une tendance qui s'est manifestée de façon encore plus flagrante en ce qui a trait à la section B du questionnaire, en lien avec l'étape de l'évaluation de la situation.

Selon la représentante d'Équiterre, pour de petits groupes locaux préoccupés par l'environnement, des groupes environnementaux comme Équiterre représentent une courroie de transmission communicationnelle visant à rejoindre la population et le gouvernement. Dans le cas des gaz de schiste, des groupes locaux avaient besoin de porte-voix et Équiterre a beaucoup été interpellé à cet égard. Le groupe assume que ce rôle lui revient. Toutefois, elle a aussi admis

qu'Équiterre manquait d'expertise sur la question des gaz de schiste comparativement à d'autres groupes. Dans un tel cas de figure, le groupe cherche à se rallier aux plus savants. Équiterre a donc préféré jouer un rôle plus limité pour laisser le leadership du mouvement de contestation à d'autres groupes. Bien qu'Équiterre s'adonne toujours à un exercice d'identification introspective des forces et faiblesses de ses campagnes de mobilisation, sur le dossier des gaz de schiste d'entrée de jeu, le groupe n'en était pas à se questionner sur son potentiel d'influence vis-à-vis le gouvernement.

Selon la représentante, la force principale d'Équiterre aurait été sa réputation de porte-voix auprès des groupes environnementaux et des journalistes. Les adversaires identifiés par Équiterre pour l'enjeu des gaz de schiste étaient le gouvernement et l'industrie. Pour bon nombre de campagnes, le groupe environnemental peut suivre de très près le discours de certaines compagnies, notamment leurs communiqués, pour faire en sorte que ses propres messages y répondent point par point. L'argumentaire d'Équiterre a été modifié en cours de route en fonction de l'analyse de ses forces et faiblesses, ainsi que de celles de ses deux adversaires. Des répliques ont été élaborées et ajoutées à l'argumentaire initial du groupe sur l'enjeu des gaz de schiste. Pour Équiterre, le positionnement communicationnel du gouvernement libéral s'est révélé très défaillant, et pas plus que l'industrie le gouvernement n'a transmis d'information aux citoyens. Selon elle, c'est justement l'inaction du gouvernement qui a amplifié la ferveur des groupes environnementaux.

Au sujet des alliés potentiels, Équiterre cherche toujours à avoir des partenaires, comme par exemple la Fondation David Suzuki. Comme mentionné précédemment, des groupes citoyens en région ont aussi vu là une chance de collaborer avec Équiterre puisqu'ils étaient conscients qu'ils ne bénéficiaient pas d'une telle visibilité pour porter leurs messages dans l'espace public et qu'ils ne pourraient pas disposer des mêmes portes d'entrée au gouvernement qu'Équiterre. Aussi, des compagnies liées à l'économie verte (énergies vertes) peuvent être citées en exemple dans le cadre de messages adressés à l'industrie et ainsi servir le discours d'Équiterre.

L'organisme savait également que des groupes demandaient l'interdiction de toute activité industrielle liée aux gaz de schiste. Mais il a décidé de prendre une position plus modérée et n'a jamais trouvé pertinent de la remettre en question, malgré les désaccords de certains «alliés naturels»<sup>88</sup>.

---

<sup>88</sup> Propos tirés de l'entrevue réalisée avec une représentante d'Équiterre en date du 5 février 2013.



Quant aux discours des experts, l'organisation y accorde importance et attention. En effet, règle générale, elle ne prévoit pas de sorties publiques sans sources et arguments appuyés par des experts. Si elle ne prend pas en compte les dimensions économique, environnementale et sociale d'un enjeu, elle porte flanc aux critiques acerbes des journalistes, des économistes et autres forces en présence. L'expertise peut se trouver à l'interne comme à l'externe et dans le cas des gaz de schiste, Équiterre a sollicité les services de spécialistes à l'externe<sup>89</sup> n'étant pas nécessairement rattachés à un groupe environnemental.

La représentante d'Équiterre a jugé que les journalistes et l'opinion publique étaient partagés depuis le début dans le débat sur les gaz de schiste. Selon elle, l'arrivée de Lucien Bouchard comme porte-étendard de l'APGQ a encore plus fragmenté l'opinion publique révélée par les médias. Sur ce qu'elle désigne par le terme «échelle gauche-droite», à savoir des opinions portant les caractéristiques idéologiques de la gauche et de la droite politiques, les deux camps auraient été représentés.

Pour monsieur Fortier, porte-parole du RIGSVSL, l'évaluation du rôle du regroupement était claire, voire dramatique : «Si l'on ne défend pas notre territoire, personne ne va le faire à notre place puisque le gouvernement qui est élu pour s'en charger ne le fait pas<sup>90</sup>». À l'image d'Équiterre, le porte-parole du RIGSVSL croit en la clairvoyance de son groupe démontrée lors de ses instances, plus spécialement son assemblée générale annuelle. Les ressources du RIGSVSL reposent sur des connaissances relatives au principe de précaution<sup>91</sup>. Il mentionne également d'autres ressources et forces : la pérennité du groupe, son renforcement, la quantité de bénévoles et de sympathisants dotés d'un bon bagage professionnel, son expérience antérieure en matière de médias, puis l'indépendance financière et la liberté d'expression qui s'ensuit.

L'envers de la médaille de cette implication bénévole, cependant, pèse lourd. Le temps et le travail limités investis par les membres – tenus de gagner leur vie et de remplir leurs obligations familiales – exercent un effet cul-de-sac sur le comité de coordination. En effet, si le bénévolat a contraint l'apport des membres envers le groupe, cela a aussi amplifié la pression exercée sur les

<sup>89</sup> Dans le cadre de l'entrevue, la représentante n'a pas identifié les spécialistes sollicités et dans le mémoire d'Équiterre, il n'y a pas d'informations nous permettant de savoir quels spécialistes auraient été approchés pour des événements en lien avec la campagne communicationnelle de l'organisme.

<sup>90</sup> Citation tirée de l'entrevue réalisée avec Serge Fortier, porte-parole du RIGSVSL, le 15 février 2013.

<sup>91</sup> D'après la Loi sur le développement durable du Québec (chapitre II, art. 6), la définition du principe de précaution est la suivante : «lorsqu'il y a un risque de dommage grave ou irréversible, l'absence de certitude scientifique complète ne doit pas servir de prétexte pour remettre à plus tard l'adoption de mesures effectives visant à prévenir une dégradation de l'environnement».



sept membres du comité de coordination. Ce qui a eu des conséquences sur leurs ressources personnelles, tel le revenu annuel. Du coup, ces membres n'ont pas souhaité non plus réduire leur offre d'heures ou quitter le regroupement, sachant que l'impact sur la qualité du travail et sur la répartition de la charge de travail des membres restants aurait été énorme. En d'autres termes, ils n'ont pas voulu compromettre les avancées imputables aux efforts passés.

Dans le dossier des gaz de schiste, les adversaires ciblés par le RIGSVSL ont été le gouvernement, l'industrie, les médias, et la gendarmerie royale du Canada (GRC). Selon monsieur Fortier, le rôle du gouvernement découle de la prémisse qu'il est «élu par le peuple pour protéger le peuple et le territoire<sup>92</sup>». Sa faiblesse, c'est qu'il ne le fait pas. Le gouvernement a fait preuve d'une irresponsabilité pure et simple. Durant l'année 2004-2005, il n'a pas clarifié les règles du jeu et il n'a pas commandé ni produit d'études avant de permettre à l'industrie gazière de mener des opérations sur le territoire. En ce sens, monsieur Fortier reconnaît que l'industrie avec ses impératifs concurrentiels peut souffrir d'une telle situation de piétinement politique lié à des décisions contradictoires. Au bout du compte, les investisseurs, eux aussi, perdent confiance. Cet aspect a été signalé par le regroupement à travers les discours des médias et de l'industrie, le positionnement communicationnel du gouvernement relevant en grande partie d'une «stratégie du bouclier<sup>93</sup>». C'est-à-dire que les questions, notamment des citoyens, sur les activités industrielles et leurs impacts étaient redirigées par ricochet à l'industrie, alors que le rôle du gouvernement est d'y répondre.

Serge Fortier a cependant évoqué que le gouvernement disait vouloir enrichir le Québec en mettant de l'avant l'exploitation des gaz de schiste. Selon le regroupement, il s'agit là d'un mensonge, notamment par les faibles revenus que pouvaient générer la vente d'hectares à l'industrie comparativement aux prix imposés aux citoyens pour une même acquisition territoriale. En réponse à ce mensonge, le regroupement a remis en question l'idée même de ces «mérites financiers<sup>94</sup>» en exprimant son indignation et en activant une mobilisation se matérialisant par des interventions dans les médias et des manifestations. Toujours selon le regroupement, la force du gouvernement et de l'industrie se traduit dans l'idée «diviser pour mieux régner» : savoir profiter de la désorganisation momentanée ou chronique de groupes pour s'en servir, à leurs dépens, dans le cadre de stratégies de relations publiques. Dans la même optique, le porte-parole rapporte que l'industrie savait que le regroupement et d'autres groupes

<sup>92</sup> Citation tirée de l'entrevue réalisée avec Serge Fortier, porte-parole du RIGSVSL, le 15 février 2013.

<sup>93</sup> *Id.*

<sup>94</sup> *Id.*

citoyens se mobilisaient sur une base bénévole. L'industrie a donc pu fatiguer le mouvement par divers moyens, et profité des moments, sans préciser lesquels, où il ne pouvait réagir par manque de ressources, par exemple.

Par ailleurs, le porte-parole du RIGSVSL rappelle que dans le cadre de ses fonctions de porte-parole de l'APGQ, Lucien Bouchard était payé par l'industrie pour faire son travail de représentation lobbyiste. L'industrie disposait donc de ressources importantes pour développer une «campagne de séduction<sup>95</sup>» auprès du public tout en cachant son manque de contrôle sur certaines pratiques liées à l'exploration des gaz de schiste ayant causé des dommages au Québec.

De plus, l'industrie peut compter sur des grands médias pour relayer ses messages. Or, en dépit de ce support, poursuit Fortier, elle a de la difficulté à convaincre et à rassurer les citoyens une fois que des groupes citoyens se sont formés et mobilisés pour faire en sorte que le lobby industriel ne soit plus le seul à influencer le gouvernement. Il perçoit des médias de masse comme des adversaires dans la mesure où ils sont à la recherche de scoops et que par conséquent, ils favorisent ou dévaluent certaines informations. Selon Serge Fortier, l'information que les groupes citoyens jugeaient importante «ne passait pas en onde et c'était les adversaires qui avaient toute la place<sup>96</sup>». Les médias de masse soutenaient le lobby industriel, certains journalistes – et l'industrie, à travers les médias – ont étiqueté le mouvement citoyen comme «anti-capitaliste», un attribut qui ne reflète pas le regroupement. À cet effet, Fortier rappelle que son organisme soutient plus exactement une forme de développement alternatif, et dans le cas des gaz de schiste, la nationalisation. Par ailleurs, des journalistes et des membres de l'industrie ont aussi voulu «faire passer le regroupement et d'autres groupes citoyens pour des émotifs<sup>97</sup>», alors même que le RIGSVSL estime que ses arguments étaient très rationnels et scientifiquement démontrés.

Le dernier opposant mentionné par le porte-parole est la GRC. En croyant que le regroupement et des groupes citoyens pouvaient se radicaliser comme certains groupes similaires aux États-Unis, la GRC aurait mené une enquête sur le RIGSVSL. Serge Fortier explique que le regroupement a toujours été un organisme pacifique, comme le démontrent sa charte et ses statuts et règlements. «Si des activistes voulaient joindre notre mouvement, ils nous trouveraient pas mal pépères<sup>98</sup>», a-t-il ajouté. D'après lui, cette démarche de la GRC a permis à des journalistes de

<sup>95</sup> Le positionnement communicationnel de l'industrie, selon le regroupement, repose sur un objectif de séduction.

<sup>96</sup> Citation tirée de l'entrevue réalisée avec Serge Fortier, porte-parole du RIGSVSL, le 15 février 2013.

<sup>97</sup> *Id.*

<sup>98</sup> *Id.*

miner la crédibilité du mouvement en mettant pendant plusieurs jours, voire plusieurs semaines, l'emphasis sur les soupçons de l'autorité policière à son endroit. Bref, les thèmes de l'anti-capitalisme, de l'émotivité et de l'enquête policière ont surgi dans l'espace médiatique et le RIGSVSL a choisi de répondre à ces interventions<sup>99</sup>.

En ce qui a trait à ses alliés, le RIGSVSL peut compter sur des groupes de citoyens dits de l'Ouest et de l'Est. Ceux-ci se sont déplacés pour assister aux manifestations organisées. Que les initiatives proviennent de l'Est ou de l'Ouest, les groupes de citoyens ont pu bénéficier d'un climat où régnaient la solidarité citoyenne et la force du nombre. L'Association québécoise de lutte contre la pollution atmosphérique (AQLPA), dont André Bélisle est la figure de proue, a aussi agi comme allié par son appui financier, et financé un transport par autobus pour permettre aux citoyens de l'Est d'aller rejoindre les manifestants de la Montérégie et vice-versa. Le RIGSVSL a aussi compté sur le groupe Maîtres chez nous 21e siècle (MCN21), dont le plan d'action pour le Québec contenait ce que Serge Fortier a qualifié de «solutions énergétiques», un travail ayant nourri le discours du RIGSVSL. Certains journalistes ont aussi été considérés comme des alliés. Malgré les contraintes inhérentes à leurs médias en recherche de scoops, ils ont tout de même été réceptifs au discours du RIGSVSL et ont rapporté des positions critiques à l'endroit du gouvernement et de l'industrie. Le porte-parole du regroupement a cependant remarqué une plus grande collaboration de la part des médias régionaux tels que les hebdomadaires régionaux pour la diffusion de leurs messages. Enfin, les informations diffusées sur le dossier des gaz de schiste aussi bien par la presse nationale que la presse internationale et donnant lieu à des revues de presse, a été bénéfique pour le RIGSVSL et d'autres groupes citoyens tout au long du conflit. Par ce biais, le regroupement a pu acquérir des connaissances quant à l'historique de l'instauration de la fracturation hydraulique aux États-Unis et ainsi enrichir son discours en dénonçant les dangers de la pratique et les conflits d'intérêts ayant permis son adoption légale. Nous y reviendrons plus tard.

Si les sources recueillies dans les mémoires ne nous ont pas permis de distinguer clairement les acteurs que les groupes environnementaux avaient classé comme adversaires<sup>100</sup> ou alliés (ainsi qu'une évaluation de leurs positionnements), les entrevues réalisées auprès de représentants d'Équiterre et du RIGSVSL ont offert plus de possibilités. Cette étude de cas nous permet de

<sup>99</sup> Nous avons pu vérifier ces informations en effectuant une revue de presse et en recueillant le témoignage du porte-parole du Réseau québécois des groupes écologistes (RQGE) concernant les événements entourant les enquêtes de la GRC.

<sup>100</sup> Les groupes ont cependant identifié des responsables en lien avec le *diagnostic framing*. Ceux-ci peuvent être considérés comme des acteurs articulant des discours antagonistes.

constater que les groupes sont sensibles aux divers discours offrant des positions similaires ou différentes des leurs. Cette évaluation ne se fait pas uniquement et totalement avant l'élaboration du cadrage communicationnel des groupes et de leurs choix tactiques. L'interaction entre les divers acteurs impliqués est continuelle et pousse les groupes à réévaluer la situation à tout moment une fois que l'enjeu est partie prenante du débat public. Notre étude de cas montre que les groupes ont choisi de modifier ou non leurs positions en fonction de celles de leurs alliés ou opposants, mais les deux groupes ont tendance à répondre aux invectives des journalistes. En ce sens, les groupes semblent s'accorder une moins grande latitude en matière de stratégies médiatiques de masse.

### 3.3 Cadrage : problèmes, solutions et appels à l'action

Tel que mentionné au chapitre précédent, nous avons analysé la façon dont les groupes environnementaux à l'étude ont interprété le thème de l'exploration et de l'exploitation des gaz de schiste au Québec (voir tabl. 2.2, 2.3 et 2.4). Dans le cas de l'analyse textuelle des mémoires, il s'agit bien entendu d'un premier exercice de cadrage. Les entrevues semi-dirigées nous ont permis d'établir que l'étape de l'évaluation de la situation pouvait se répéter plusieurs fois. Le même scénario se produit en ce qui a trait au cadrage : la détermination de problèmes peut prendre de nouvelles formes, en rupture ou non avec les éléments de cadrages antérieurs. Puisque la situation évolue – les élections provinciales de septembre 2012 ont permis un changement de gouvernement –, les groupes environnementaux se sont repositionnés en fonction de nouveaux événements, de nouvelles décisions. Or, le corpus étudié ne permet pas de témoigner de la nature de ces mutations puisque la période couverte par l'étude précède l'élection d'un gouvernement péquiste.



### 3.3.1 Diagnostic framing

Ce premier type de cadre regroupe les problèmes (causes et conséquences) et les responsables de ces problèmes liés à l'exploration et l'exploitation des gaz de schiste tels qu'identifiés par les groupes environnementaux à l'étude.

#### Alinéa 1 : Analyse textuelle des mémoires

Le tableau 2.2 présente les données propres à l'analyse du *diagnostic framing*. Le tableau 3.1 expose les causes les plus récurrentes soulevées par les quarante-huit groupes environnementaux dans leurs mémoires déposés au BAPE dans le cadre du *diagnostic framing*. Par «cause», nous ne faisons pas référence à une cause portée ou défendue par un groupe. En ce sens, nous prenons pour acquis que la cause défendue par l'ensemble des groupes étudiés de façon générale est la protection de l'environnement. Or, dans le cas plus précis de notre analyse, les causes identifiées doivent être comprises comme des éléments du premier type de cadrage (*diagnostic framing*), soit des sources de problèmes liées à l'exploration et l'exploitation des gaz de schiste. Pour les groupes, ce projet entraîne effectivement des problèmes liés à différents enjeux, comme le soulignent nos catégories (ex. les activités de l'industrie ou encore l'aménagement du territoire). Par exemple, la quantité d'eau utilisée (cause) peut entraîner des conflits d'usage et le dépassement des capacités de traitement des eaux des infrastructures municipales (conséquences).



Tableau 3.2

Causes les plus récurrentes soulevées par les groupes environnementaux étudiés dans le cadre du *diagnostic framing*

<b>Activités de l'industrie</b>		
Quantité importante d'eau utilisée (et souillée)	33/46	72%
Fracturation hydraulique et forage	28/46	61%
Utilisation de produits chimiques	27/46	59%
Existence de résidus ou de bassins d'eau contaminée insuffisamment protégés	26/46	57%
Importante circulation de camions lourds et de machinerie lourde	24/46	52%
<b>Démocratie</b>		
Déficit d'information de la part du gouvernement et de l'industrie	30/46	65%
<b>Politiques énergétiques</b>		
Certains risques sont sous-évalués	27/46	59%
<b>Législations</b>		
La Loi sur les mines est inappropriée, injuste, ou archaïque	24/46	52%

Huit causes ont été identifiées dans plus de la moitié des mémoires<sup>101</sup>. Nous avons rassemblé ces énoncés sous quatre catégories. La première concerne les causes liées aux activités de l'industrie. À cet égard, trente-trois mémoires ont souligné la quantité importante d'eau utilisée par l'industrie gazière pour ses opérations d'exploration et d'exploitation<sup>102</sup>. Dans vingt-huit mémoires, les groupes ont jugé que la fracturation hydraulique et le forage étaient problématiques, notamment parce que ces opérations peuvent provoquer des glissements de terrain ou des séismes (voir tableau 3.3). Ces groupes y ont inclus le «creusage de puits» sur terre comme en milieu fluvial et ont souvent fait mention des difficultés rencontrées avec les techniques connues lors de ces activités. Vingt-sept mémoires ont ciblé la quantité importante de produits chimiques utilisés et/ou entreposés, par exemple, les solvants. Ces groupes ont évoqué la concentration non-négligeable de produits chimiques dans l'eau et souvent précisé que les entreprises gazières gardaient leurs recettes secrètes. C'est-à-dire que l'information quant à la nature des substances, leur nombre et les quantités utilisées (avant de se retrouver dans l'eau) n'a pas été rendue publique. Vingt-six mémoires ont fait part de l'existence de résidus ou de bassins d'eau contaminée insuffisamment protégés sur les sites où se trouvent des puits. Relevée dans

<sup>101</sup> La mention d'une cause à l'intérieur de 23 mémoires sur un total de 46 (23/46) équivaut à une proportion de 50%.

<sup>102</sup> Sous le thème de l'exploration et de l'exploitation des gaz de schiste, les causes de problèmes sous-jacents sont liées aux conséquences, deuxième composante du *diagnostic framing* (voir tableau 3.3). Nous n'établissons pas de corrélations directes entre les causes et les conséquences puisque l'objectif est de faire part des énoncés de cadrage les plus récurrents.

vingt-quatre mémoires, la dernière source de problème relative aux activités de l'industrie vise l'importante circulation de camions lourds et de machinerie lourde via le réseau routier public ou sur les sites d'exploration et d'exploitation. Notons que l'eau s'avère être au cœur des préoccupations des groupes lorsque les activités de l'industrie sont en jeu. Ce qui coïncide avec le fait que l'utilisation de l'eau et des cours d'eau représente le troisième thème le plus populaire à l'agenda des groupes environnementaux étudiés, après la protection et la conservation de l'environnement (où l'eau est un facteur sous-jacent) et le développement durable.

La deuxième catégorie porte sur la démocratie et la cause apparaissant le plus souvent à cet égard dans les mémoires analysés est le déficit d'information offerte par le gouvernement et l'industrie. En effet, dans trente mémoires, les groupes ont estimé que le peu d'information disponible aux citoyens et aux experts ne provenait que des compagnies minières et gazières directement. La partialité de l'information était alors mise en cause. Ces groupes ont reproché au gouvernement de ne pas avoir diffusé de définition claire de la phase d'exploration et d'avoir manqué de transparence quant à la nature et l'octroi des permis. Le tout dans un contexte où le gouvernement aurait pris des décisions avec empressement avant de procéder à une période d'information.

Une autre catégorie renvoie aux politiques énergétiques. Vingt-sept mémoires ont pointé la sous-estimation ou la sous-évaluation de certains risques, notamment les impacts cumulatifs de la fracturation hydraulique à moyen et long terme. Des attentes supérieures étaient dirigées dans une plus large mesure vers le gouvernement, mais aussi vers l'industrie. Dans la même veine, ces groupes ont aussi rapporté l'exemple de l'absence d'analyse complète du cycle de vie de la filière des gaz de schiste, qui aurait permis de déterminer les risques potentiels d'émissions fugitives de méthane et d'autres gaz à effet de serre. Les groupes ont souvent attribué cette lacune à un manque de connaissances des instances gouvernementales. Ce qui rappelle la cause précédente, soit le déficit informationnel, dans la mesure où les ministères n'ont pas su produire les études jugées nécessaires au fonctionnement des audiences du BAPE et à la prise de décision.

Enfin, en matière de législations, dans vingt-quatre mémoires, les groupes ont jugé que la Loi sur les mines était problématique dans le cadre de l'exploration et l'exploitation des gaz de schiste. La loi serait inappropriée, injuste ou archaïque pour plusieurs raisons. À cause d'elle, des permis peuvent être accordés malgré une documentation déficiente ou inexistante, les redevances perçues par le gouvernement sont minimales, les incitatifs fiscaux aux entreprises trop généreux ou encore, les normes de garantie de remise en état des lieux sont trop peu contraignantes.

En ce qui a trait aux conséquences de l'exploration et de l'exploitation des gaz de schiste repérées à travers l'analyse des mémoires des groupes, nous comptons cinq catégories prépondérantes : l'environnement, la santé publique, l'aménagement du territoire, les infrastructures et zones publiques et la démocratie (voir tabl. 3.3).

**Tableau 3.3**

Conséquences les plus récurrentes liées à l'exploration et l'exploitation des gaz de schiste soulevées par les groupes environnementaux étudiés dans le cadre du *diagnostic framing*

<b>Environnement</b>		
Contamination de l'eau, des sols et de l'air	43/46	93%
Bouleversement des écosystèmes	30/46	65%
Augmentation de l'effet de serre et du réchauffement climatique	27/46	59%
<b>Santé publique</b>		
Impacts néfastes sur la santé des citoyens	34/46	74%
<b>Aménagement du territoire</b>		
Rupture de plusieurs dynamiques territoriales	29/46	60%
<b>Infrastructures et zones publiques</b>		
Conflits d'usage quant à l'approvisionnement en eau	26/46	57%
<b>Démocratie</b>		
Déficit de confiance des citoyens envers le gouvernement et l'industrie gazière	25/46	54%

En ce qui a trait à l'environnement, trois conséquences majeures ressortent des mémoires. D'abord, quarante-trois mémoires sur quarante-six font état de la contamination directe ou indirecte de l'eau, des sols et de l'air (pollution atmosphérique). Cette conséquence s'incarne dans la migration du méthane, suite à la fracturation hydraulique, vers une nappe phréatique. Il peut aussi s'agir de la modification de la composition des sols due à une compaction<sup>103</sup>, ou encore une division des lots, des glissements de terrain, etc. Dans le même ordre d'idées, trente mémoires ont signifié une préoccupation quant au bouleversement des écosystèmes. Il est ici question de pertes pour la biodiversité, entre autres, à l'intérieur des aires protégées. La faune sauvage et d'élevage ainsi que la flore pourraient être affectées, d'autant plus que certaines espèces sont déjà fragilisées. La diminution des pollinisateurs serait une probabilité parmi tant d'autres. Par ailleurs, vingt-sept mémoires ont projeté une augmentation de l'effet de serre et du réchauffement climatique, ce qui compromet l'atteinte des objectifs gouvernementaux visant la

<sup>103</sup> Une augmentation de la densité des sols suite à une compression sous-tend ce phénomène physique.

réduction des émissions de GES. En lien avec ces trois premières conséquences relatives à l'environnement, il a fréquemment été mentionné que les dommages environnementaux pourraient être irréversibles.

Du côté de la santé publique, trente-quatre mémoires sur quarante-six ont relaté que des impacts néfastes pourraient être produits sur la santé des citoyens. Les causes de maladies et de stress les plus souvent évoquées dans ces mémoires sont les contaminants dans l'eau et dans l'air, la poussière, et le bruit.

Une troisième catégorie, l'aménagement du territoire, chapeaute une conséquence soulevée dans vingt-neuf mémoires : la rupture de plusieurs dynamiques territoriales remettant en question les valeurs et gestes quotidiens des citoyens qui s'inscrivent dans ces dynamiques. Quatre types ont été ciblés par les groupes environnementaux. Les dynamiques agricoles seraient affectées par des limitations quant à la circulation des producteurs sur leurs terres. Les ruptures de dynamiques territoriales ainsi créées viseraient aussi bien les pratiques que les rendements. Les dynamiques résidentielles seraient relatives aux risques d'expropriation et d'envahissement de propriétés privées. Les dynamiques culturelles incluraient les aspects patrimoniaux et récréo-touristiques. Enfin, les dynamiques de conservation renverraient à une question d'acquisition privée de lots pour fin de conservation à perpétuité, de création et de préservation de corridors verts et d'aires protégées, etc. Au final, les risques relatifs à ces quatre dynamiques impliqueraient la transformation et la dilapidation des terres, des milieux aquatiques et des paysages.

Vingt-six mémoires ont abordé la question des infrastructures et zones publiques en visant une même conséquence. Il s'agit de problèmes en termes de sources d'approvisionnement en eau et de conflits d'usage, particulièrement en zones agricoles ou au sein des régions ayant fait l'objet de pénuries d'eau.

Une dernière catégorie renvoie à l'exercice de la démocratie. Vingt-cinq mémoires ont annoncé l'existence d'un déficit de confiance des citoyens envers le gouvernement et l'industrie gazière.

Il est possible de procéder à ce type de cadrage sans pointer de coupables en particulier. Or, dans ce cas-ci, les groupes environnementaux à l'étude ont choisi de le faire. La mise en relation devait être claire et explicite. Nous avons distingué un responsable principal en lien avec les problèmes contenus dans les mémoires : vingt-neuf d'entre eux ont cité les autorités gouvernementales, le gouvernement du Québec étant nommé dans la plupart des cas. Le MRNF



et le MDDEP ainsi que leurs ministres respectifs ont également été réprimandés par plus d'un groupe. Le deuxième acteur à qui l'on a attribué des responsabilités est l'industrie gazière, mais dans quatorze mémoires seulement.

## Alinéa 2 : Entrevues semi-dirigées

Compte tenu des réponses obtenues (voir annexe B, sect. C ; *diagnostic framing*), les propos des représentants d'Équiterre et du RIGSVSL viennent confirmer les tendances exposées aux tableaux 3.1 et 3.2. Selon la représentante d'Équiterre, le problème majeur en ce qui a trait à l'exploration et à l'exploitation des gaz de schiste est le manque de communication de la part du gouvernement. C'est ce qui aurait causé une grogne populaire et un engouement pour le dossier autant chez les groupes organisés que chez les citoyens. Ainsi, le gouvernement est devenu le principal responsable des problèmes identifiés sur un enjeu de nature sécuritaire. Avec les technologies utilisées par l'industrie, les risques d'accidents et de dommages s'annonçaient trop grands. Les avancées scientifiques n'étaient pas suffisantes pour que la conjoncture puisse être favorable à l'exploitation des gaz de schiste. Ce *diagnostic framing* devait être communiqué à la population du Québec et au gouvernement. Équiterre n'a pas décelé de réticence chez les citoyens face à ce cadrage, mais le groupe a estimé que des journalistes étaient ou allaient être en désaccord. Sans changer sa position en tant que tel, Équiterre a adapté ses arguments en fonction des journalistes avec qui son responsable des interventions publiques, Steven Guilbault, avait à communiquer. Si le groupe savait qu'un journaliste adhérerait à des idées très à droite, le porte-parole devait défendre les positions d'Équiterre à l'aide d'arguments économiques.

Le porte-parole du RIGSVSL a lui aussi soulevé des problèmes que l'on retrouve évoqué de façon récurrente dans les mémoires analysés. Citons, par exemple, les risques d'impacts économiques dommageables pour le secteur du tourisme, le secteur récréatif et le secteur agro-alimentaire, les risques pour la santé des citoyens, pour l'environnement, ainsi que le risque de baisse des valeurs foncières accompagné de pertes de couverture d'assurance habitation. Selon monsieur Fortier, le gouvernement aurait admis ignorer les pratiques de l'industrie des gaz de schiste sur le territoire et leurs impacts, mais il aurait tout de même laissé carte blanche aux entreprises minières et gazières. Dans le même ordre d'idées, le gouvernement n'aurait pas diffusé d'information sur les gaz de schiste aux citoyens, n'aurait pas commandé d'étude d'impacts avant de permettre la tenue d'activités industrielles et n'aurait pas organisé de



consultation publique au préalable. D'où cette maxime : «Le meilleur moyen de contrôler un peuple, c'est de le maintenir dans l'ignorance. On lobotomise les citoyens avec de la désinformation. Avec son rythme infernal de survie pour payer les comptes, le citoyen ne se rend pas compte de ce qui se joue au-dessus de sa tête<sup>104</sup>».

Bien que peu de groupes de citoyens mobilisés autour de la question des gaz de schiste fassent partie de notre échantillon, nos deux entrevues nous ont permis de cerner une profonde indignation chez ces groupes. Pour reprendre les mots de Serge Fortier : «On était indigné de voir la manière avec laquelle le gouvernement avait laissé l'industrie entrer sur nos terres. Il faut se mêler de nos affaires parce que nos affaires n'étaient pas prises en considération par le gouvernement<sup>105</sup>». Cette déception partagée était également accompagnée d'un scepticisme, se traduisant par une perte de confiance de la part des citoyens mobilisés.

Monsieur Fortier évoque deux exemples de manquements ayant alimenté ce scepticisme. Premièrement, un problème éthique rencontré aux États-Unis concerne l'exemption de la pratique de la fracturation hydraulique du «Clean Water Act» de manière à la rendre recevable au pays, puis exportable. Cette exemption aurait été accordée grâce à des conflits d'intérêts d'actionnaires de la compagnie à l'origine de cette innovation technique, en concomitance avec le poste d'élu politique. Deuxièmement, les relations de connivence entre le gouvernement et l'industrie au Québec ont également été décriées<sup>106</sup> et accusées de freiner certaines initiatives alternatives en matière d'énergie.

Le RIGSVSL soutient que le gouvernement ne possède pas de stratégie énergétique globale et que les énergies sont plutôt traitées en silo. Nous notons que devant ce constat d'abdication des représentants politiques, les citoyens se sont mobilisés, ils ont voulu récupérer une partie des responsabilités qu'ils avaient confiées à l'État. Nous y voyons les conditions d'existence du lobbyisme indirect pratiqué par la société civile organisée, en lien avec la méfiance et la défiance propres à la contre-démocratie de Rosanvallon (voir part.1.1). C'est d'ailleurs à travers cette autonomisation que les citoyens ont tâché de trouver eux-mêmes des sources d'information et

<sup>104</sup> Citation tirée de l'entrevue réalisée avec Serge Fortier, porte-parole du RIGSVSL, le 15 février 2013.

<sup>105</sup> *Id.*

<sup>106</sup> Onze mémoires ont explicitement mis en lumière un déficit d'intégrité. Il a été question d'une proximité des membres du gouvernement libéral ou d'anciens membres du parti avec l'industrie gazière s'exerçant par le passage d'un poste politique ou d'un poste d'expert au sein du MDDEP à un poste corporatif dans l'industrie, et inversement. Aussi, certains permis auraient été accordés en cachette. De cette façon, des groupes ont expliqué une contradiction entre les décisions prises et le cadre des politiques gouvernementales déjà existantes.

qu'ils ont pris connaissance des tractations ayant eu lieu aux États-Unis. En effet, le RIGSVSL a jugé que cette volonté de participation politique a rencontré des obstacles, ce qui constitue un problème compris dans leur cadrage et dans celui d'une majorité de groupes étudiés (voir tabl. 3.3). Le porte-parole cite un exemple patent de cette restriction : l'exclusion des groupes citoyens du comité décisionnel du BAPE. «Le gouvernement libéral a placé ses pions», ajoute-t-il. De plus, les quatre mois consacrés aux mandats du BAPE ont été jugés insuffisants pour permettre la tenue d'audiences publiques substantielles. Comme pour Équiterre, le RIGSVSL avait l'intention de faire part de ce type de cadrage à l'ensemble des citoyens du Québec et au gouvernement. Cependant, contrairement à Équiterre, le porte-parole du regroupement évalue que ce *diagnostic framing* ne faisait pas consensus auprès des citoyens. Plus encore, il soutient que le discours des groupes écologistes a la mauvaise réputation de «tout barrer» d'un point de vue économique. Selon lui, il importe de ne pas confondre le RIGSVSL et les groupes écologistes : «Nous sommes des citoyens qui revendiquent des droits», explique-t-il. Le regroupement a bien tenté de différencier en ce sens les deux types d'organisations, mais constate que ses membres «passent encore pour des chialeux<sup>107</sup>». Enfin, Serge Fortier constate qu'«il n'y a pas d'acceptabilité sociale dans les municipalités où l'industrie s'était installée<sup>108</sup>». Comme pour Équiterre et la grande majorité de nos quarante-huit groupes, le RIGSVSL a blâmé le gouvernement. Il a également considéré l'industrie comme étant responsable des problèmes appréhendés, notamment à cause de son comportement cavalier sur le terrain. Par ailleurs, le porte-parole a spécifié que durant les séances d'information organisées par l'industrie à Bécancour, Saint-Édouard et Saint-Hyacinthe, les représentants de cette dernière n'ont pas réussi à rassurer les citoyens et ont plutôt «mis le feu aux poudres<sup>109</sup>». C'est ce qui explique peut-être qu'après chacune des séances, les groupes citoyens aient reçu plusieurs demandes d'inscription de nouveaux membres.

### 3.3.2 Prognostic framing

Ce second type de cadrage a été analysé à l'aide de la méthode présentée dans le tableau 2.3 dans le cas de l'analyse textuelle des mémoires et pour ce qui est des entrevues semi-dirigées, les dix questions de la section C de l'annexe B (sous *prognostic framing*) nous ont permis de remplir

<sup>107</sup> Citation tirée de l'entrevue réalisée avec Serge Fortier, porte-parole du RIGSVSL, le 15 février 2013.

<sup>108</sup> *Id.*

<sup>109</sup> *Id.*

notre objectif. Nous rappelons qu'après avoir reconnu certains problèmes dans le cadre du *diagnostic framing*, ce cadrage complémentaire vise à proposer des solutions.

#### Alinéa 1 : Analyse textuelle des mémoires

Les sept solutions relatives à l'exploration et l'exploitation des gaz de schiste au Québec les plus couramment proposées par les groupes dans leurs mémoires ont été classées sous quatre catégories : les politiques énergétiques, la démocratie, les législations et l'aménagement du territoire (voir tabl. 3.4).

**Tableau 3.4**

Occurrences les plus significatives, dans le contexte de l'exploration et de l'exploitation des gaz de schiste au Québec, quant aux solutions proposées par les groupes environnementaux étudiés dans le cadre du *prognostic framing*

<b>Politiques énergétiques</b>		
Évaluation environnementale stratégique sur la question des gaz de schiste au Québec	38/46	83%
Moratoire immédiat sur toute activité d'exploration et d'exploitation des gaz de schiste	29/46	63%
Stratégie éco-énergétique afin de prioriser les "énergies alternatives"	26/46	57%
<b>Démocratie</b>		
Renforcement de la démocratie participative et représentative	31/46	67%
Transparence totale de la part du gouvernement	27/46	59%
<b>Législations</b>		
Réglementation claire et stricte quant aux activités gazières	26/46	57%
<b>Aménagement du territoire</b>		
Protection complète des ressources naturelles vulnérables	27/46	59%

En matière de politiques énergétiques, une proposition se démarque des autres de par sa récurrence (83%), soit la nécessité de la réalisation d'une évaluation environnementale stratégique (ÉES) sur la question des gaz de schiste au Québec. Les groupes y ont ajouté différentes variantes ou spécificités telles que la tenue d'une évaluation pour chaque site, l'inclusion de la section fluviale du Saint-Laurent, l'inclusion d'une analyse des produits

chimiques contenus dans l'eau de fracturation, l'évaluation des impacts cumulatifs<sup>110</sup>, l'évaluation du potentiel gazier du Québec, l'évaluation du potentiel de substitution des carburants fossiles dans la chauffe ainsi que le contrôle et le suivi scientifique indépendant des impacts. Il est d'usage de mettre un document comportant une telle évaluation à la disposition des participants avant le début des audiences publiques au BAPE<sup>111</sup>. Dans ce cas-ci, aucune ÉES n'avait été produite. Dans la même catégorie, 63% des mémoires réclament un moratoire immédiat sur toute activité d'exploration et d'exploitation des gaz de schiste, parfois nonobstant les permis d'exploration déjà accordés aux compagnies gazières. Nous mettons en corrélation cette proposition et la précédente puisque beaucoup de groupes ont exigé un moratoire en raison de l'absence d'études nécessaires à la délibération sur la question. La dernière proposition la plus abondamment retrouvée dans les mémoires concerne une potentielle stratégie éco-énergétique priorisant les énergies dites alternatives. Pour plusieurs groupes, la stratégie actuelle devait être modifiée alors que d'autres groupes ont suggéré qu'aucune stratégie n'était en place et que le gouvernement devait en mettre une sur pied. Le contenu de cette stratégie, quoique variant souvent d'un groupe à l'autre, nous est apparu homogène sur le plan des principes. Tous les groupes ont dit désirer une stratégie à long terme pour sortir le Québec de ce qu'ils désignent par le terme «énergies sales» dans l'optique de faire du Québec un leader de l'alternative énergétique. Pour ce faire, des groupes ont pensé que les objectifs devaient être de garantir l'autarcie électrique et réduire la dépendance et la vulnérabilité du Québec envers les formes d'énergies importées. Ils ont aussi suggéré de diversifier le portefeuille énergétique du Québec en appliquant des plans de transition et de substitution ; de favoriser l'exportation d'énergies propres et renouvelables ou de créer un échéancier de réduction des GES ambitieux et contraignant. Enfin, quelques groupes ont prôné la nationalisation de plusieurs ressources naturelles dont certains gaz.

Concernant la démocratie, 67% des mémoires ont proposé des mécanismes de renforcement de la démocratie participative et représentative à l'échelle des municipalités et de la province. La faiblesse du débat public ayant eu lieu jusqu'alors était un constat sous-jacent à cette proposition. La plupart des trente et un mémoires ayant appuyé cette solution ont mis l'accent sur l'importance d'impliquer les populations locales dans la discussion et la délibération avant toute prise de décision gouvernementale. Les positions et l'appui des populations locales se sont avérés

<sup>110</sup> L'accent a été mis sur le caractère cumulatif des impacts dans la plupart des cas, qu'il s'agisse d'impacts sociaux (ex. santé publique, sécurité, préservation du patrimoine), environnementaux (ex. boisés, milieux humides, sources d'eau) ou économiques.

<sup>111</sup> Des groupes ont proposé qu'une ÉES semblable à celle qui a été présentée au BAPE pour les projets gaziers dans l'estuaire du golfe Saint-Laurent soit rédigée.



incontournables. Ceci dit, peu de groupes ont proposé la création de nouvelles instances à cet effet. Aussi, vingt-sept mémoires ont réclamé une transparence totale de la part du gouvernement et de ses ministères. Les groupes entendaient par là non seulement des consultations publiques bien documentées, mais parfois des audiences publiques complètes pour chaque site d'exploration et d'exploitation proposé. Il s'agissait également de communications personnalisées aux propriétaires terriens, d'information sur l'énergie et l'environnement aux consommateurs pour chaque source d'énergie offerte ou de la diffusion des résultats d'analyse des puits.

En ce qui a trait aux législations, 57% des mémoires souhaitent l'établissement d'une réglementation claire et stricte pour les activités gazières allant de l'octroi des permis au suivi de la fermeture des sites avec garanties, en passant par l'encadrement des étapes de forage, la classification et la gestion des résidus, etc. Plus spécifiquement, des groupes ont proposé d'inclure le droit de refuser des permis de forage et des baux d'exploitation au nom de l'intérêt public ; de prévoir également des normes sur la qualité de la cimentation pour prévenir la migration de fluides, un plan de tarifs de redevances, ou l'échantillonnage obligatoire avant, pendant et après l'exploration et l'exploitation. Le but de toutes ces mesures étant essentiellement de garantir qu'il ne pourrait y avoir de dommage grave ou irréversible à l'environnement, aux populations et à l'économie.

Relativement à la dernière catégorie, l'aménagement du territoire, 59% des mémoires ont mentionné qu'il fallait assurer une protection complète de la nature. Ceci fait référence à l'un des seize principes de la Loi sur le développement durable (L.R.Q., chapitre D-8.1.1) : le principe de préservation de la biodiversité. Selon plusieurs groupes, ce principe devrait prévaloir lors de l'octroi des permis et l'autorisation de nouvelles activités minières. Comme lieux à préserver, ils ont indiqué les nappes phréatiques, les milieux humides, les zones inondables, des boisés, les aires protégées, ou tout territoire public ou privé voué à la conservation de la biodiversité faunique ou floristique. Il a été question de soustraire ces lieux aux activités de l'industrie du gaz de schiste afin de respecter l'objectif gouvernemental de protection de 12% du territoire québécois, de permettre le développement durable, ainsi que le maintien de la biodiversité et ses processus naturels (fonctions écologiques).

Tel qu'annoncé au chapitre II, nous avons collecté les analogies établies dans les mémoires quant aux problèmes et aux solutions interprétées dans des contextes géographique et/ou historique différents, mais connexes. Étant donné que la majorité des mémoires n'a pas affiché



une récurrence de tels énoncés, mais que notre démarche revêt tout de même un caractère exploratoire, nous avons consigné les résultats obtenus sous forme de tableau dans l'annexe C.

#### Alinéa 2 : Entrevues semi-dirigées

Équiterre faisant partie de l'échantillon utilisé pour l'analyse textuelle, nous nous contentons ici de souligner que le groupe était en faveur d'un moratoire et d'une ÉES. À cet égard, l'entrevue avec Équiterre nous permet d'ajouter aux informations contenues dans son mémoire des données relatives aux diverses positions de certains citoyens. À cet effet, des citoyens et groupes de citoyens refusaient le principe même de l'exploitation des gaz de schiste au Québec, une position considérée comme «extrême» par Équiterre. Certaines frictions sur l'utilisation et l'emploi du terme «moratoire» ont aussi été vécues entre des groupes citoyens et Équiterre. Ceci dit, le groupe a tout de même maintenu ses deux propositions de solution : un moratoire et une ÉES. Par ailleurs, la stratégie d'Équiterre pour persuader une pluralité de journalistes de la légitimité de son *diagnostic framing* a été également appliquée à la transmission du *prognostic framing* aux citoyens. C'est-à-dire que le groupe a voulu démontrer une versatilité argumentaire en fonction des préférences des publics-cible (population et gouvernement) afin d'assurer une réceptivité, une ouverture au dialogue. Il a agi de même pour convaincre les experts. Selon la représentante d'Équiterre, l'objectif de Steven Guilbault était de «rencontrer le plus de gens possible pour tenter de persuader et de changer les pratiques afin qu'elles tendent vers l'agenda d'Équiterre<sup>112</sup>».

Le RIGSVSL était lui aussi en faveur d'un moratoire et d'une ÉES. Il proposait également que le gouvernement ait des initiatives en matière de démocratie participative et qu'il y ait instauration d'une économie verte dans la mesure où cette option n'a pas été choisie et appliquée par l'État. De plus, le regroupement a encouragé des solutions exposées dans une moins grande proportion des mémoires, soit la tenue d'audiences génériques au BAPE<sup>113</sup> et l'application du principe de précaution (Loi sur le développement durable). Il s'agissait en soi de créer ce que Serge Fortier a appelé un «lobby-contraire» ou un mouvement de pression citoyen contre le gouvernement et le lobby financier et industriel. Comme quoi le regroupement de comités

<sup>112</sup> Propos tirés de l'entrevue réalisée avec une représentante d'Équiterre en date du 5 février 2013.

<sup>113</sup> Ce qui signifie que le mandat soit élargi et qu'il permette une remise en question de la pertinence même de l'exploration et de l'exploitation des gaz de schiste tout en incluant l'ensemble des régions et des citoyens.

citoyens avait conscience que le lobbyisme indirect est une façon, voire la meilleure façon, de contrecarrer les activités de lobbyisme direct d'un groupe d'intérêts jugé opposé.

### 3.3.3 Motivational framing

Afin d'analyser les choix des groupes environnementaux relatifs à cette dernière forme de cadrage, nous avons employé la grille d'analyse présentée dans le tableau 2.4 pour les mémoires et nous avons dédié la dernière partie de la section B du questionnaire à cet effet pour les entrevues. Nous rappelons que le *motivational framing* se traduit par la désignation d'acteurs appelés à réagir face au *diagnostic framing* et au *prognostic framing*.

#### Alinéa 1 : Analyse textuelle des mémoires

Un seul acteur a été la cible d'appels à l'action de la majorité des quarante-huit groupes environnementaux étudiés. Dix-neuf mémoires visaient le gouvernement du Québec directement ou encore deux de ses ministères : le MNRF ou le MDDEP. Six mémoires n'ont pas interpellé le gouvernement directement, mais les groupes se sont adressés au BAPE en lui demandant de faire pression sur le gouvernement, de lui transmettre des recommandations allant dans leur sens. C'est donc dire que ces mémoires ont visé le gouvernement indirectement, ce qui fait en sorte que dans 54% des mémoires (25), les groupes se sont efforcés de pousser le gouvernement à réaliser les actions escomptées. Dans ce cas, ces actions étaient en lien direct avec les solutions proposées (*prognostic framing*) par les groupes environnementaux dans leurs mémoires.

#### Alinéa 2 : Entrevues semi-dirigées

Équiterre et le RIGSVSL ont souhaité tous deux que le gouvernement et les citoyens du Québec se sentent concernés par les problèmes qu'ils avaient identifiés et les solutions qu'ils avaient proposé. Pour Équiterre, le gouvernement devait sentir qu'il se devait d'appliquer un moratoire. Selon la représentante du groupe, «on l'a emmené là où on voulait, donc c'est une réussite pour nous puisque le gouvernement suivant était en faveur d'un moratoire<sup>114</sup>». Quant aux citoyens, une base d'entre eux était mobilisée avant même «l'arrivée des groupes

<sup>114</sup> Propos tirés de l'entrevue réalisée avec une représentante d'Équiterre en date du 5 février 2013.

environnementaux<sup>115</sup>» dans le débat, poursuit-elle. Le but d'Équiterre était donc de maintenir et d'augmenter la mobilisation citoyenne pour faire pression sur le gouvernement en vue de l'obtention d'un moratoire. Les citoyens devaient se présenter aux manifestations et aux rencontres publiques organisées par les groupes. Équiterre croit que la mobilisation de citoyens conscientisés exerce une influence sur le gouvernement. C'est donc dire qu'Équiterre estime que le lobbyisme indirect est efficace.

Quant à Serge Fortier du RIGSVSL, il a affirmé que les citoyens devaient adhérer aux groupes citoyens et participer aux manifestations dans le but de protéger le territoire et «d'aller chercher une non-acceptabilité sociale<sup>116</sup>» des projets gouvernementaux et industriels. Par ailleurs, Serge Fortier avait l'habitude de commencer ses conférences en offrant un billet de cent dollars à une personne dans la salle, poussant l'auditoire à s'interroger sur ses intentions. Il ajoutait ensuite que la condition était que l'on mange un champignon sauvage, qu'il présentait à tous. Dès lors, «les gens ne regardaient plus le cent dollars, ils se demandaient si le champignon était comestible<sup>117</sup>». C'est de cette façon métaphorique que le porte-parole introduisait la définition du principe de précaution associée au contexte des gaz de schiste : «L'important avec les gaz de schiste est d'être certain de ne pas s'empoisonner, peu importe l'argent qu'on pourrait nous offrir, les opportunités d'emploi, la croissance économique et la valorisation des économies régionales<sup>118</sup>». Cette stratégie peut être apparentée, comme décrit au chapitre précédent, à une activité de package dans la mesure où une métaphore sert à renforcer le message. Le regroupement a également intégré dans ses présentations *Power point* des photos de puits et de sites d'exploitation qu'un groupe de citoyens avaient prises lors d'un séjour éducatif aux États-Unis dans l'état de Pennsylvanie. Non seulement ces citoyens québécois ont pu partager cette expérience, mais selon Serge Fortier, les membres des comités citoyens sont souvent des experts dans leur domaine et ajoutent du poids au discours. Il a cité pour l'exemple de Dominic Champagne, un auteur et metteur en scène connu ayant contribué à l'organisation du Jour de la Terre du 22 avril 2012 et ayant profité de la vitrine de l'émission *Tout le monde en parle* pour porter le discours contre l'exploitation des gaz de schiste. Des images et des croquis récupérés directement de la documentation de l'industrie ont aussi été utilisés à des fins de comparaison pour démontrer que «les plans-équerre de l'industrie ne sont pas aussi droits et nets dans la

---

<sup>115</sup> *Id.*

<sup>116</sup> Citation tirée de l'entrevue réalisée avec Serge Fortier, porte-parole du RIGSVSL, le 15 février 2013.

<sup>117</sup> *Id.*

<sup>118</sup> *Id.*

réalité<sup>119</sup>». Ces images ont aussi eu un rôle à jouer en matière de *package*. Dans la même veine, la représentante d'Équiterre a aussi mentionné les images d'eau infectée et inflammable provenant des résidences de citoyens vivant à proximité des sites d'exploitation des gaz de schiste en Pennsylvanie. Largement diffusées sur Internet, ces images sont devenues une référence importante des dangers relatifs à l'exploitation de gaz de schiste non-réglée.

Enfin, les groupes ont aussi fait appel à la stratégie du *priming* (voir annexe B, section C sous «priming») de différentes façons. Selon la représentante d'Équiterre, l'ensemble des groupes a utilisé le terme «sécurité» très souvent, ce qui a eu l'effet d'un *spin* et qui devait marquer les gens en vue d'une prise de position. Les pancartes rouges portant l'inscription «Non aux gaz de schiste»<sup>120</sup> sont issues du même phénomène. Du côté du RIGSVSL, le principe de précaution a été souligné abondamment.

### 3.4 Choix des tactiques : pooling, appuis et autres stratégies

Contrairement à la partie précédente, celle-ci s'avère plus courte puisque les groupes environnementaux ont fourni moins de détails quant à leurs choix tactiques en matière de communication, que ce soit dans le cadre des mémoires déposés au BAPE ou des entrevues semi-dirigées.

#### 3.4.1 Analyse textuelle des mémoires

Le tableau élaboré pour l'analyse de l'agenda-setting, nous a permis de soulever que deux groupes environnementaux spécifiaient qu'ils n'étaient pas des groupes de pression. Par contre, dix groupes environnementaux ne semblent pas éprouver une quelconque gêne à mentionner dans leur mémoire que manifestation et pétition, voire la diffusion de messages revendicateurs (communiqués, interventions médiatiques) font partie de leurs actions. De plus, l'analyse des partenaires des groupes environnementaux étudiés nous permet de confirmer qu'ils disposent

<sup>119</sup> *Id.*

<sup>120</sup> Une initiative du Regroupement citoyen «Mobilisation Gaz de schiste» de Saint-Marc-sur-Richelieu encouragée par l'AQLPA, particulièrement populaire le long du Richelieu et dans des municipalités à l'extérieur des centres urbains.



d'un système de réseautage dynamique et varié. Les groupes disposent en effet de partenaires tels que les OBNL locaux, les caisses populaires Desjardins locales, les instances municipales, les ministères et les entreprises dont les pratiques sont conformes à leurs valeurs. Les groupes sont solidaires entre eux tout en étant bien ancrés dans les villes, municipalités et MRC, puis dans une moindre mesure à l'échelle nationale. Nous supposons que leur philosophie environnementale prescrit de mettre cette emphase sur les acteurs du milieu direct. Les quatre tactiques communicationnelles les plus prisées par les groupes sont la recherche et la diffusion d'information, l'organisation et/ou la participation à des rencontres locales et régionales (concertation, réseautage, consultation), les interventions publiques notamment par l'entremise des médias, ainsi que les activités d'éducation et de sensibilisation.

### 3.4.2 Entrevues semi-dirigées

En matière de *pooling* (voir annexe B, section D), Équiterre a fait converger une cause avec celle de son cadrage sur les gaz de schiste, celle de la réduction des émissions de GES. Selon sa représentante, le Jour de la Terre était, par ailleurs, un événement ayant servi à faire converger les causes environnementales. Équiterre n'a pas été impliqué dans la production de vidéos diffusées notamment sur Youtube montrant des comédiens et des acteurs en train de prendre position sur l'exploitation des gaz de schiste. Cependant, la représentante a jugé que cette initiative a servi à Équiterre et au mouvement. Pour le RIGSVSL, la convergence d'acteurs est survenue essentiellement entre citoyens mobilisés et entre groupes. Le regroupement a bénéficié de l'appui des groupes citoyens de la Montérégie pour organiser des manifestations. L'AQLPA a également offert un appui pour l'organisation du transport des membres et pour la transmission de connaissances. Marc Durand, ingénieur géologue à la retraite, même s'il n'était pas membre regroupement, lui a fait profiter de son expertise et s'est rendu disponible pour donner des conférences. Aussi, le groupe *Moratoire d'une génération* avait un plan d'action différent de celui du RIGSVSL, sans pour autant organiser des actions avec le groupe et sans y être associé. Selon Serge Fortier a affirmé que son regroupement a diffusé les activités de ce groupe à ses membres pour qu'ils puissent y participer sur une base individuelle.

Les tactiques communicationnelles d'Équiterre ont reposé sur l'organisation de rencontres citoyennes, la participation à des manifestations, la diffusion d'invitations et d'information dans



leurs réseaux, la diffusion de nombreux communiqués de presse, mais la tactique d'Équiterre par prédilection reste l'utilisation des médias de masse. Dans les mots de la représentante :

On a un porte-parole qui est très apprécié par les médias et très demandé, donc on l'utilise. On réagit énormément aux nouvelles. On travaille énormément avec les médias et c'est une des façons pour nous d'aller rejoindre les citoyens. On a la chance d'avoir un porte-parole qui a une bonne notoriété (...) et on peut servir de porte-voix pour les petits groupes<sup>121</sup>.

Dans le but de maximiser son degré d'influence, Équiterre opte pour des positions modérées. Selon la représentante, «le but n'est pas d'aller chercher le plus de gens possible. Étant donné que les aspects économique, environnemental et social sont toujours pris en compte, Équiterre préfère proposer des solutions responsables.»

Quant au RIGSVSL, il a eu recours aux manifestations, aux interventions dans les médias, à la participation aux audiences du BAPE, aux rencontres d'information et de formation avec des citoyens, au porte à porte et aux pétitions. À cet effet, une pétition de 37 500 signatures a été déposée à l'Assemblée nationale. Un inventaire comportant les noms et adresses de citoyens de la région avait préalablement été conçu pour s'assurer d'inclure un maximum de citoyens à cette activité pour éviter de dédoubler les efforts de mobilisation. L'une des difficultés principales rencontrée par le regroupement lors des activités de mobilisation par le biais du porte à porte a été l'absence saisonnière d'une partie importante des résidents de la région, ceux-ci ayant loué ou acheté des résidences dans le but d'en faire des chalets. Nous y voyons un obstacle à la consolidation d'une vie politique citoyenne en région. L'enjeu ici ne découle pas de l'apathie, mais plutôt d'un manque d'enracinement dans le milieu. La distance physique entre les citoyens, plus importante en région, représente également un défi supplémentaire vis-à-vis de la cohésion sociale.

---

<sup>121</sup> Propos tirés de l'entrevue réalisée avec une représentante d'Équiterre en date du 5 février 2013.

## CHAPITRE IV

### DISCUSSION ET INTERPRÉTATION DES RÉSULTATS

Le chapitre précédent a permis de rendre compte de ce qu'une majorité des groupes environnementaux étudiés ont considéré comme étant les problèmes, les responsables des causes et conséquences de l'exploration et de l'exploitation des gaz de schiste au Québec, les solutions, les acteurs à interpeller et les tactiques communicationnelles à adopter. Ce chapitre fait état de la discussion et de l'interprétation des résultats de notre recherche. Il aborde plus exactement ce qu'il en est de l'omniprésence de la notion de risque dans un segment de cadrage (*diagnostic framing*) et fait également état de la cohérence des désignations, de l'enjeu politique et idéologique de la cohérence des propositions (*prognostic framing*), des relations des groupes à l'étude à l'État et aux médias, ainsi que de la complémentarité des groupes environnementaux sous un aspect tactique. Les résultats de notre analyse nous permettent de valider l'hypothèse selon laquelle les groupes environnementaux étudiés, dans une initiative de lobbying indirect, ont réalisé les activités relatives à quatre étapes, soit la mise à l'agenda, l'évaluation de la situation, le cadrage, et les choix de tactiques. La façon dont ces étapes sont opérationnalisées mène donc à des interprétations sur les relations qu'entretiennent les groupes avec l'État et les médias ainsi que sur des conflits corollaires.

#### 4.1 Le *diagnostic framing* environnemental : des risques

Les causes et conséquences contenues dans le *diagnostic framing* des groupes étudiés sont formulées non pas comme des événements vécus sur le territoire, mais dans la majorité des cas, comme des risques. L'identification de ces risques est rendue possible par les expériences d'autres collectivités sur ce même enjeu ou par des cas survenus dans le cadre d'autres types de projets (voir annexe C) en plus de l'expertise connexe accumulée par les groupes en amont. Dans le cas de l'exploitation des gaz de schiste, le documentaire *Gasland* (2010) suivi du séjour d'une délégation citoyenne dans l'état Pennsylvanie a pu inspirer plusieurs groupes quant aux risques envisageables. Ce qui vient valider les thèses d'Ulrich Beck (1986) quant à une nouvelle dimension collective qui s'incarne dans la société du risque. Selon lui, les sociétés occidentales seraient passées d'une société de pénurie liée à des problèmes de répartition des richesses à une société du risque composant avec des problèmes de production, de définition et de répartition des risques induits par la science et la technique (Beck, 2008, p.35). Sans que les risques ne soient

une invention de l'époque moderne, le paradigme de la société du risque est original et repose sur la question suivante :

Comment les risques et les menaces qui sont systématiquement produits au cours du processus de modernisation avancée peuvent-ils être supprimés, diminués, dramatisés, canalisés, et, dans le cas où ils ont pris la forme «d'effets induits latents», endigués et évacués de sorte qu'ils ne gênent pas le processus de modernisation ni ne franchissent les limites de ce qui est «tolérable» (d'un point de vue écologique, médical, psychologique, social) ? (*ibid.*, p.39).

Caricaturé par la rhétorique industrielle, abondamment diffusé dans les médias de masse, le discours environnemental est réduit à la maxime «pas dans ma cour» (ou *Not in my backyard*) qui évoque clairement les inconvénients et risques liés à la perturbation du confort des citoyens aux prises avec de telles installations dans leur milieu de vie. Or, notre recherche démontre que le discours du «pas dans ma cour» n'existe pas. En effet, une faible proportion des préoccupations consignées dans les mémoires étudiés est relative à la qualité de vie des citoyens sur une base individuelle hormis les risques sur la santé humaine, qui s'avèrent plutôt un enjeu public. La diminution ou la disparition de la tranquillité des citoyens dans les zones résidentielles a fait l'objet de sept occurrences seulement sur un potentiel de quarante-six. Les dommages sur les propriétés aux alentours des sites visés par le projet d'exploitation des gaz de schiste ont également fait l'objet de sept occurrences sur un potentiel de quarante-six. La diminution de la valeur mobilière des propriétés – maisons, terres agricoles et d'élevage, terres à bois, etc. – a fait l'objet de dix occurrences sur un potentiel de quarante-six. Quant à la hausse potentielle des coûts d'assurance pour les citoyens liés à la présence des puits, elle a fait l'objet de cinq occurrences sur un potentiel de quarante-six. Les solutions proposées de façon majoritaire par les groupes étudiés, soit une stratégie globale des énergies vertes et une refonte des pratiques démocratiques, dépassent largement un positionnement égoïste et cupide.

#### 4.2 L'enjeu de la cohérence des désignations identitaires ou le choix des mots

Les enjeux prioritaires (agenda setting) soutenus par des expertises particulières ne peuvent constituer un indicateur pour créer une typologie des groupes au sein de notre échantillon. Nous avons vu que les groupes prennent en charge plusieurs types d'enjeux à la fois et que leurs échanges de ressources leurs assurent une relative polyvalence. Une corrélation directe ne peut être effectuée non plus entre les types de membres en incluant la composition des conseils d'administration (citoyens, chercheurs, professionnels de l'environnement ou de la santé, agriculteurs) et les enjeux ou thématiques inscrites à leur agenda. Or, ni le *diagnostic framing*, ni le *prognostic framing* n'autorisent une corrélation qui permettrait de créer des sous-catégories de groupes cohérentes. Autrement dit, les groupes aux prédominances citoyennes ou spécialistes n'ont pas identifié d'un même souffle des problèmes ou des solutions identiques. De plus, les informations dont nous disposons, relatives au financement de ces groupes, ne sont pas assez précises ou pas suffisamment significatives pour que nous puissions nous avancer sur les impacts des sources de financement des groupes sur leurs stratégies de cadrage, et plus largement de lobbyisme indirect.

Selon nous, parmi les quelques opportunités de recherche ultérieures que notre mémoire révèle, la plus attrayante est relative au conflit sémantique identitaire qui semble animer le mouvement environnemental. Effectivement, après avoir lu l'ensemble des mémoires, entendu les réponses des personnes interviewées et assisté à une série d'événements organisés par des groupes environnementaux, nous avons retenus quatre termes dont les définitions suscitent le désaccord, voire la discorde en leur sein : groupes environnementaux, fracturation hydraulique, moratoire et acceptabilité sociale.

La désignation des groupes étudiés sous le couvert de la nomination «groupe environnemental» ne fait pas l'unanimité, et ce en incluant le Collectif scientifique sur la question des gaz de schiste. Les causes sont diverses. De l'avis de Pierre Batellier<sup>122</sup>, le collectif est une vigie scientifique dont les membres – chercheurs universitaires aux spécialités variées – ont pour objectif de fournir de l'information rigoureusement scientifique. Serge Fortier du RIGSVSL insiste sur le caractère citoyen de son regroupement. Les groupes citoyens sont des groupes bénévoles, voilà la distinction. Comme mentionné précédemment, le bénévolat serait synonyme

<sup>122</sup> Nous rappelons que nous avons réalisé une entrevue avec Pierre Batellier, représentant du Collectif scientifique sur la question du gaz de schiste. Un contretemps nous a empêché de recueillir ses propos a posteriori à partir de la bande sonore, ce qui fait en sorte que nous ne retenons que certaines notes.



d'indépendance et de liberté de contrôler des messages sans avoir à plaire à un intermédiaire qui pourrait exercer une censure. Selon ces représentants, l'emphase qui est mise tantôt sur les qualités scientifiques, tantôt sur les qualités citoyennes, permet à leurs groupes respectifs de s'approprier dans le premier cas une crédibilité, dans l'autre une légitimité qui seraient hors de la portée des groupes environnementaux. Pour notre part, nous avons entendu à plusieurs reprises de la bouche de différents acteurs du mouvement que l'appellation «groupe environnemental ou écologiste» avait mauvaise réputation. Quant à nous, nous maintenons la nomination «groupes environnementaux» pour qualifier les groupes étudiés puisque nous considérons qu'ils ont un dénominateur commun qui permet de les rassembler : des préoccupations environnementales de par les enjeux sur lesquels ils planchent, de la protection des écosystèmes aux innovations des énergies vertes. Cette définition fait abstraction de la résonance péjorative alimentée à l'endroit de ces groupes par le lobby industriel et nous pensons que l'ensemble des groupes constituant un mouvement dit environnemental devraient en faire autant, soit éviter de se rétracter face à des mots qui ont obtenus une connotation irrévérencieuse. Selon nous, l'écologisme et les groupes de pression sont mûrs pour une réappropriation sémantique.

Deuxième terme source de désaccord, le terme «fracturation hydraulique» qui renvoie à la fissuration horizontale de la roche dans la couche de schiste, suite à un forage vertical pour l'atteindre. Cette fissuration consiste en une injection d'eau et de sable accompagnée d'adjuvants chimiques à très haute pression pour disloquer la roche et faire en sorte que le gaz remonte à la surface. Au Québec, en dépit de cette fracturation réelle de la matière, plusieurs vocables tendent cependant à adoucir sa portée. Cette opération peut être désignée comme étant du forage hydraulique (Solidarité rurale du Québec) ou un fractionnement de la roche (Nature Québec et le groupe environnemental STOP). En France, la divergence entre les vocables employés est beaucoup plus marquée. Les industriels français désignent la fracturation hydraulique par «massage de la roche-mère» (politis.fr, 2013 et *Le Monde*, 2013), une transformation langagière relevant de l'euphémisme. Cette figure de style si tendre sert clairement une stratégie lobbyiste visant à gagner la confiance de la population. Plus subtils, les usages des «gaz de schiste» ou des «gaz de shale» sont peut-être aussi le théâtre de rapports de force entre desdits experts et une proportion de membres de groupes reléguée à un statut plus néophyte ou inexpérimenté.

Notre analyse nous a également permis de remarquer la présence d'autres divergences entre les groupes environnementaux étudiés relatives cette fois à la proposition de moratoire. En effet, une tendance se dégage alors qu'une majorité de groupes proposant un moratoire considère que



cette mesure correspond à un arrêt des activités d'exploration et d'exploitation des gaz de schiste afin de permettre une production d'études et une prise de décision plus éclairée. Par contre, pour une minorité de groupes, le moratoire équivaut à une interdiction de procéder à de telles activités, et il est compris comme une finalité. Lors de notre entretien, la représentante d'Équiterre a laissé entendre que des groupes citoyens ne faisant pas partie de notre échantillon contestaient le caractère temporaire donné au moratoire, ce qui témoigne d'une mésentente entre groupes ouverts à l'exploitation de la filière et d'autres qui y sont complètement opposés.

Enfin, nous avons noté que la nomination d'un même enjeu pouvait laisser transparaître un positionnement politique allant du conformisme à l'utopie. Dans cette logique, des groupes ont employé via leur mémoire ces expressions :

- l'«acceptabilité sociale»
- l'«acceptation»
- la «consultation»
- la «participation»
- le «référendum»
- le «projet collectif»
- la «volonté citoyenne»
- la «démocratie citoyenne»

Ces expressions tournent autour de l'impératif de l'accord populaire, mais les groupes environnementaux n'ont pourtant pas la paternité des jargons que ces expressions révèlent. Par exemple, l'idée d'acceptabilité sociale est partie prenante d'un processus technocratique<sup>123</sup> satisfaisant à la fois la bureaucratie politique et l'efficacité managériale des entreprises. Certes, des définitions se retrouvent dans la littérature académique ainsi que dans les discours corporatif

---

<sup>123</sup> Par exemple, le Conseil Patronal de l'Environnement du Québec (CPEQ) a publié en 2012 un *Guide de bonnes pratiques* afin de favoriser l'acceptabilité sociale des projets. D'après le conseil, l'acceptabilité sociale fait partie d'un processus comprenant plusieurs phases et elle est perçue comme le résultat de la convergence de bonnes pratiques d'entreprise. Selon une présentation du CPEQ publiée sur la page web du groupe, il «regroupe des grands secteurs industriels et d'affaires ainsi que des associations sectorielles d'entreprises dont les activités peuvent traîner des conséquences sur l'environnement qui, de ce fait, sont préoccupées par les enjeux d'environnement et de développement durable».

et gouvernemental, mais le concept s'inscrit dans une nébuleuse en termes de réglementation et de balises. Donc, ces expressions n'ont pas les mêmes implications ni la même force. Des groupes emploient à la fois plusieurs de ces expressions ou évoquent l'idée d'«acceptabilité sociale» en ayant pourtant des stratégies de cadrage qui se conjuguent davantage avec un «projet collectif».

Une recherche serait donc toute indiquée pour poser un éclairage sur ces quêtes identitaires ainsi que sur l'incohérence qui caractérise un jargon volontairement ou involontairement véhiculé ainsi que les idées défendues. De telles pistes pourraient être approfondies dans le cadre d'une analyse du discours social, dans le domaine de la philosophie politique ou encore de la sociologie. Ce type d'analyse pourrait s'inspirer par exemple des travaux sur l'interdiscours du professeur en sciences du langage à l'Université Paris-Sorbonne Dominique Maingueneau. L'interdiscours «consiste en un processus de reconfiguration incessante dans lequel une formation discursive est conduite (...) à incorporer des éléments préconstruits produits à l'extérieur d'elle-même, à en produire la redéfinition et le retournement, à susciter également le rappel de ses propres éléments, à en organiser la répétition, mais aussi à en provoquer éventuellement l'effacement, l'oubli ou même la dénégation» (Maingueneau, 2009, p.160). Il ajoute qu'une conception courante du rapport entre discours et interdiscours se fonde sur l'individuation des groupes sociaux grâce au contraste entre leurs discours : «on a ici affaire à l'établissement de différences, de proximités ou d'écarts entre des ensembles de discours dont l'individuation est préalablement postulée» (*ibid.*, p.160-161).

Par ailleurs, le philosophe français Michel Foucault offre dans *L'ordre du discours* (1979) différents concepts susceptibles de pousser l'analyse des quêtes identitaires et des contraintes exercées par d'autres formations discursives concurrentes. Il pourrait s'agir ici des procédures et systèmes d'exclusion, des contraintes du discours, du rituel, de l'appropriation sociale du discours ou de sujet fondateur chez Foucault.

Le philosophe Paul Ricoeur traite quant à lui du problème du double-sens dans *Le conflit des interprétations* (1969), pour qui veut défendre les perspectives herméneutique et structuraliste.

Enfin, chez le sociologue français Pierre Bourdieu, l'institution sociale du pouvoir symbolique (*Langage et pouvoir symbolique*, 1982) renferme également des notions d'analyse sur ces questions.

#### 4.3 L'enjeu politique et idéologique de la cohérence des propositions : deux façons de voir les solutions

Nous avons préalablement postulé que les groupes environnementaux impliqués dans le dossier de l'exploitation des gaz de schiste au Québec depuis 2008 pratiquent le lobbying indirect et que leur démarche en ce sens détermine la nature de leurs stratégies de communication en procédant en fonction de quatre étapes : 1) agenda setting, 2) évaluation de la situation ; 3) cadrage et 4) choix des tactiques communicationnelles. Ces étapes font effectivement partie du cheminement de leurs campagnes, bien que des changements soient apportés en cours de route. Nous avons vu que les stratégies de communication des groupes mènent à des conflits liés aux termes et désignations adoptés. Ces conflits trouvent leur aboutissement dans l'enjeu de l'orientation stratégique des propositions formulées par les groupes et adressées le plus souvent au gouvernement.

Se dessine alors un amalgame. D'une part se trouve la revendication des groupes environnementaux, vue comme une plainte, et associée à un comportement immature et irresponsable (voir chap. III, part. 3.2.2). Si le gouvernement et l'industrie le perçoivent ainsi, précisons que certains groupes environnementaux souscrivent également à cette perception. D'autre part, le lobby industriel use de formules hyperboliques pour dévaloriser le discours des groupes environnementaux. Ces derniers seraient contre toute forme de développement économique. Plusieurs qualificatifs cristallisent cette évaluation. Par exemple, lors de la quatrième assemblée annuelle de l'organisation en 2012<sup>124</sup>, Lucien Bouchard, alors président de l'APGQ, affirme que les «écologistes» sont des «bloqueux». Ce raisonnement n'est pas uniquement partagée par les industriels, il est aussi présent dans les discours d'hommes et de femmes liés à des fonctions ministérielles, passées ou actuelles. Nous pouvons établir ce constat à travers l'enjeu de l'exploitation des ressources pétrolières à Anticosti. Un groupe de signataires – incluant notamment Bernard Landry<sup>125</sup>, Monique Jérôme-Forget<sup>126</sup> et Yves-Thomas Dorval<sup>127</sup> –,

<sup>124</sup> Les termes entre guillemets ont été rapportés par plusieurs médias dont *Le Devoir* («Le gaz de schiste en héritage», Alexandre Shields, publié le 24 octobre 2012), *Les affaires* («Gaz de schiste : Lucien Bouchard s'en prend aux "bloqueux"», par Stéphane Rolland, publié le 23 octobre 2012), et *La Terre de chez nous* («Bouchard et le gaz de schiste», par Yvon Laprade, publié le 24 octobre 2012).

<sup>125</sup> Présenté comme suit dans le manifeste : «Ancien Premier ministre du Québec et professeur à l'UQAM». Bernard Landry était d'allégeance péquiste.

<sup>126</sup> Présentée dans le manifeste comme «Conseillère spéciale chez Osler et ancienne ministre des Finances du Québec». Précisons que Monique Jérôme-Forget œuvrait sous la bannière du parti libéral du Québec.

<sup>127</sup> Présenté dans le manifeste comme «Président de Conseil du patronat du Québec».

pose dans leur *Manifeste pour tirer profit collectivement de notre pétrole*<sup>128</sup> que «les experts s'entendent pour dire que nous consommerons du pétrole pour encore plusieurs décennies. En tant que société, nous devons faire preuve de réalisme et de pragmatisme face à cette situation (Bisson et *al.*, 2014)». Retenons que la mention d'un consensus «d'experts» représente un nouvel argument d'autorité suggérant que la croissance de la consommation de pétrole ne peut être remise en question et que des actions doivent supporter cette croissance indéfectible. L'exploitation des ressources pétrolières relève alors du réalisme et du pragmatisme, ce qui place un discours divergent à l'extérieur de la raison. La promesse de ces acteurs est celle de l'enrichissement collectif, des grandes retombées économiques. Ils évoquent la référence historique du développement de l'hydroélectricité et de la création d'une société d'État dite solide, soit Hydro-Québec. Or, ces visées économiques d'enrichissement collectif et de grandes retombées ne semblent pas pouvoir se réaliser, dans la mesure où le seul mécanisme proposé pour rencontrer ces objectifs est la création d'emplois. Le salariat des travailleurs du pétrole serait l'unique garant de l'enrichissement collectif. Ainsi, l'analogie concernant le développement de l'hydroélectricité au Québec s'avère fautive puisque ce manifeste ne contient aucune référence à la nationalisation quant aux ressources pétrolières, mais préconise plutôt un processus privé. Si la création d'Hydro-Québec a pu «permettre, collectivement, d'accroître l'accessibilité aux études et la diplomation, d'offrir une grande protection sociale aux moins bien nantis et de mettre en place des programmes sociaux généreux comme celui de l'assurance-parentale, pour ne nommer que ces éléments» (Bisson et *al.*, 2014), il serait d'autant plus périlleux d'avancer que des emplois supplémentaires auraient le même corollaire. Autrement dit, peu importe la destruction souvent irréversible de l'environnement, peu importe la piètre qualité des emplois offerts, peu importe les répercussions sociales en cause, les problèmes identifiés, soit la dette de l'État et le vieillissement de la population, ne peuvent être résolus que par la création d'emplois dans le secteur des ressources naturelles. Cette seule solution reconnue comme sensée, répondant aux strictes logiques de marché, témoigne d'une pensée néolibérale trouvant échos au sein du Parti libéral, tout comme au Parti québécois et à la Coalition avenir Québec. Qu'ils soient portés au pouvoir ou qu'ils constituent la ou les oppositions officielles, ces partis disposent des instances politiques et légales permettant l'adoption et la mise en œuvre de projets relatifs à des solutions néolibérales, entre autres en matière d'exploitation des ressources naturelles.

---

<sup>128</sup> Ratifié par onze signataires, ce manifeste a été publié en janvier 2014 sous le lien URL suivant : <http://www.petrolequebec.ca/>.



Ainsi, dans une démocratie représentative où l'action politique officielle se limite à un vote aux quatre ans et en l'absence de structures délibératives et décisionnelles collectives, l'opinion divergente ne peut s'articuler que dans une proposition revendiquée, opposée. D'où le lobbyisme indirect. Il est l'incarnation d'une proposition réactionnaire (dans la société civile organisée, il signifie le «non»), en porte-à-faux.

Dans les parties précédentes, nous avons fait part de la volonté d'Équiterre de maximiser son influence en optant pour des positions plus modérées. Nous avons aussi fait état de groupes tenant à spécifier qu'ils ne se considéraient pas comme des groupes de pression du fait qu'ils apportaient des solutions plutôt que des plaintes. Ce malaise identitaire fait échos au phénomène du «pas dans ma cour» et à la mauvaise réputation que se valent les écologistes. Une mauvaise réputation certainement alimentée par un cadrage négatif des industriels et de membres de la scène politique à leur endroit, tel qu'évoqué précédemment.

Cependant, si l'on se réfère au *prognostic framing* des groupes étudiés, ceux-ci sont en faveur d'une stratégie éco-énergétique et soutiennent une vision à long terme favorisant la production et la consommation d'énergies vertes ainsi que l'économie énergétique. Les groupes prônent également la préservation des écosystèmes. Certains, comme Équiterre et l'Union paysanne, aspirent à une souveraineté alimentaire et plusieurs d'entre eux encouragent l'alimentation écologique. Cependant, si des groupes préfèrent jouer le jeu des journalistes et récupérer le jargon de l'industrie en prétextant qu'ils bénéficieront d'une plus grande écoute (des journalistes et de la population) et d'une meilleure couverture journalistique, cette concession peut mener à un effet pervers dévastateur. En fait, ce qu'ils croient obtenir comme gain en termes de capital image à court terme se transforme en défaite à long terme. Pour atteindre leurs objectifs, les groupes environnementaux doivent critiquer de front les prémisses actuelles du développement (entre autres, le mode de production) et de la consommation, tout comme ils doivent multiplier les occasions de délibérer et de prendre des décisions collectives de façon démocratique. Sans quoi ils devront toujours se battre pour des pourcentages d'hectares, des gorgées d'eau potables et des démarches bios agonisantes. En effet, la nature du développement actuel mène nécessairement à une quantité croissante de dommages. En refusant de se servir d'un lexique et d'arguments qui concordent avec leurs propositions et en édulcorant leur argumentaire en répétant ce que leurs détracteurs ou les citoyens à conscientiser veulent entendre, soit disant pour éviter de les froisser, les groupes environnementaux permettent à leurs opposants, sur le terrain du langage, de participer à leur érosion politique. Il y a fort à parier qu'ils seront de plus en plus à l'étroit dans

ces retranchements discursifs. Selon nous, ces groupes doivent assumer leur caractère subversif. Si leurs détracteurs omettent volontairement de préciser qu'en contestant le développement à la manière néolibérale, les groupes environnementaux proposent un autre type de production, l'enjeu est alors de centrer le débat non pas sur l'avancement de cette forme de développement dicté par les règles de l'économie et de la finance mais sur le type de développement souhaitable dans une optique à la fois environnementale et sociale basée sur le respect des capacités des communautés et de l'environnement. Ainsi, l'utilisation généralisée du terme développement durable a fait en sorte qu'une variété d'acteurs sociaux et économiques ait pu galvauder sa définition et appauvrir ses conditions d'existence ou alléger les critères qui assurent la durabilité même du développement. Pour éviter que le développement durable ne soit qu'une étiquette à la mode qui puisse dissimuler des projets au service du développement de type néolibéral, les groupes environnementaux auraient avantage à resserrer, au sein même de leur discours, les critères de ce que devrait être un type de production conforme à la protection de l'environnement, et à la santé des populations. Au cœur de cet exercice devrait se poser la question des besoins humains exprimés par les communautés en opposition aux besoins humains spéculés par les acteurs politiques et économiques néolibéraux qui aspirent à une croissance économique absolue. Bien que cet enjeu s'impose, par la logique, lorsque vient le temps d'argumenter sur des positions comme celles du développement durable et de la protection de l'environnement, force est de constater qu'il ne s'agit pas là du cheval de bataille des groupes environnementaux étudiés, en général. Très peu de groupes ont fait référence à une proposition de décroissance économique. Pourtant, comme le posait Beck, «tôt ou tard, quelle que soit l'intensité de cette concrétisation<sup>129</sup>, s'impose la question de l'acceptation, et avec elle l'éternelle question, toujours d'actualité : comment voulons-nous vivre?» (Beck, 2008, p.51). Si selon lui les risques demeurent des «poétisations mathématiques de visions déçues de la vie qui mériterait d'être vécue» (*id.*), l'emphasis que les groupes environnementaux pourraient mettre sur cette vie à vivre nécessite des indicateurs étrangers à la rhétorique néolibérale. Ultimement, il en va de la façon dont nous voulons vivre collectivement et des possibilités qui s'offriront à l'individu au quotidien, soit le choix des activités qui comblent les vingt-quatre heures dont il dispose par jour, en incluant les relations humaines entretenues et l'espace physique autour de lui. Les contraintes dont il convient de discuter sont effectivement celles des besoins et des capacités de l'humain et de la nature, et non celles d'un système économique.

---

<sup>129</sup> À savoir la démonstration de ce qui est risqué dans le risque.

En lien avec ce qui vient d'être abordé, une autre tendance chez les groupes portant des préoccupations environnementales est le primat d'enjeux secondaires au détriment d'enjeux politiques plus profonds à la source de l'existence même de ces derniers. L'exemple le plus éloquent de ce phénomène nous est proposé par le Centre québécois du droit de l'environnement (CQDE). L'un de ses administrateurs, Me Jean Baril, a animé l'une des conférences organisées en mars 2013 par le Collectif scientifique sur la question du gaz de schiste<sup>130</sup>. Selon le CQDE et le collectif scientifique, la pierre angulaire de cette conférence, tient sur ceci :

À l'automne 2010, juste avant le début des audiences publiques du BAPE sur cette industrie, le Centre québécois du droit de l'environnement (CQDE) fait une demande d'accès à l'information au ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs. Cette demande vise divers renseignements en possession du ministère, dont la liste des produits chimiques utilisés par l'industrie. Devant la réponse négative du MDDEP, une requête en révision de cette décision est déposée devant la Commission d'accès à l'information. Cette requête devrait être bientôt entendue. La conférence traitera donc de l'interprétation judiciaire et administrative qui est faite des dispositions devant permettre l'accès à l'information environnementale aux citoyens, à travers ce cas précis, concrétisant ainsi les questions abordées et démontrant l'urgence de réformer nos mécanismes d'information environnementale (Collectif scientifique sur la question du gaz de schiste, 2013).

Le CQDE dédie donc ses ressources à l'obtention d'information environnementale et si certains documents demeurent totalement inaccessibles, d'autres, abondamment caviardés, cachent des données d'une importance jugée majeure. Lors de cette conférence, Me Baril a également laissé savoir que son groupe s'est longuement penché sur les articles de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels, adoptée au Québec en 1982. Le juriste a souligné que les articles 21 à 27 de la loi constituent des restrictions au droit d'accès à l'information, conditionnelles à des incidences potentielles sur l'économie. Sa présentation a également fait référence à la Charte des droits et libertés de la personne – adoptée au Québec en 1975 – et à l'article 46.1 reconnaissant le droit de vivre dans un environnement sain et respectueux de la biodiversité. Il a aussi été question d'une loi québécoise adoptée en 2009 visant la protection de l'eau et de son accessibilité<sup>131</sup>. Pourtant, même si toute

<sup>130</sup> 7 mars 2013, Université du Québec à Montréal, Neuvième conférence : Enjeux juridiques et légaux : le règlement dit de Saint-Bonaventure et la Loi sur l'accès à l'information. Titre de la conférence de Me Baril : Droit d'accès à l'information environnementale au Québec : le cas du gaz de schiste.

<sup>131</sup> *Loi affirmant le caractère collectif des ressources en eau et visant à renforcer leur protection*. LRQ c C-6.2

l'information environnementale jugée par le CQDE comme essentielle à la conscientisation des citoyens était rendue publique, le rapport de force resterait inchangé. Ainsi, les restrictions à la loi sur l'accès à l'information évoquées précédemment, et qui permettent d'assurer la protection des intérêts économiques témoignent de la prédominance des droits des entreprises sur les droits des citoyens à la santé et à un environnement sain. C'est-à-dire qu'en raison de la protection de la compétitivité des entreprises garantie par la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels, le caviardage ou la non-publication de documents comportant, par exemple, les listes de produits chimiques utilisés par l'industrie, établissent la supériorité des intérêts économiques des entreprises sur le droit à un environnement sain reconnu par la Charte des droits et libertés de la personne du Québec. Selon des juristes que nous avons interrogés dans le cadre de cette conférence, cette même hiérarchisation se reproduit à travers plusieurs lois adoptées dans l'ère néolibérale<sup>132</sup> (1970-1980) et qui contiennent des principes économiques ayant préséance, encore aujourd'hui, sur les droits citoyens. Les organismes québécois indépendants et non partisans offrant une expertise en droit de l'environnement comme le CQDE auraient tout avantage à vouer leurs efforts au renversement légal de cette hiérarchisation de principes, une posture qui serait conforme aux mandats et aux propositions que se sont donnés ces mêmes groupes.

#### 4.4 La relation à l'État

Les stratégies de lobbyisme indirect, déclenchées par l'indignation et la méfiance d'une masse citoyenne, permettent de faire en sorte que les intérêts des entreprises ne soient pas les seuls à être défendus devant le gouvernement par le biais d'activités de lobbyisme direct que seule une minorité de groupes environnementaux ont l'opportunité de planifier. Dans le cadre de notre recherche, les groupes ont largement identifié l'existence d'un lobby corporatif ayant investi temps, argent et énergie dans des activités de lobbyisme direct. Ils ont ainsi remis en question la nature de la relation entre ce dernier et le parti politique constitutif du gouvernement de cette époque. Ils ont rapporté un manque de transparence de la part du gouvernement et de l'industrie, une confiance aveugle du gouvernement envers l'industrie et ce, malgré son manque de connaissances flagrant au sujet des tenants et aboutissants de l'enjeu. Une multitude d'acteurs

---

<sup>132</sup> Les juristes n'ont pas nommé de loi précise.

surgissent non seulement dans le cadre des audiences du BAPE, mais aussi dans les cadrages, les références contenues dans les mémoires des groupes environnementaux. Leurs choix tactiques viennent également confirmer que la question de l'exploration et de l'exploitation des gaz de schiste au Québec a fait l'objet d'un phénomène qui a précédemment été décrit, soit le *conflict expansion*. En décrivant les raisons qui ont mené à la mise sur pied de son organisation, le porte-parole du RIGSVSL démontre que la notion de *conflict expansion* propre à la confrontation du lobbyisme indirect d'un groupe face au lobbyisme direct d'un autre lui est familière, bien que monsieur Fortier ait employé les termes de lobby et de lobbyisme sans boucler la boucle avec l'ensemble du vocable existant. Ceci vient confirmer en partie notre hypothèse selon laquelle des groupes environnementaux choisissent de contrer une campagne de lobbyisme direct en misant, entre autres, sur les faiblesses d'un lobby opposé.

En somme, l'État est demeuré central sur tous les points de vue. D'abord, les groupes étudiés ont beaucoup misé sur le BAPE pour canaliser leur participation et celle des citoyens à titre personnel, alors qu'ultimement les prémisses des discussions sont déterminées par le gouvernement et que la portée du BAPE reste consultative et non décisionnelle. Plus important encore, le gouvernement a été désigné par la grande majorité des groupes à l'étude comme le principal responsable des problèmes identifiés et comme le principal acteur devant intervenir pour rétablir la situation. Les solutions proposées les plus récurrentes s'inscrivaient effectivement dans un champ d'action propre à l'État. Or, le fait de trouver un coupable peut avoir pour effet de déresponsabiliser les autres acteurs.

Si des ministres multiplient leurs démonstrations d'ouverture au dialogue dans leurs communiqués et que des ex-ministres reconnaissent l'impératif du débat public, notons que dans les faits, les fervents partisans du néolibéralisme ne semblent se replier sur des considérations démocratiques que lorsqu'ils se trouvent en situation de crise. Dans d'autres circonstances, ils sont plus prompts à se soustraire des initiatives démocratiques qu'à les décupler. Dans le cas des gaz de schiste, une forte contestation citoyenne a forcé l'industrie à organiser des rencontres publiques et le gouvernement libéral à déclencher des audiences publiques au BAPE. Pour revenir sur l'exemple du *Manifeste pour tirer profit de notre pétrole*, les signataires ont lancé une formule presque antinomique : « Nous lançons un appel à l'ensemble des parties prenantes de la société pour qu'elles fournissent des informations vérifiées et qu'elles évitent d'entretenir ou de nourrir des craintes non justifiées uniquement pour contribuer à la défense de leur cause » (Bisson



et *al.*, 2014). S'il s'agit bel et bien d'une invitation, l'on décèle également dans ce propos une volonté de censure d'un discours adverse, celui des groupes environnementaux.

#### 4.5 La relation aux médias

D'après les résultats obtenus grâce aux entrevues, la prise de connaissance des groupes environnementaux vis-à-vis des discours en présence s'est exécutée en majeure partie via les médias de masse. Ces derniers sont incontournables pour les deux groupes lorsqu'il s'agit de faire connaître les positions de leurs organisations. Pourtant, Équiterre semble avoir vécu une expérience positive à cet effet, alors que le RIGSVSL a subi les contrecoups d'une offensive journalistique. Nous posons que si Équiterre arrive à générer une certaine sympathie auprès des médias, c'est que son discours ne critique pas frontalement le développement et qu'Équiterre prend soin d'invoquer des arguments dits économiques. Sans que nous puissions le confirmer, il est possible que le porte-parole du RIGSVSL ait adressé une critique directe du développement économique en employant le terme «capitalisme» en entrevue. En effet, lorsque nous l'avons interrogé, monsieur Fortier ne faisait preuve d'aucune inhibition conceptuelle, ce qui nous laisse croire en cette possibilité. Voilà peut-être pourquoi le porte-parole a pu entretenir des relations plus tendues avec bon nombre de journalistes rencontrés : il ne craignait pas de s'éloigner des lieux communs. Par contre, le porte-parole du regroupement a relaté une ouverture bénéfique des médias locaux et régionaux face au discours des groupes citoyens portant des préoccupations environnementales.

#### 4.6 La complémentarité des groupes environnementaux

Tout au long de notre démarche de recherche, nous avons rencontré plusieurs contraintes, lesquelles par ricochet ont déterminé ce qui constituent les trois principales limites de notre recherche.

Il appert tout d'abord que les agendas des groupes étudiés traitaient dans une très large majorité d'autres enjeux avant d'y inclure le thème de l'exploration et de l'exploitation des gaz de schiste. Une expertise diverse et spécialisée, antérieurement développée dans le cadre d'autres luttes, a globalement pu alimenter leurs stratégies communicationnelles. Toutefois, les audiences

du BAPE ont été convoquées précipitamment tout comme elles ont été tenues de manière toute aussi précipitée, ne laissant que fort peu de temps aux groupes pour préparer et rédiger un mémoire à la hauteur de leurs attentes ou qui serait le reflet de l'ensemble des connaissances et des idées qu'ils portent. Sans compter que la langue en elle-même, qu'elle soit orale ou écrite, renferme ses propres obstacles empêchant une compréhension sans équivoque.

Ensuite, le volume des mémoires était très irrégulier. Certains cumulaient jusqu'à 160 pages, d'autres se résumaient en une page. Selon nous, leurs auteurs ont donc pu souscrire à plusieurs éléments de cadrage sans en faire mention explicitement dans leurs mémoires, ce qui relativise les résultats obtenus sans pour autant invalider les tendances dégagées. C'est la raison pour laquelle le contenu des mémoires ne peut être considéré comme un gage complet du savoir-faire des groupes environnementaux, d'autant plus que nous n'en n'étions qu'au début du déroulement des événements qui ont constitué l'enjeu de l'exploration et de l'exploitation des gaz de schiste au Québec.

Nous rappelons enfin que l'analyse des mémoires a dû être complétée par des entrevues semi-dirigées. L'une d'entre elles a été plus laborieuse à réaliser dans la mesure où la représentante n'a pas été en mesure de répondre clairement à toutes les questions posées, ce qui donne au final une somme plus réduite de données.

Seuls quatre groupes ont proposé des solutions plus drastiques ou qui contrastaient davantage avec le statu quo adopté par le gouvernement et par un certain nombre de groupes. Pour ces groupes, il s'agit de renoncer à tout projet dont les conséquences reviendraient à augmenter la quantité de gaz à effet de serre produit au Québec, d'éliminer de toutes les subventions et aide directe en faveur des énergies fossiles et du nucléaire, et d'interdire toute activité d'exploration et d'exploitation gazière en zone fluviale. Toutefois, les dires de la représentante d'Équiterre et du porte-parole du RIGSVSL, laissent à penser que certains groupes de citoyens – qui ne sont pas nommément désignés – n'ayant pas soumis de mémoires au BAPE ont pu offrir des cadrages de la situation encore plus subversifs.

Nous maintenons que sur le plan de l'argumentaire et des principes, les cadrages des groupes étudiés étaient homogènes, compatibles. En plus des mémoires, nos entrevues semi-dirigées ont confirmé que les groupes profitaient d'une complémentarité tactique, ce qui nous apparaît comme la plus grande force de ce mouvement hétéroclite. Il ne s'agit pas ici d'une complémentarité comme l'envisage le mouvement étudiant, par exemple, par son concept de «diversité des

tactiques<sup>133</sup>» où une dichotomie se joue entre «action directe» pouvant être jugée violente et pénalisante pour le mouvement et action verticalement inférieure dans «l'escalade des moyens de pression» (la manifestation pacifique, les interventions publiques). Dans le cas qui nous occupe, la complémentarité des tactiques ne se conçoit pas de façon verticale par leur intensité, mais plutôt à l'horizontal. En effet, de façon globale, le grand nombre de groupes mobilisés de façon permanente dans le dossier des gaz de schiste couvre pratiquement toutes les catégories de tactiques et ce malgré les soucis financiers chroniques de plusieurs groupes. C'est un terrain où les lobbies corporatifs ne peuvent opérer, même avec de bien plus grandes ressources pécuniaires. Les groupes et coalitions de groupes citoyens semblent avoir joué un rôle de première ligne, en ce sens qu'ils assuraient une présence sur le terrain (porte à porte, réunions diverses, enquêtes, etc.) et permettait la stratégie de la force du nombre entre autres en assistant massivement aux manifestations. De plus, ils ont su tirer profit des médias locaux et régionaux, une avenue négligée par certains mouvements sociaux. Des groupes orientés vers la recherche comme le Collectif scientifique sur la question du gaz de schiste ont produit des discours spécialisés, ce qui permettait à la fois aux autres groupes environnementaux d'alimenter leurs communications dotées d'un double objectif : le recrutement de membres et de sympathisants et l'attaque de la rhétorique d'acteurs opposants divers, tel le discours gouvernemental, le discours du contre-mouvement ou le discours industriel. D'autres groupes renommés comme Équiterre pouvaient investir les médias de masse et assurer une visibilité au mouvement en plus d'une image flatteuse. S'ajoute également le réseautage impressionnant de l'ensemble des groupes dû à leurs partenaires et aux bénéficiaires de leurs projets. Des partenaires ou membres charismatiques peuvent également agir comme leader d'opinion et rallier plus de sympathisants au mouvement.

---

<sup>133</sup> Concept utilisé par le mouvement étudiant.

## CONCLUSION

Cette recherche a porté sur les stratégies communicationnelles faisant partie de structures issues de la société civile organisée, des structures échafaudées pour former un contrepoids politique et compenser les lacunes de représentation et de médiation de l'État. Plus spécifiquement, nous nous sommes intéressés à la façon dont des groupes environnementaux se sont positionnés vis-à-vis l'industrie gazière et le gouvernement libéral dans le cadre de l'enjeu de l'exploration et de l'exploitation des gaz de schiste au Québec, de 2010 à 2012. À cet égard, une revue de littérature nous a permis de faire part d'éléments de définition et de l'état des travaux majoritairement anglo-saxons portant sur le lobbyisme direct, le lobbyisme indirect et les mouvements sociaux.

Selon nous, et telle était notre hypothèse, les groupes environnementaux ont pratiqué le lobbyisme indirect en concevant des stratégies communicationnelles relatives à quatre étapes distinctes : 1) la mise à l'agenda, 2) l'évaluation de la situation, 3) le *framing*, et 4) les choix tactiques. Tout au long de notre démarche, nous avons cherché à valider ou invalider l'existence de ces étapes et à fournir des détails sur la façon dont les groupes procédaient, si tel était le cas. Pour ce faire, rappelons-le, nous avons sélectionnés quarante-huit groupes environnementaux et produit une analyse textuelle des quarante-six mémoires déposés au BAPE à l'automne 2010. Pour bonifier la teneur de nos données textuelles, nous avons également mené deux entrevues semi-dirigées auprès du porte-parole du Regroupement interrégional sur le gaz de schiste de la vallée du Saint-Laurent (RIGSVSL) et d'une représentante d'Équiterre.

À l'issue de notre recherche, nous pouvons confirmer notre hypothèse puisque les groupes environnementaux étudiés ont bel et bien eu recours aux quatre étapes énoncées pour élaborer des stratégies de lobbyisme indirect. Nous avons vu que les interventions d'autres acteurs du débat, au fil du temps, ont poussé les groupes à retravailler ces étapes. Nous avons dégagé que la majorité des groupes étudiés a émergé durant les années 1980 et 1990. Ces groupes ont annexé l'enjeu de l'exploration et de l'exploitation des gaz de schiste à d'autres enjeux figurant déjà à leur agenda. À titre d'opposants, ces groupes ont identifié tour à tour l'industrie gazière et le gouvernement, considéré responsable des problèmes relatifs à l'enjeu des gaz de schiste, tels que compris dans le *diagnostic framing* des groupes à l'étude. En ce qui a trait à ce type de cadrage, nous avons mis en lumière que pour une proportion significative de groupes, plusieurs des



activités de l'industrie (fracturation hydraulique, utilisation d'une importante quantité d'eau et de substances chimiques), tout comme un déficit d'informations en provenance du gouvernement et de l'industrie, sont autant de facteurs problématiques ayant des conséquences néfastes sur l'environnement (notamment la contamination de l'eau, du sol et de l'air), la santé publique et les dynamiques territoriales. Quant au *prognostic framing*, les groupes environnementaux étudiés ont majoritairement proposé la mise en œuvre d'une étude environnementale stratégique (ÉES), mais aussi d'autres mesures comme un moratoire, une stratégie éco-énergétique, un renforcement de la démocratie participative et représentative et plus de transparence gouvernementale. Quant au *motivational framing* des groupes à l'étude, il prend la forme d'un appel à l'action visant le gouvernement de façon à ce qu'il mette à exécution les solutions proposées. De plus, nos groupes environnementaux ont opté pour des choix tactiques complémentaires, ce qui représente un atout considérable dans le contexte du rapport de force en présence. En effet, tels que décrits au chapitre précédent, ces choix couvraient un éventail allant du porte à porte<sup>134</sup> à la présence médiatique en passant par la production de ressources informationnelles.

Cela dit, nous avons remarqué une disparité, voire une incohérence vis-à-vis des choix relatifs aux désignations ainsi qu'aux propositions. Nous avons effectivement fait part de l'enjeu politique et idéologique derrière les façons d'envisager les solutions. Selon nous, en édulcorant des éléments de discours, les groupes environnementaux permettent une érosion politique sur le terrain du langage qui favorise leurs opposants et risquent à ce titre d'être de plus en plus à l'étroit dans leurs retranchements discursifs. Leurs détracteurs prônent des formes de développement qui soutiennent l'économie néolibérale et répètent avec obstination que les écologistes sont contre toute forme de développement économique. Or, conformément à leurs prémisses, si les groupes environnementaux s'opposent à un développement à la mode néolibérale, ils proposent également l'alternative d'un développement durable. Ceci dit, les paramètres du développement durable mériteraient d'être étayés davantage quant à leurs implications sur les questions des capacités et des besoins humains et environnementaux, versus ceux qui caractérisent le système économique néolibéral. Il appert que les groupes environnementaux devraient assumer leur caractère intrinsèquement subversif et procéder à une réappropriation sémantique. Nous avons vu que les éléments de cadrage des groupes étudiés sont soumis à des jeux de langage et que l'intégration ou le rejet de certains termes dans le discours entrent en contradiction avec leurs prémisses ou propositions. Notons également les conflits qui s'instaurent autour de diverses notions : pression,

---

<sup>134</sup> Mobilisation visant la signature de pétitions, l'atteinte d'un quorum de participation à des réunions, la participation à des événements et manifestations, et la conscientisation des citoyens.



acceptabilité sociale, groupes environnementaux, écologistes et développement économique. Enfin, les références à des termes scientifiques et à des autorités scientifiques semblent être très prisées par les groupes environnementaux. Cette trame de fond met donc en scène une opposition entre observation scientifique et opinion, les pourvoyeurs d'un savoir reconnu comme scientifique étant considérés comme nobles alors qu'une opinion qui ne se réclame pas des sciences dites pures est jugée indigne. Or, Ulrich Beck pose que l'intensité d'un risque ne peut être évaluée de façon objective et que pour parler de risques de façon convaincante, il faut ajouter un critère de valeur (Beck, 2008, p.53-54). Nous suggérons donc que les groupes environnementaux peuvent entretenir à leur propre endroit une dévalorisation que leurs opposants mettent en exergue. Cette auto-dévalorisation regarde leurs dénominations (écologistes, groupes environnementaux, ...) tout comme leur *diagnostic framing* qui tend à critiquer la surproduction et la surconsommation sans aborder ces deux problèmes de front. Leur proposition de solutions en souffre également puisque stratégiquement, ces groupes environnementaux accordent beaucoup d'importance aux solutions néolibérales relatives à une dite création de richesse passant essentiellement par la création d'emplois. Ils réagissent dans l'objectif d'atténuer les impacts négatifs de ces solutions comme la pollution et les nuisances à la santé humaine et animale plutôt que de recadrer le débat sur un contexte totalement nouveau, sujet à soutenir leurs solutions idéales liées à une réappropriation des mécanismes et de la nature du développement économique et social. Ces questions identitaires dont notre appareil conceptuel ne permettait pas l'analyse pourraient cependant servir de point de départ pour des recherches à venir, lesquelles pourraient être nourries par des perspectives linguistiques, philosophiques ou encore sociologiques.

Notre recherche a toutefois permis d'interpréter le rapport de force en présence sur le terrain du langage, ce qui confirme sa pertinence puisque le débat politique, la délibération et la prise de position à l'échelle publique sont grandement influencés par les groupes d'intérêts impliqués. Il est important de se pencher sur le positionnement stratégique des groupes environnementaux puisqu'à bien des égards, ils peuvent faire en sorte qu'un cadrage soit présent ou non dans l'espace public.

Enfin, terminons en revenant à Pierre Rosanvallon et à son modèle de contre-démocratie, un alliage de contre-pouvoirs doté de trois dimensions. La première d'entre elles renvoie aux pouvoirs de surveillance, soit à une vigilance citoyenne ou une veille civique ainsi qu'une dénonciation des manquements des dirigeants, ce qui rejoint, dans le cadre de notre analyse, ce que nous avons appelé la mise à l'agenda et l'évaluation de la situation. L'organisation de cette

veille civique est rendue possible grâce à des membres le plus souvent bénévoles. En effet, pour les groupes environnementaux, la mobilisation de ressources permettant d'accomplir une recherche informationnelle ainsi que le recrutement de membres et de sympathisants nécessite en soi des ressources humaines et matérielles dont les groupes disposent de façon limitées. Quant à la dénonciation des manquements des dirigeants, les groupes environnementaux étudiés en ont signalé plusieurs dans leurs cadrages, notamment un déficit informationnel, un manque de connaissances et de préparation ainsi qu'un laxisme en matière de réglementation.

La deuxième dimension concerne la multiplication des pouvoirs de sanction et d'empêchement, soit la capacité des coalitions de groupes de faire reculer le gouvernement. Cette capacité dépend essentiellement, nous l'avons vu, du potentiel d'élargissement d'un conflit (*conflict expansion*). Dans le cas des gaz de schiste, les groupes environnementaux ont su non seulement sensibiliser les citoyens, mais soutirer une participation active et de longue durée de leur part, ce qui ne s'applique pas nécessairement à toutes les campagnes menées par des groupes sur des enjeux sociaux et environnementaux.

La dernière dimension de la contre-démocratie est le peuple-juge. Rosanvallon y voit la manifestation d'une judiciarisation du politique en réaction à l'absence d'une réponse gouvernementale aux demandes citoyennes. Le peuple aurait à défendre ses intérêts non plus par une confrontation politique, mais plutôt devant la justice. Nous avons pu observer ce phénomène en constatant la part importante des énoncés de cadrage proposant des solutions légales à des problèmes politiques. L'exemple de la défense des droits d'accès à l'information et des droits relatifs à la santé et à la qualité de l'environnement – supplantés par la hiérarchisation légale des droits commerciaux en matière de concurrence – font état d'un déplacement des luttes. Cependant, le système judiciaire étant accessible mais à grands frais, il est rare que des recours collectifs arrivent à toucher directement le gouvernement sur des questions de principes.

Pour Rosanvallon, les sphères de l'action du politique, de la démocratie de la légitimité électorale et de la contre-démocratie permettraient d'inscrire la volonté citoyenne dans la vie politique tout en permettant aux élus d'y répondre. Or, en raison des nuances apportées précédemment quant aux capacités des groupes environnementaux à remplir les critères permettant la mise en œuvre des trois dimensions de la contre-démocratie, il est loisible de remettre en question l'équilibre idéalisé par Rosanvallon entre démocratie électorale et contre-démocratie. Plus souvent qu'autrement, les acteurs économiques et politiques néolibéraux s'avèrent les pourfendeurs d'une pluralité d'instances et d'actions démocratiques et les médias ne

peuvent être le reflet de toutes les perceptions et de tous les combats issus de la société. Si dans bien des cas les groupes d'intérêt arrivent à arrimer satisfaction privée et socialisation des bénéfices, les luttes d'intérêts semblent plus facilement occulter les dimensions distributive et participative en matière d'exploitation de ressources naturelles. Il incombe aux groupes environnementaux et plus largement aux mouvements sociaux de pallier à cette sous-représentation en stimulant l'entendement humain. Or, bien avant que ne se manifeste la force du nombre doit s'amorcer la force des mots et des images.

## ANNEXE A

LISTE DES GROUPES DU PREMIER ÉCHANTILLON DONT LE MÉMOIRE DÉPOSÉ AU  
BAPE EST ANALYSÉ VIA UNE ANALYSE TEXTUELLE

Regroupement citoyen "Mobilisation Gaz de schiste" de Saint-Marc-sur-Richelieu  
Conseil régional de l'environnement de la Montérégie  
Les AmiEs de la Terre de l'Estrie  
Les Ami(e)s du Richelieu  
Centre de la Nature du mont Saint-Hilaire  
Comité Gare au gazoduc  
Ambioterra  
Réseau de milieux naturels protégés  
Groupe écologique Crivert  
Greenpeace  
Union paysanne  
RÉSEAU environnement  
Les amis de la vallée du Saint-Laurent  
Groupe d'initiatives et de recherches appliquées au milieu (GIRAM)  
Regroupement des médecins pour un environnement sain  
Coalition Eau Secours !  
Regroupement des organismes de bassins versants du Québec (ROBVQ) et les OBV partenaires  
Terre citoyenne  
Nature-Action Québec (NAQ)  
Regroupement des conseils régionaux de l'environnement (RNCREQ)  
Comité des citoyens et citoyennes pour la protection de l'environnement maskoutais  
Comité Enviro-Pointe de Pointe Saint-Charles  
Mouvement Pocatois de Mobilisation contre les Gaz de Shale  
Réseau québécois des groupes écologistes  
Solidarité Populaire Richelieu Yamaska  
Comité de bassin de la rivière chaudière (COBARIC)  
Stratégies Saint-Laurent

Conseil régional de l'environnement du Centre-du-Québec (CRECQ)  
Conseil régional de l'environnement Chaudière-Appalaches (CRECA)  
Solidarité rurale du Québec  
Société pour la nature et les parcs du Canada (SNAP) Section Québec  
Groupe de recherche appliquée en macroécologie (GRAME)  
Mouvement Au Courant  
Organisme de bassins versants de la zone du Chêne (OBV du Chêne)  
Nature Québec et le groupe environnemental STOP  
Équiterre  
Conseil régional de l'environnement Mauricie (CRE Mauricie)  
Association québécoise de lutte contre la pollution atmosphérique (AQLPA) et Stratégies  
(mémoire déposé par deux groupes)  
Énergétiques (SÉ) (mémoire présenté par deux groupes)  
Comité de Zones d'Interventions Prioritaires (ZIP) Les Deux Rives  
Comité de Citoyens Responsables de Nicolet-Yamaska et de la Ville de Bécancour  
Coalition québécoise sur les impacts socio-environnementaux des transnationales en Amérique  
Latine  
Groupe de recherche interuniversitaire sur les eaux souterraines (GRIES)  
Centre d'Information sur l'Environnement de Longueuil (CIEL) (depuis février 2013 : Ciel et  
Terre)  
Maîtres chez nous 21e siècle (MCN21)  
Collectif de recherche étudiant sur le développement durable et l'industrie des gaz de schiste au  
Québec  
ENvironnement JEUnesse (ENJEU)



## ANNEXE B

## QUESTIONNAIRE DES ENTREUVES SEMI-DIRIGÉES

Entrevues réalisées auprès des responsables des communications de groupes environnementaux québécois dans le cadre de l'enjeu de l'exploitation des gaz de schiste, de 2008 à 2012.

Les questions posées dans le cadre de ce questionnaire ont pour but de cerner les stratégies communicationnelles élaborées et appliquées par des groupes environnementaux québécois dans le cadre de l'enjeu public lié à l'exploitation du shale ou des gaz de schiste. Plus précisément, nous nous intéressons à la perception qu'ont les groupes sélectionnés à l'égard du contexte politico-communicationnel entourant l'enjeu en question, leur positionnement communicationnel par rapport à ce contexte, leurs stratégies de mobilisation et de recrutement ainsi que leurs choix tactiques.

A. Agenda-setting

Les questions suivantes renvoient à la détermination et à la priorisation des thèmes ou des sujets, et de leurs enjeux corollaires. Nous nous interrogeons sur la façon qu'ont les groupes de hiérarchiser l'enjeu du shale vis-à-vis des autres thématiques abordées dans le cadre, par exemple, d'un plan d'action.

- 1) Comment êtes-vous parvenu, en tant que groupe, à prendre position sur l'exploitation des gaz de schiste ?
- 2) Votre prise de position sur l'exploitation des gaz de schiste est-elle liée à une autre position ou domaine d'intervention en matière d'écologie ou d'environnement ?

B. Évaluation de la situation

Il est à noter que la totalité des questions posées concernent strictement le dossier de l'exploitation des gaz de schiste au Québec. Les dix questions suivantes réfèrent à l'auto-évaluation de la situation des groupes et à l'évaluation des rôles, forces, faiblesses et degré d'influence que pourraient faire les groupes à l'endroit de divers acteurs prenant part au débat public.

- 1) Avez-vous évalué, à l'interne, **votre rôle et vos ressources** ?
- 2) Avez-vous évalué, à l'interne, vos **forces**, vos **faiblesses** et votre **degré d'influence** (très fort, fort, moyen, faible, très faible) auprès des élus et de la population ?
- 3) Avez-vous identifié un ou plusieurs **adversaires** potentiels par rapport à votre groupe ? Si oui, en quoi cet adversaire est-il un adversaire ; avez-vous pris en considération ses forces, ses faiblesses et son degré d'influence auprès de la population (très fort, fort, moyen, faible, très faible) ? Quel est son ou ses rôles et quel est selon vous son positionnement communicationnel ?
- 4) Avez-vous identifié un ou plusieurs **alliés** potentiels par rapport à votre groupe ? Si oui, en quoi cet allié est-il un allié ; avez-vous pris en considération ses forces, ses faiblesses et son degré d'influence auprès de la population (très fort, fort, moyen, faible, très faible) ? Quel est son ou ses rôles et quel est selon vous son positionnement communicationnel ?

*(Si les acteurs suivants n'ont pas été nommés comme opposants ou alliés potentiels :)*

- 5) Avez-vous pris connaissance du discours du **gouvernement** sur cet enjeu ? Si oui, comment le qualifiez-vous et qu'avez-vous fait en fonction de ce discours ?
- 6) Avez-vous pris connaissance du discours des **autres groupes environnementaux** sur cet enjeu ? Si oui, comment le qualifiez-vous et qu'avez-vous fait en fonction de ce discours ?
- 7) Avez-vous pris connaissance du discours des **experts** sur cet enjeu ? Si oui, comment le qualifiez-vous et qu'avez-vous fait en fonction de ce discours ?
- 8) Avez-vous pris connaissance du discours des **médias de masse** sur cet enjeu ? Si oui, comment le qualifiez-vous et qu'avez-vous fait en fonction de ce discours ?
- 9) Avez-vous pris connaissance du discours des **médias alternatifs** sur cet enjeu (ex. blogues, journaux locaux, etc.) ? Si oui, comment le qualifiez-vous et qu'avez-vous fait en fonction de ce discours ?
- 10) Avez-vous pris connaissance du discours d'acteurs dont l'analyse sur le sujet n'est pas environnementaliste ? Si oui, comment le qualifiez-vous et qu'avez-vous fait en fonction de ce discours ?

### C. Cadrage

Cette section repose sur la manière subjective qu'ont les groupes de construire un cadre interprétatif destiné à donner sens et à mettre en valeur ce qu'ils perçoivent des réalités que représente l'enjeu. Ce cadre interprétatif peut se diviser en trois parties, soit la formulation d'un ou plusieurs problèmes, la suggestion de solutions et l'appel à l'action.

#### Le « *diagnostic framing* »

- 1) Avez-vous identifié un ou plusieurs **problème(s)** dans le dossier de l'exploitation des gaz de schiste ?
- 2) Avez-vous eu l'intention de faire part de ce(s) problème(s) à un public ? Si oui, quel est ce public ?
- 3) Avez-vous jugé que des **citoyen(nes)s** puissent être réticents quant à l'identification de ce(s) problème(s) ? Si oui, avez-vous tenté de modifier la présentation de ce problème pour les persuader de sa validité ?
- 4) Avez-vous jugé que des **journalistes** (ou médias) puissent être réticents quant à l'identification de ce problème ? Si oui, avez-vous tenté de modifier la présentation de ce problème pour les persuader de sa validité ?
- 5) Avez-vous jugé que des **experts** puissent être réticents quant à l'identification de ce problème ? Si oui, avez-vous tenté de modifier la présentation de ce problème pour les persuader de sa validité ?
- 6) Avez-vous identifié une ou plusieurs **sources ou acteurs à blâmer** quant au traitement du problème identifié ? Si oui, pour quelles raisons avez-vous identifié ces acteurs ?

#### Le « *prognostic framing* »

- 1) Proposez-vous une ou plusieurs **solutions** quant au problème identifié ? (*Différencier la solution des stratégies & tactiques*)
- 2) Avez-vous eu l'intention de diffuser cette proposition de solution auprès d'un public ?
- 3) Avez-vous jugé que des **citoyen(ne)s** puissent être réticents quant à cette solution ? Si oui, avez-vous tenté de modifier la présentation de cette solution pour les persuader de sa validité ?

- 4) Avez-vous jugé que des **journalistes** (ou médias) puissent être réticents quant à cette solution ? Si oui, avez-vous tenté de modifier la présentation de cette solution pour les persuader de sa validité ?
- 5) Avez-vous pensé que des **experts** puissent être réticents quant à cette solution ? Si oui, avez-vous tenté de modifier la présentation de cette solution pour les persuader de sa validité ?
- 6) Votre solution est-elle accompagnée de propositions de **stratégies et de tactiques** ?
- 7) Avez-vous eu l'intention de diffuser cette proposition de solution auprès d'un public ?
- 8) Avez-vous jugé que des **citoyens ou citoyen(ne)s** puissent être réticents quant à cette stratégie ou tactique ? Si oui, avez-vous tenté de modifier la présentation de cette stratégie ou tactique pour les persuader de sa validité ?
- 9) Avez-vous jugé que des **journalistes** (ou médias) puissent être réticents quant à cette stratégie ou tactique ? Si oui, avez-vous tenté de modifier la présentation de cette stratégie ou tactique pour les persuader de sa validité ?
- 10) Avez-vous jugé que des **experts** puissent être réticents quant à cette stratégie ou tactique ? Si oui, avez-vous tenté de modifier la présentation de cette stratégie ou tactique pour les persuader de sa validité ?

#### Le « *motivational framing* »

- 1) Avez-vous tenté de faire en sorte que certaines personnes se sentent concernées par le problème identifié et la solution proposée ? Si oui, quelles personnes devaient se sentir visées par vos messages et pourquoi devaient-elles se sentir concernées, selon votre groupe ?
- 2) Comment devaient-elles réagir, en fonction de votre invitation ?
- 3) À partir de quel moment avez-vous jugé que ces personnes devaient être sensibilisées et/ou mobilisées ?
- 4) Avez-vous tenté de faire en sorte que des citoyens et citoyennes se joignent à votre groupe ? Si oui, pourquoi devaient-ils (et elles) rejoindre votre groupe ?
- 5) Comment devaient-ils (et elles) réagir, en fonction de votre invitation ?
- 6) À partir de quel moment avez-vous jugé que ces personnes devaient être recrutées ?

### Le « *priming* »

- 1) Y a-t-il un ou plusieurs éléments (visuels ou langagiers), compris dans l'énonciation du problème et de ses sources, de la solution ou de l'appel à l'action, qui selon vous devait (devaient) être répété abondamment ou souligné d'une façon particulière ? Si oui, pourquoi ? Où le message devait-il être récurrent ?

### Le « *package* »

- 2) Avez-vous utilisé certaines images pour renforcer vos messages ?
- 3) Avez-vous fait des références historiques ou avez-vous cité des événements ?
- 4) Avez-vous cité des experts ou des figures que vous croyez importantes ?
- 5) Avez-vous utilisé des statistiques ; avez-vous fait référence à des lois, des accords ou des chartes pour renforcer vos messages ?
- 6) Avez-vous créé ou utilisé un slogan, ou encore un logo ?

### D. Choix des tactiques communicationnelles

#### Le « *pooling* »

- 1) Avez-vous fait **converger des causes** pour le bien de vos communications sur l'exploitation des gaz de schiste ?
- 2) Avez-vous fait **converger des acteurs** (alliés) pour le bien de vos communications ?
- 7) Où et comment avez-vous communiqué ces messages ?
- 8) Avez-vous organisé un ou plusieurs événements ?
- 9) Avez-vous sollicité la participation d'acteurs ? Si oui, qui étaient-ils et quel était l'objectif ?

#### Autres tactiques

- 1) Pour quelles tactiques avez-vous opté ? Par exemple, la lettre ouverte, la lettre d'opinion, la diffusion dans un média traditionnel national (presse écrite, presse électronique, radio, télévision), la diffusion dans un média local ou régional (presse écrite, presse électronique, radio, télévision), la diffusion dans un média alternatif (presse écrite, radio, blogue), une diffusion dans un support médiatique «maison» (vidéo, web (site, blogue ou courriel), documentaire, papier), la manifestation, l'organisation ou la participation à un événement, la pétition, la mobilisation directe, ou encore le piquetage.



## ANNEXE C

**TABLEAU DES COMPARAISONS ET ANALOGIES LES PLUS FRÉQUEMMENT  
MENTIONNÉES DANS LES QUARANTE-SIX MÉMOIRES DES GROUPES  
ENVIRONNEMENTAUX À L'ÉTUDE**

États-Unis (États de New York, Pennsylvanie)	
Avantages	Inconvénients
Législations adoptées : liste des produits chimiques obligatoires, moratoire sur l'eau potable, redevances supérieures, étude d'impact	Cas de contamination, explosions, secousses : impacts économiques sur d'autres activités, dommages environnementaux et matériels
	Activités de l'industrie : pratiques dangereuses ; infractions répertoriées, problèmes de rentabilité, proximité avec les élu(e)s
Total : 47%	
Québec	
Avantages	Inconvénients
Pratiques démocratiques exemplaires tenues au BAPE et à l'extérieur du BAPE pour d'autres projets	Conflits sociaux causés par d'autres projets dans le passé
	Contexte de surproduction énergétique
Total : 26%	
Autres provinces canadiennes (Colombie-Britannique)	
Avantages	Inconvénients
Revenus : redevances supérieures, meilleur "pay back" énergétique	Cas et risque de contamination de l'eau
Législations adoptées : meilleur accès au réseau pour les énergies renouvelables	
Total : 10%	
Norvège	
Avantages	
Politiques énergétiques exemplaires : modèle de développement basé sur une "participation publique majoritaire", normes environnementales strictes, redevances élevées, étalement des bénéfices à long terme	
Total : 3%	

## ANNEXE D

PRÉSENTATION DES HUIT CATÉGORIES DE CAUSES ET DES NEUF CATÉGORIES DE  
CONSÉQUENCES RÉPERTORIÉES DANS LE CADRE DE L'ANALYSE DU *DIAGNOSTIC*  
*FRAMING*

## Catégories de causes (8) :

- Démocratie
- Législations
- Fonctionnement et composition du BAPE
- Politiques énergétiques
- Finances publiques
- Main-d'œuvre
- Activités de l'industrie
- Contexte économique

## Catégories de conséquences (9) :

- Démocratie
- Politiques énergétiques
- Infrastructures et zones publiques
- Main-d'œuvre
- Finances publiques
- Finances privées des citoyens
- Qualité de vie des citoyens
- Dynamiques sociales et aménagement du territoire
- Environnement (faune et flore)

## ANNEXE E

PRÉSENTATION DES DIX CATÉGORIES DE SOLUTIONS ET DES CINQUANTE-CINQ  
SOLUTIONS PROPOSÉES PAR LES GROUPES ÉTUDIÉS DANS LE CADRE DE  
L'ANALYSE DU *PROGNOSTIC FRAMING*

Il est à noter que les cinquante-cinq solutions sont ici présentées de façon succincte et générale pour les fins d'une mention en annexe, c'est-à-dire que nous ne procédons pas à leur présentation détaillée puisque l'objectif est de faire part d'éléments de cadrage sans en faire la démonstration argumentative.

Catégories de solutions (10) :

- Démocratie
- Législations
- Fonctionnement et composition du BAPE
- Politiques énergétiques
- Infrastructures publiques
- Finances publiques
- Main-d'oeuvre
- Dynamiques sociales et aménagement du territoire
- Activités de l'industrie
- Environnement (faune et flore)

Solutions (55) :

- Renforcer la démocratie participative et représentative à l'échelle des municipalités et de la province
- Créer une commission régionale composée d'acteurs issus des secteurs agricole, économique, environnemental, social, santé, municipal ainsi que de représentants de ministères (MDDEP, MRNF, MAMROT, MAPAQ, et MDEIE)
- Transparence totale de la part du gouvernement et de ses ministères
- Assurer un meilleur équilibre entre les droits des citoyens, des municipalités, des régions, des MRC et ceux des exploitants

- Modifier la Loi sur les mines
- Renforcer la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme et/ou la Loi sur la qualité de l'environnement
- Adopter une Loi sur les hydrocarbures
- Assurer la préséance de la Loi sur le développement durable et/ou la Loi sur la qualité de l'environnement sur la Loi sur les mines tout en la/les renforçant
- Apporter des modifications aux MRNF et au MDDEP
- Assurer un arrimage réel et complet entre le MRNF et le MDDEP
- Établir une réglementation claire et stricte pour les activités gazières qui soit inscrite dans un texte de loi
- Créer des autorités ou comités indépendants et multisectoriels pour encadrer les activités de l'industrie
- Élargir le mandat du BAPE en lien avec sa mission, le temps imparti et les zones géographiques visées. Autrement dit, les audiences devraient être à caractère générique et permettre la remise en question de la pertinence du projet, le tout dans de plus longs délais pour permettre entre autres la réalisation d'une ÉES.
- Rétablir la crédibilité du BAPE en clarifiant ses mandats auprès de la population et des autorités politiques
- Démission des commissaires du BAPE qui sont dans l'impossibilité de mener à bien leur mandat conformément au code de déontologie du BAPE, soit dans des délais aussi courts et avec aussi peu de ressources, de façon à éviter la récupération politique d'une consultation manquée
- Réaliser une évaluation environnementale stratégique (ÉES) sur la question du gaz de schiste au Québec
- En guise de comparaison, inclure dans l'évaluation environnementale stratégique d'autres études réalisées à l'extérieur du Québec
- Réaliser une étude de la filière du gaz de schiste en comparaison avec d'autres alternatives énergétiques ou remettre en question la prédominance du secteur minier sur d'autres usages du territoire ainsi que sa posture de transition vers un système énergétique libéré des combustibles fossiles
- Un temps de réflexion et de recherche doit être accordé aux ministères pour qu'ils soient en mesure d'établir des règles

- Adopter une vision systémique et globale de la situation prenant en compte l'ensemble des enjeux sociaux
- Découpler la croissance économique et la consommation de combustibles fossiles
- Évaluer les émissions engendrées par les activités d'exploration et d'exploitation en vue d'atténuer les émissions de GES liées directement à ces activités et de compenser les émissions supplémentaires qui ne pourront être évitées afin que le Québec puisse respecter sa cible de réduction pour 2020
- Viser une plus grande efficacité dans l'utilisation des énergies fossiles et renouvelables dans les secteurs industriel, commercial, institutionnel et domestique
- Systématiser les inspections, voire rendre obligatoire l'obtention de garanties pour éviter la contamination des eaux souterraines
- Se doter d'une stratégie éco-énergétique ou réviser la stratégie énergétique actuelle
- Interdire les activités d'exploration ou d'exploitation pétrolière, ou encore gazière dans l'estuaire du Saint-Laurent ou en zone fluviale (le lit, les berges ou les îles du Saint-Laurent)
- Appliquer un moratoire immédiat
- Gérer les eaux usées en respectant la capacité de support du système hydrique du territoire et en utilisant les méthodes de traitement les plus rigoureuses
- Maximiser les retombées économiques régionales et déterminer les usages appropriés en lien avec ces redevances
- Augmenter le budget de recherche et développement dans le domaine des ressources renouvelables et de l'efficacité énergétique
- Exiger de l'industrie gazière une redevance sur l'eau prélevée, peu importe son origine
- Puisque la Loi sur les mines en accorde le droit au MRNF, exiger que les compagnies minières et gazières garantissent et assument totalement les coûts reliés à la restauration et la surveillance des aires d'accumulation et de tout le site tout en assurant la conformité de la fermeture avec la réglementation
- Éliminer toutes les subventions (aide directe ou autres) en faveur des énergies fossiles et du nucléaire
- Produire des analyses fiscales et économiques exhaustives visant l'estimation adéquate du potentiel d'exploitation et des retombées économiques
- Créer un fond alimenté par les redevances ou garanties liées à l'utilisation, à la gestion, aux traitements et au transport des produits miniers afin d'assurer la gouvernance, la



surveillance, la prévention et la restauration des anciens sites miniers et des sites d'exploration et d'exploitation des gaz de schiste, le tout dans une perspective de développement durable

- Miser sur le développement régional à long terme et la création d'emplois stables et estimer correctement les retombées en terme d'emplois
- Assurer une protection complète de la nature conformément au principe de conservation
- Assujettir les activités de l'industrie aux schémas d'aménagement des municipalités régionales de comté et/ou aux planifications régionales en matière de conservation des sites
- Utiliser des critères objectifs pour désigner les paysages emblématiques ou de grande valeur patrimoniale
- Élaborer et financer un ensemble de mesures de prévention et d'intervention quant à la santé, la sécurité et la qualité de vie des citoyens en incluant un plan d'urgence suite à la contamination des ressources naturelles locales
- En plus de la restauration des sites, rendre possible une «réhabilitation-revalorisation» ou réutilisation à d'autres fins
- Assurer la quiétude des zones habitées
- Interdire toute activité de captation d'eau dans les eaux souterraines et tout prélèvement d'eau potable traitée par les infrastructures municipales ou interdire toute activité de captation sans autorisation de prélèvement
- Interdire l'entreposage permanent sur place ou hors site de tout résidu et définir clairement les termes déterminant ce qui est permanent
- Appliquer tous les principes de la Loi sur le développement durable (voire jusqu'à en venir à la conclusion que l'exploitation des gaz de schiste ne peut se développer au Québec)
- Respecter les limites naturelles ou capacités de support de l'environnement
- Renoncer à tout projet dont les conséquences reviendraient à augmenter la quantité de gaz à effet de serre produits au Québec
- Reconstituer sur le territoire de la région, par des milieux naturels enrichis, les pertes de ces milieux dues aux exploitations, voire par une compensation de 5 pour 1 quant à la superficie
- Sensibiliser les acteurs concernés sur l'importance de préserver les boisés

- Répertorier les nappes phréatiques ou les aquifères sous forme d'une étude hydrogéologique en incluant les liens entre elles, la localisation, la profondeur, etc. pour les protéger tout en documentant davantage la question de la migration des gaz naturels vers les eaux souterraines et de surface
- Déterminer des limites de distance que l'industrie doit respecter vis-à-vis des zones boisées, des aires protégées, des milieux humides, des zones inondables, des zones résidentielles, des zones de bassins-versants ou des puits individuels et communautaires pour éviter entre autres l'arrivée de plantes invasives qui nuisent à la flore et la faune
- Obliger l'industrie d'être responsable de traiter (partiellement ou totalement) ses propres eaux usées de façon sécuritaire pour la santé humaine et l'environnement
- À l'obtention du permis d'exploration et d'exploitation, obliger l'industrie de verser un dépôt en garantie ou fournir un cautionnement de garantie qui servirait en cas d'accident environnemental ou de dédommager convenablement les propriétaires en cas de dommages patrimoniaux et extra-patrimoniaux
- Instaurer une politique du pollueur-payeur ou rehausser de façon significative la taxe sur le carbone
- Que l'industrie tienne compte de l'opinion publique, engage le dialogue et fasse preuve de bonne foi, voire qu'elle coopère avec le gouvernement en ce qui a trait à la production d'études et de tests

## BIBLIOGRAPHIE

## Monographies

- Abensour, Miguel. 2012. « La démocratie insurgeante ». In *La Démocratie contre l'État : Marx et le moment machiavélien*, 2<sup>e</sup> éd. augm. Coll. «Le Félin Poche», p.5-19. Paris : Éditions Le félin.
- Angenot, Marc. 2008. *Dialogues de sourds : Traité de rhétorique antilogique*. Coll. «Essais». Paris : Mille et une nuits, 450 p.
- Bateson, Gregory. 1972. *Steps to an ecology of mind*. New York : Ballantine Books, 541 p.
- Beck, Ulrich. 2008. Trad. de l'allemand par Laure Bernardi. *La société du risque : Sur la voie d'une autre modernité*, 3<sup>e</sup> éd. Coll. «Champs essais». Paris : Éditions Flammarion, 521 p.
- Berry, Jeffrey M. 1977. *Lobbying for the People: The Political Behavior of Public Interest Groups*. Princeton : Princeton University Press, 331 p.
- Birnbaum, Jeffrey H. 1992. *The lobbyists: How influence peddlers get their way in Washington*. New York: Times Books, 334 p.
- Bourdieu, Pierre. 2001. *Langage et pouvoir symbolique*, 3<sup>e</sup> éd. rev. et augm. Coll. «Points Essais». Paris : Fayard, 423 p.
- Braud, Philippe. 2000. *Sociologie politique*, 5<sup>e</sup> éd. Paris : Librairie générale de droit et de jurisprudence (LGDJ), 637 p.
- Charaudeau, Patrick. 2005. *Le discours politique : Les masques du pouvoir*. Paris : Vuibert, 255 p.
- Clemens, Elizabeth S. 1997. *The People's Lobby : Organizational Innovation and the Rise of Interest Group Politics in the United States, 1890-1925*. Chicago : University of Chicago Press, 467 p.
- Dahl, Robert A. 1961. *Who Governs? : Democracy and Power in an American City*. New Haven : Yale University Press, 376 p.
- Dalton, Russell J. (dir. publ.). 2000. «The Decline of Party Identifications». In *Parties Without Partisans : Political Change in Advanced Industrial Democracies*, p.19-36. New York : Oxford University Press.
- Duquette, Michel et Diane Lamoureux. 2000. «Liberté, égalité et révolutions : Tocqueville». In *Les idées politiques : De Platon à Marx*, p.377-381, 2<sup>e</sup> éd. Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal.
- Ellul, Jacques. 1977. *Le système technicien*. Paris : Calmann-Lévy, 361 p.

- Foucault, Michel. 1971. *L'Ordre du discours* (Leçon inaugurale au Collège de France prononcée le 2 décembre 1970). Paris : Gallimard, 88 p.
- Gamson, William. 1975. *The Strategy of Social Protest*. Belmont : Wadsworth Pub, 275 p.
- Gerstlé, Jacques. 2008. *La communication politique*, 2<sup>e</sup> éd. Paris : Armand Colin, 255 p.
- Gitlin, Todd. 1980. *The Whole World is Watching : Mass Media and the Making and Unmaking of the New Left*. Berkeley : University of California Press, 352 p.
- Goldstein, Kenneth M. 1999. *Interest groups, lobbying, and participation in America*. Cambridge : Cambridge University Press, 158 p.
- Goffman, Erving. 1974. *Frame analysis : An Essay on the Organization of Experience*. Cambridge : Harvard University Press, 586 p.
- Grossman, Emiliano et Sabine Saurugger. 2006. *Les groupes d'intérêt : Action collective et stratégies de représentation*. Paris : Armand Colin, 251 p.
- Grossman, Gene M. et Elhanan Helpman. 2001. *Special Interest Politics*. Cambridge : The MIT Press, 364 p.
- Habermas, Jürgen. 1978. Trad. de l'allemand par Jean Lacoste. *Raison et légitimité : Problèmes de légitimation dans le capitalisme avancé*, 2<sup>e</sup> éd. Paris : Payot, 208 p.
- Hébert, Martine. 2003. *Les secrets du lobbying ou l'art de bien se faire comprendre du gouvernement*. Coll. «Savoir faire». Montréal : Les Éditions Varia, 163 p.
- Heidegger, Martin. 1989. Trad. de l'allemand par Michel Haar. *Langue de tradition et langue technique* (Conférence de 1962). Bruxelles : Lebeer-Hossman, 55 p.
- Hudon, Raymond. 2009. «Les groupes d'intérêt : réalité en mutation et interprétations renouvelées». In *Le parlementarisme canadien et québécois*, p. 253-303. Réjean Pelletier et Manon Tremblay (dir. publ.), 4<sup>e</sup> éd. rev. Et augm. Québec : Les Presses de l'Université Laval.
- Iyengar, Shanto et Donald R. Kinder. 1987. *News that matters*. Coll. «Television and American Opinion». Chicago : The University of Chicago Press, 187 p.
- Iyengar, Shanto. 1991. *Is anyone responsible ? : How television frames political issues*. Éd. Benjamin I. Page. Coll. «American Politics and Political Economy Series». Chicago : The University of Chicago Press, 195 p.
- Key Jr., Valdimir Orlando. 1964. *Politics, Parties, and Pressure Groups*, 5<sup>e</sup> éd. New York: Crowell, 767 p.
- Kollman, Ken. 1998. *Outside lobbying : Public Opinion and Interest Group Strategies*. Princeton : Princeton University Press, 215 p.
- Lamarque, Gilles. 1994. *Que sais-je ? : Le lobbying*. Paris : Presses Universitaires de France (PUF), 102 p.

- Maingueneau, Dominique. 1989. *Les termes clés de l'analyse du discours*. Coll. «Points Essais». Paris : Seuil, 143 p.
- \_\_\_\_\_. 1991. *L'analyse du discours*. Paris : Hachette Livre, 268 p.
- Melucci, Alberto. 1990. «Qu'y a-t-il de nouveau dans les nouveaux mouvements sociaux ?». In *La recomposition du politique*. Louis Maheu et Arnaud Sales (dir. publ.). p.129-162. Montréal : Presses de l'Université de Montréal.
- Ricoeur, Paul. 1969. *Le conflit des interprétations : Essais d'herméneutique*. Paris : Éditions du Seuil, 662 p.
- Rosanvallon, Pierre. 2006. *La contre-démocratie : La politique à l'âge de la défiance*. Paris : Éditions du Seuil, 346 p.
- Schattschneider, Elmer Eric. 1960. *The Semisovereign People*. New York: Holt, Rinehart and Winston, 147 p.
- Sommier, Isabelle. 2001. *Les nouveaux mouvements contestataires à l'heure de la mondialisation*. Coll. «Dominos». Paris : Flammarion, 128 p.
- Tocqueville, Alexis de (comp. Jean-Claude Lamberti et Françoise Mélonio). 1986. «De la démocratie en Amérique». In *De la démocratie en Amérique : Souvenirs : L'ancien régime : La révolution*, éd. p. 427-555. Paris : Robert Laffont.
- Truman, David B. 1971. *The Governmental Process*. 2e éd. New York : Alfred A. Knopf, 544 p.
- Wolton, Dominique. 1998. «Les contradictions de la communication politique». In *La communication : État des savoirs*, p. 343-361, Paris, Éditions Sciences humaines, 462 p.
- Young, Lisa et Joanna Everitt. 2004. *Advocacy Groups*. Coll. « The Canadian Democratic Audit». Vancouver : UBC Press, 179 p.
- Zeigler, Harmon et Michael Baer. 1969. *Lobbying: Interaction and influence in American State Legislatures*. Belmont : Wadsworth Publishing Company, 210 p.

#### Articles de périodiques

- Batellier, Pierre et Lucie Sauvé, 2011a. «La mobilisation citoyenne sur la question du gaz de schiste au Québec : Une exigence de démocratie». *Nouveaux Cahiers du Socialisme : Écosocialisme ou barbarie*, no 6, sous la dir. de Brouillette, V. et al., p. 224-236.
- \_\_\_\_\_. 2011b. « La mobilisation des citoyens autour du gaz de schiste au Québec: les leçons à tirer», *Gestion : Dossier : Relations avec les communautés - Relations des PME avec les banques - Gestion du rendement*, vol. 36, p. 49-58.
- Binderkrantz, Anne, 2005. «Interest Group Strategies : Navigating Between Privileged Access and Strategies of Pressure». *Political Studies* : 53, p.694-715.



- Champagne, Patrick, 1989. «Qui a gagné ? Analyse interne et analyse externe des débats politiques à la télévision». *Mots* : no 20, p.5-22.
- Costain, Anne N, 1980. «The Struggle for a National Women's Lobby : Organizing a Diffuse Interest». *Western Political Quarterly* : vol. 33, no 4, p.476-492.
- Froman, Lewis Acrelius Jr. 1966. «Some effect of interest group strength in state politics». *The American Political Science Review* : vol.60, no 4, p.952-96.
- Holmes Cooper, Alice. 2002. «Framing and social movement mobilization: German peace protest against INF missiles, the Gulf War, and NATO peace enforcement in Bosnia». *European Journal of Political Research* : vol. 41, issue 1, p.37-80.
- Hudon, Raymond et Stéphanie Yates. 2008. «Lobbying et patronage : modes de médiation en contexte démocratique». *Canadian Journal of Political Science* : vol. 41, no 2, p.375-409.
- McCombs, Maxwell E. et Donald L. Shaw. 1972. «The Agenda-Setting Function of Mass Media». *Public Opinion Quarterly* : vol. 36, no 2, p.176-187.
- Melucci, Alberto. 1980. «The new social movements: A theoretical approach». *Social Science Information* ; vol.19, no 2, p. 199-226.
- Milbrath, Lester W. 1960. «Lobbying as a communications process». *The Public Opinion Quarterly* : vol. 24, no 1, p. 32-53.
- Neveu, Érik. 1999. « Médias, mouvements sociaux, espaces publics » .*Réseaux* : vol. 17, no 98, p. 17-85.
- Pelletier, Réjean et Daniel Guérin. 2000. « Nouveaux mouvements sociaux et partis politiques au Québec : un défi organisationnel ? ». *Politique et Sociétés* : vol. 19, no 1, p.135-161.
- Salisbury, Robert H. 1969. «An Exchange Theory of Interest Groups». *Midwest Journal of Political Science* : vol. 13, p.1-32.
- Savard, Stéphane et Martin Pâquet. 2010. «Introduction : les enjeux énergétiques au Québec : Conflits et représentations». *Globe : revue internationale d'études québécoises* : vol. 13, no 2, p. 11-25.
- Schattschneider, Elmer Eric. 1957. « Intensity, Visibility, Direction and Scope ». *The American Political Science Review* : vol. 51, no 4, p.933-942.
- Snow A., David et Benford D. Robert. 1988. «Ideology, frame resonance, and participant mobilization». *International Social Movement Research* : vol. 1, issue 1, p. 197-217.
- Yates, Stéphanie et Michel Beauchamp. 2005. « Le lobbying au Québec : caractérisation d'une pratique encore mal définie ». *Les cahiers du journalisme* : no 14, p.308-323.

## Documents juridiques

- Gouvernement du Québec. Éditeur officiel du Québec. 2002. *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme*. LRQ c T-11.011. Chapitre 23. Québec.
- Gouvernement du Québec. Éditeur officiel du Québec. 1982. *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*. LRQ c A-2.1. Chapitre 2, Section 2, Art. 21 à 27.
- Gouvernement du Québec. Éditeur officiel du Québec. 1975. *Charte des droits et libertés de la personne*. LRQ c C-12. Partie 1, Chapitre 4, Art. 46.1
- Gouvernement du Québec. Éditeur officiel du Québec. 2009. *Loi affirmant le caractère collectif des ressources en eau et visant à renforcer leur protection*. LRQ c C-6.2.
- Gouvernement du Québec. Éditeur officiel du Québec. 1987. *Loi sur les mines*. LRQ c M-13.1
- Gouvernement du Québec. Éditeur officiel du Québec. 2006. *Loi sur le développement durable*. LRQ c D-8.1.1
- Gouvernement du Québec. Éditeur officiel du Québec. 1972. *Loi sur la qualité de l'environnement*. LRQ c Q-2

## Sites Web

- Collectif scientifique sur la question du gaz de schiste. *Cycles de conférences du Collectif scientifique sur la question du gaz de schiste au Québec*. Récupéré de <http://collectif-scientifique-gaz-de-schiste.com/cycle-de-conferences.html>
- Commissaire au lobbyisme du Québec. *Mission et Registre des lobbyistes*. Récupéré de <http://www.commissairelobby.qc.ca>.
- Conseil Patronal de l'Environnement du Québec. *À propos du CPEQ*. Récupéré de <http://www.cpeq.org/index.php?q=a-propos>
- \_\_\_\_\_. *Guide de bonnes pratiques afin de favoriser l'acceptabilité sociale des projets*. Récupéré de [http://www.cpeq.org/assets/files/Autres/2012/guide\\_bonnespratiques\\_web.pdf](http://www.cpeq.org/assets/files/Autres/2012/guide_bonnespratiques_web.pdf)
- Bisson, André et al. *Manifeste pour tirer profit collectivement de notre pétrole*. Récupéré de <http://www.petrolequebec.ca/>
- Regroupement des organismes de bassins versants du Québec. *Informations générales sur les OBV*. Récupéré de <https://www.robvq.qc.ca/obv>

## Articles journalistiques

Cosnard, Denis. (2013, 22 janvier). Gaz de schiste : ne dites plus "fracturation", mais "massage de la roche". *Le Monde*. Récupéré de [http://www.lemonde.fr/planete/article/2013/01/22/gaz-de-schiste-ne-dites-plus-fracturation-mais-massage-de-la-roche\\_1820407\\_3244.html](http://www.lemonde.fr/planete/article/2013/01/22/gaz-de-schiste-ne-dites-plus-fracturation-mais-massage-de-la-roche_1820407_3244.html))

Laprade, Yvon. (2012, 24 octobre). Bouchard et le gaz de schiste. *La Terre de chez nous*. Récupéré de <http://www.laterre.ca/politique/bouchard-et-le-gaz-de-schiste/>

Politis.fr. (2013, 23 avril). Gaz de Schiste : il n'existe aucune alternative à la fracturation hydraulique, selon les pétroliers. *Politis.fr*. Récupéré de <http://www.politis.fr/Schiste-les-petroliers-jugent-qu,21846.html>)

Rolland, Stéphane. (2012, 23 octobre). Gaz de schiste : Lucien Bouchard s'en prend aux "bloqueux". *Les affaires*. Récupéré de <http://www.lesaffaires.com/secteurs-d-activite/ressources-naturelles/gaz-de-schiste--lucien-bouchard-sen-prend-aux--bloqueux-/550321>

Shields, Alexandre. (2011, 30 mars). 55 lobbyistes pour vanter le gaz de schiste. *Le Devoir*. Récupéré de <http://www.ledevoir.com/politique/quebec/319960/55-lobbyistes-pour-vanter-le-gaz-de-schiste>

\_\_\_\_\_. (2012, 24 octobre). Le gaz de schiste en héritage. *Le Devoir*, Récupéré de <http://www.ledevoir.com/economie/actualites-economiques/362127/le-gaz-de-schiste-en-heritage>